

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 DÉCEMBRE 1905.

- 1° Projet de loi modifiant la constitution du fonds communal, généralisant le droit de licence et instituant une taxe d'ouverture sur les débits de boissons ⁽¹⁾.
 - 2° Proposition de loi établissant un droit de patente générale sur les débits de boissons alcooliques et autres ⁽²⁾.
 - 3° Proposition de loi relative à la suppression du droit de licence ⁽³⁾.
-

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION ⁽⁴⁾, PAR M. AUGUSTE DELBEKE.

MESSIEURS,

Les deux propositions de loi étudiées par la Commission sont analogues à celles qui ont été déposées sur le bureau de la Chambre en 1892, en 1894, en 1898 et en 1899, et qui tombèrent par suite de la dissolution la plus récente des Chambres législatives.

Ces dernières propositions ont fait l'objet d'un long examen en Sections et d'un rapport étendu et détaillé que l'honorable M. Tack, président-rapporteur, déposa une année avant le commencement des travaux de votre Commission.

La Section centrale, présidée par l'honorable M. Tack, n'avait pas cru devoir

⁽¹⁾ Projet de loi, n° 128 (session de 1900-1901).

⁽²⁾ Proposition de loi, n° 77 (session de 1900-1901).

⁽³⁾ Proposition de loi, n° 160 (session de 1900-1901).

⁽⁴⁾ La Commission, présidée par M. NERINX, était composée de MM. TACK, HELLEPUTTE, FERON, VANDERVELDE, CARTON DE WIART, TRASENSTER, BEERNAERT, COUSOT, DE GHELLINCK D'ELSEHEM et AUGUSTE DELBEKE.

émettre un vote sur les propositions soumises à son examen. Elle s'était bornée à libeller des résolutions, parmi lesquelles on trouve la proposition suivante :

« Il y a lieu d'engager le Gouvernement à ne pas tarder de saisir la »
» Chambre des propositions qu'il croirait devoir opposer à celles sur »
» lesquelles la Section centrale a eu à délibérer. »

Cette mise en demeure fut suivie du dépôt du projet de loi qui nous fut soumis en même temps que les deux propositions dues à l'initiative parlementaire.

On le voit, le rapport déposé par l'honorable M Tack, à la séance du 11 avril 1900, est un document indispensable à qui veut connaître l'état des questions dont votre Commission a eu à s'occuper.

Une dissolution et un renouvellement partiel de la Chambre ayant eu lieu depuis, nous avons cru nécessaire de faire suivre en annexe le texte complet du rapport de M. Tack. Le travail de notre honorable Collègue simplifiera beaucoup notre tâche et nous pourrons y faire de fréquents renvois.

Votre Commission n'a pas tenu moins de dix-sept longues séances. L'honorable Ministre des Finances a assisté à quatre de nos réunions. Treize séances eurent lieu entre le 2 mai et le 29 octobre 1901. Puis la Commission interrompit ses travaux jusqu'au 25 février 1903. Elle avait désigné dès le début son rapporteur, qui après plusieurs mois de discussion et après les votes définitifs de la Commission entra dans le cabinet des ministres et dut résigner ses fonctions de rapporteur. Enfin, des propositions, inspirées surtout par le désir de donner une solution à la question des distilleries agricoles, préoccupèrent les esprits et firent souvent dévier nos débats.

Grâce à ces circonstances, les délibérations de la Commission n'ont pas toujours échappé aux contradictions et à la confusion où, d'après le rapport de l'honorable M. Tack, versait déjà la Section centrale saisie des mêmes questions épineuses et complexes. Il n'est donc pas aisé de rendre compte des travaux de la Commission, et force nous sera de nous borner à donner l'essentiel.

Aussi bien on peut écarter sans inconvénient tout ce qui a été dit sur le droit d'accise et sur les distilleries agricoles. La solution que la loi a donnée à la question de la distillerie agricole, et l'établissement du droit d'accise nouveau sur les alcools ont fait perdre toute actualité à cet ordre de considérations

On n'attend pas de nous une nouvelle contribution à la littérature anti-alcoolique. Il suffira de constater que la Commission a été unanime à admettre ce principe. L'alcoolisme est le plus terrible des fléaux; et les propositions faites ne doivent être admises que dans la mesure de leur efficacité contre ce fléau.

Les délibérations dont il convient encore de rendre compte peuvent se ramener à ces trois points :

Le droit de licence;

Le monopole d'État en matière d'alcool;

La limitation du nombre des cabarets.

A. — LE DROIT DE LICENCE.

Faut-il maintenir ou abolir le droit de licence?

Sur cette question, toutes les observations faites au sein de l'ancienne Section centrale ont été échangées dans la Commission. La discussion n'a fourni aucun élément nouveau, et la relation si complète donnée par l'honorable M. Tack (pp. 3, 4, 8 à 18) en est l'image fidèle. La conclusion seule fut différente. La Commission émit finalement l'avis, presque à l'unanimité, que le droit de licence, bien qu'insuffisant comme mesure antialcoolique, a néanmoins une certaine efficacité pour la suppression du cabaret de bas étage, qui est le plus dangereux, et qu'il ne convient pas de supprimer le droit, surtout si l'on ne propose rien pour le remplacer. Partant de ce principe, la Commission rejeta, par huit voix contre une, la proposition de l'honorable M. Hoyois portant suppression pure et simple du droit de licence.

Faut-il généraliser le droit de licence?

Pour les raisons déjà indiquées par l'honorable M. Tack (Rapport, p. 16), votre Commission a été d'avis que si, d'une part, le droit de licence doit être maintenu, au moins provisoirement, il n'y a pas lieu, d'autre part, de le généraliser, même en le diminuant. Un tel droit, si on l'abaisse, perd une grande partie de son efficacité antialcoolique. Certains membres y voient même une prime à la consommation de l'alcool et un encouragement à la multiplication des cabarets.

Quant à la généralisation du droit avec le maintien du taux, elle n'est proposée que pour mettre fin à la fraude. Il en est de même des exemptions que propose le projet pour les débitants de bière acceptant librement des mesures sévères de contrôle. Or la Commission est d'avis que la fraude ne sera supprimée ni par la généralisation du droit ni par les exemptions proposées.

Partant, votre Commission a rejeté par sept voix contre une la proposition de l'honorable M. Maenhaut, qui généralise le droit de licence en l'abaissant, et refusé son adhésion à tous les articles du projet du Gouvernement, qui tendent à modifier le droit de licence existant. Elle propose en conséquence de rayer de ce projet les articles 3 à 11 inclus.

L'honorable Ministre des Finances, qui avait promis d'aviser à une solution de la question du droit de licence, s'est rendu à la dernière réunion de votre Commission pour y exposer sur cet objet les vues du Gouvernement.

La loi de 1889 qui a établi le droit de licence frappé seulement les débits futurs. De là deux catégories de débits de spiritueux : ceux qui, existant avant la loi, ne paient pas le droit et ceux qui, ouverts depuis la loi, paient le droit de licence. Cette distinction, qui à l'origine avait sa raison d'opportunité, choque aujourd'hui et de plus en plus le sentiment d'égalité si profondément ancré dans notre tempérament national, et à voir les réclamations et les pétitions contre le droit de licence, c'est cette inégalité devant l'impôt qui forme l'un des principaux griefs des imposés.

Le Gouvernement serait donc disposé, tout en allégeant la charge, à l'unifier et à soumettre au droit de licence tous les débitants de spiritueux sans distinction. L'allègement serait obtenu par la création, dans chaque caté-

gorie de communes, de deux classes dans lesquelles les débits seraient rangés suivant leur importance. Les grands débits seuls continueraient à payer le taux actuel du droit. Les débits moindres ne paieraient plus que les deux tiers ou la moitié du droit existant.

La base de la distinction entre les débits des deux classes serait trouvée dans la patente, dont le chiffre est proportionnel à l'importance du commerce imposé.

A côté des deux classes de débits de boissons que nous venons d'indiquer, il en existe une troisième. Ce sont les débits de boissons fermentées, ou les débits de bière, exempts de tout droit de licence.

On a proposé de leur imposer le droit comme aux débits de spiritueux. L'honorable Ministre des Finances ne s'est pas déclaré favorable à ce système. Le débit de bière mérite la faveur du fisc. La bière est une boisson saine et un aliment. La suppression du cabaret est une utopie. La transformation lente du débit d'alcool en cabaret où se débite uniquement la bière est un but qu'on peut poursuivre avec un certain espoir de succès. On a demandé la suppression de l'exemption en faveur des débits de bière pour mettre fin à la fraude des débitants exemptés qui clandestinement donnent à boire des spiritueux. Mais cela n'apparaît pas comme une raison suffisante de frapper le débit d'une boisson qu'en bonne politique sociale il y a lieu au contraire d'encourager.

La fraude, déjà combattue avec assez de succès, — la progression annuelle du nombre des débits imposés le prouve, — sera empêchée autant qu'il est possible par quelques mesures de contrôle qu'il y aura lieu de proposer. Ces mesures s'imposent par l'élévation récente du droit sur la production de l'alcool. Elles sont réclamées non seulement par la police des lieux de débit, mais encore par la lutte contre la production clandestine d'alcool.

Afin d'assurer le fonctionnement du système, il serait stipulé que les impositions des communes et des provinces, quant à la taxe d'ouverture, ne pourraient dépasser la moitié de la taxe imposée au profit de l'État.

Le Gouvernement ne croit pas pouvoir admettre l'idée de remplacer le droit de licence par un droit de patente.

La patente est de sa nature un impôt proportionnel. Le droit de licence est, au contraire, une « barrière ». La patente est en réalité une quotité abandonnée à l'État sur les bénéfices présumés de la profession du contribuable. Il s'ensuit que pour les petits débits, dont il importe avant tout de combattre la multiplication, le droit de patente serait infime, c'est-à-dire inopérant.

Nous avons cru intéressant de consigner dans ce rapport, en substance, les déclarations de l'honorable Ministre des Finances. Elles seront sans doute traduites en texte législatif, et il importait à la Chambre d'en avoir connaissance pour être entièrement au courant de l'état de la question.

B. — MONOPOLE DE L'ÉTAT.

Est-il désirable de confier à l'État soit le monopole de la fabrication de l'alcool, soit le monopole de la rectification, soit le monopole de la vente,

soit le monopole intégral de la production de la rectification et de la vente?

Convient-il de décréter, en même temps que ce monopole, la restriction progressive de la production?

Au moment où la Commission commença ses travaux, le problème de la distillerie agricole était vivement discuté. Sous l'empire de cette préoccupation, plusieurs propositions de loi virent le jour. Ce furent celles de M. Carton de Wiart (25 juillet 1899, n° 266), de M. Francotte (20 mars 1901, n° 131), de M. Tibbaut (11 juin 1901, n° 193), de M. Versteyleu (13 janvier 1902, n° 51), de M. de Ponthière (22 avril 1902, n° 127). Quelques-unes de ces propositions portent le monopole de l'État ou d'une Société fermière avec limitation progressive de la production. La discussion de plusieurs de ces propositions s'introduisit dans nos délibérations. L'avis fut émis que, n'étant pas saisie de ces propositions, votre Commission était incompétente pour faire des propositions au sujet du monopole de l'État pour la fabrication et la vente de l'alcool; qu'elle devait se borner à l'examen du projet de loi ainsi que des deux propositions sur le droit de licence qui lui avaient été soumises. On suggéra alors l'idée de proposer à la Chambre de renvoyer toutes les propositions relatives à la production de l'alcool à notre Commission, complétée des Sections centrales actuellement saisies, afin de pouvoir étudier la question dans toute son ampleur. Il ne fut pas donné suite à cette idée, et votre Commission n'acquiesça jamais le pouvoir de délibérer sur les propositions instituant le monopole de l'alcool. Néanmoins, on discuta le monopole dans quelques séances, et, au hasard des présences, deux propositions furent mises aux voix et obtinrent la majorité. Les voici :

I. « La Commission estime que les dispositions légales relatives au droit de licence ne peuvent exercer qu'une influence insuffisante au point de vue de la lutte contre l'alcoolisme.

» Elle se prononce de préférence pour le monopole de l'alcool par l'État avec restriction progressive de la production. »

Votée par trois voix contre deux et trois abstentions.

II. « La Section estime en tous cas qu'il y a lieu de limiter la quantité d'alcool dont la fabrication est autorisée. La limitation doit être progressive et réglée par la loi. »

Votée par six voix contre deux.

Votre Commission, rentrant dans la voie réglementaire, revint cependant sur ces votes en décidant dans la suite que l'on ne discuterait pas les propositions de monopole dont elle n'est pas saisie. Les observations du Ministre des Finances, que votre Commission avait prié de bien vouloir se rendre à nos séances, ne furent pas étrangères à ce revirement. Les doutes se firent plus forts au sujet de l'efficacité du monopole pur et simple au point de vue de la lutte contre l'alcoolisme, et aussi au sujet du caractère pratique d'une loi ordonnant la restriction de la production.

En quoi d'abord le monopole de l'État ou d'un fermier pour la fabrication, la rectification, la vente de l'alcool ou pour le monopole intégral serait-il de nature à enrayer le fléau? Et pour un résultat illusoire, faut-il charger l'État d'un service industriel considérable avec une nouvelle armée de fonc-

tionnaires? Le fermier ne sera qu'une solution provisoire. Et l'industrie officielle subira les injonctions de la politique. Elle ne sera pas libre dans le choix de ses matières premières ni dans la fixation de ses prix et finira par travailler à perte. Et, d'autre part, la restriction de la production, comment la réaliser, non pas officiellement et en théorie, mais en fait, étant donné l'irrésistible appât donné à la fraude?

La consommation règle la production. Croit-on que, contrairement à ce principe économique, on puisse faire régler la consommation par la production? L'Etat ou le fermier du monopole devra vendre aux enchères, par lots, la quantité qu'il lui sera permis par la loi de fabriquer. Mettons que ce soit la quantité actuelle diminuée d'un dixième. Les acheteurs, dont le rôle sera de revendre aux débits, se poseront cette double question : « Je puis augmenter » le prix assez pour que la consommation diminue de plus d'un dixième. Si je » reste en dessous, je n'épuise pas les avantages de la rareté du produit. Je ne » puis pas augmenter le prix assez pour que la consommation diminue de » plus d'un dixième, sinon je garde des stocks. »

Le monopole restrictif agira donc sur la consommation au moyen d'une élévation du prix. Or, ce résultat peut être atteint par la fixation d'emblée d'un droit d'accise élevé dans la même proportion, et la baisse énorme de la consommation de l'alcool à la suite des nouveaux droits d'accise — même si cette baisse doit diminuer dans une certaine proportion — est une expérience qui paraît vérifier ce raisonnement d'une façon décisive.

C. — LA LIMITATION DU NOMBRE DES CABARETS.

Votre Commission a été unanime à admettre qu'il est désirable de voir diminuer le nombre des cabarets.

Certes, il n'existe pas de parallélisme entre le nombre des débits et la consommation de l'alcool.

« La consommation, disait avec raison M. De Ridder dans son rapport à la Commission du Travail, ne se règle pas exclusivement sur le nombre des lieux de vente : elle dépend encore d'autres facteurs qu'il ne faut pas négliger, pas plus qu'il ne faut méconnaître l'attraction presque irrésistible que la multiplication des cabarets exerce sur les foules. »

« Les débits sont une tentation, disait aussi M. Léon Say dans son rapport fait en 1888 au nom de la Commission extraparlamentaire des alcools, et chaque tentation est un danger. La tentation, en s'exerçant sur des êtres affaiblis, dont la résistance décroît en raison même des abus antérieurs, est une cause des plus manifestes du fléau qu'il s'agit de combattre. »

« Ceux-là mêmes qui contesteraient les effets de la limitation du nombre des cabarets sur la consommation devront reconnaître, avec M. Prins, que cette limitation facilitera la répression et le contrôle; avec M. Cauderlier, que cette limitation s'impose au nom de l'hygiène, de l'ordre et de la décence publique. La moralité des débits baisse en raison directe de leur multiplication.

Comment arriver à la diminution des débits de boissons?

On peut y arriver d'une manière directe.

On conçoit une action administrative fermant tous les débits qui excèdent un nombre à fixer par la loi ou qui ne satisfont pas à certaines conditions à établir légalement. C'est là un procédé qui, dans notre pays, ne trouverait ni législature pour le voter ni gouvernement pour l'appliquer.

On peut imaginer un autre moyen d'arriver directement à la restriction du nombre des cabarets. La loi ou le Gouvernement, à ce autorisé, fixerait le nombre des débits dans chaque commune. On laisserait le nombre se réduire jusqu'à la limite fixée, par la cessation des débits existants ou par le décès des débitants, et, en attendant, on refuserait toute autorisation d'ouvrir de nouveaux cabarets ou de rouvrir les débits qui se seraient fermés ou dont le débitant serait décédé.

Plusieurs membres ont défendu ce système et formulé des projets conçus sur ces bases. On a objecté que le procédé est inapplicable en Belgique. On ne se figure pas un établissement, comme certains grands hôtels ou cafés, où d'énormes capitaux sont engagés, condamné à disparaître au hasard d'un décès. Ce serait une confiscation que l'opinion publique ne tolérerait pas. Ce genre d'extinction des cabarets ne serait pas toujours sporadique, et il pourrait se faire que, surtout dans les villes qui se développent, un quartier nouveau fût privé de cabarets. Enfin l'autorité concédante serait souvent suspecte et l'on pourrait craindre en effet qu'elle ne fit des concessions de débits un objet de faveurs électorales.

On a répondu qu'il faut vouloir les moyens si on veut la fin, et que les grands établissements devraient se soumettre à la règle comme les petits. Du reste, l'hôtel et le restaurant pourraient être exceptés. Pour la bonne répartition des débits dans les agglomérés, rien n'empêcherait d'en laisser déplacer quelques-uns. Enfin, on a tort de craindre le favoritisme dans l'octroi des concessions de débits. Le système fonctionne bien en Hollande, et dans notre pays déjà les industriels dépendent aussi de nos députations permanentes pour l'autorisation des établissements incommodes et insalubres. Or, personne ne se plaint, et l'on ne voit pas pourquoi les concessions de débits d'alcool soulèveraient plus de critiques.

Finalement, la majorité de votre Commission a repoussé ce mode de limitation *directe* du nombre des cabarets. A son avis, il n'y a qu'un seul moyen d'arriver à la restriction du nombre des débits, c'est d'appliquer la méthode indirecte des mesures fiscales.

De même que le renchérissement de l'alcool restreint mécaniquement la consommation, l'expérience le démontre, de même le relèvement du coût de l'établissement du cabaret doit mécaniquement en arrêter la multiplication et même, en fin de compte, restreindre le nombre existant. Déjà l'effet s'est fait sentir, en ce qui concerne le tout petit cabaret, pour la licence, qui, d'après l'expression pittoresque d'un membre pourtant hostile au droit, a du moins fait disparaître « le bouge ». Là où la licence est élevée, elle élimine. A Bruxelles, d'après une donnée fournie par le Ministre des Finances, au 31 décembre 1889, il y avait 4,039 débits, c'est-à-dire 1 par 45 habitants. En 1901, on compte 3,866 débits, soit 1 par 56 habitants.

On peut donc espérer beaucoup d'un fort droit prélevé sur l'ouverture de tout nouveau cabaret.

Un tel droit, tout en ayant une efficacité que tout le monde reconnaît, ne rencontrerait pas la révolte de l'opinion publique. Les situations acquises n'auraient pas à s'alarmer. Elles seraient respectées et même, dans une certaine mesure, garanties contre la concurrence. La liberté ne serait pas atteinte, pas plus qu'elle ne l'est en Angleterre, pays classique de la liberté, par les nombreuses licences qui y fleurissent. Votre Commission, par sept voix contre une, a admis les articles du projet de loi relatifs au droit d'ouverture.

Le taux en a été approuvé. Quelques membres l'ont plutôt trouvé trop bas, se fondant sur le taux du droit d'ouverture admis dans le grand duché de Luxembourg par la loi du 2 mars 1888, dont nous donnons le texte en annexe.

* * *

La taxe d'ouverture n'est pas le seul moyen indirect de réduire le nombre des débits. Une méthode que suggèrent à l'envi le souci de la moralité publique et l'hygiène, c'est d'exiger pour les cabarets certaines conditions matérielles : telles qu'une superficie et un cube d'air suffisants pour les locaux affectés au commerce, l'existence d'un local pour la famille du débiteur, la situation du cabaret, etc. On peut aussi exiger des conditions de moralité chez le débiteur.

Quelques communes ont déjà courageusement marché en éclaireurs dans cette voie et obtenu des résultats encourageants. A Bruges, grâce à cette réglementation communale, que nous reproduisons en annexe, sur cinquante-huit demandes en ouverture de débits de boissons, trente ont été rejetées depuis août 1902 jusque fin janvier 1904. Sur les vingt-huit demandes recueillies, trois l'ont été à condition de transformer l'immeuble conformément au règlement.

Malheureusement, il faut le dire, toutes les communes n'ont pas la même vaillance électorale, et récemment, s'il faut en croire les journaux, une réunion de bourgmestres de grandes communes convoquée pour examiner la question de la réglementation des cabarets, a conclu qu'il y a lieu d'abandonner la solution au Gouvernement.

Votre Commission a été unanimement d'avis qu'il est désirable de généraliser les prescriptions édictées par certaines communes et dont l'efficacité a fait ses preuves. Les autorités communales seraient ainsi mieux armées. Et, il faut bien le dire, la législature et le Gouvernement sont mieux en situation qu'elles d'affronter le contre-coup électoral des mesures à prendre contre le fléau alcoolique.

L'honorable Ministre des Finances et des Travaux publics s'est montré, de son côté, disposé à entrer sur ce point dans les vues de la Commission.

On pourrait donner au Gouvernement le droit de réglementer la disposition, l'étendue, le cube et la situation des locaux affectés au débit des boissons ainsi qu'à l'habitation du débiteur et de sa famille.

Si la Chambre préfère inscrire dans la loi les conditions naturelles à

prescrire pour les locaux du débit de boissons, votre Commission lui propose, comme base de discussion, le texte inséré dans son projet et qui est ainsi conçu :

ART. 5.

« Il est interdit d'ouvrir de nouveaux débits de boissons spiritueuses ou fermentées dans n'importe quel bâtiment ancien ou nouveau si la place où se trouve le comptoir et où les boissons se débitent n'a pas une superficie d'au moins 25 mètres carrés.

» En outre, il y aura au rez-de-chaussée ou dans le sous-sol du bâtiment une seconde place destinée exclusivement aux usages domestiques de la famille et mesurant 12 mètres carrés de superficie au moins.

» La maison sera munie d'une cour ayant au moins la cinquième partie de la surface bâtie.

» La maison sera située sur la voie publique. »

* * *

Une dernière mesure qui peut contribuer à raréfier et moraliser le cabaret, c'est d'exiger du débitant des garanties de moralité. C'est dans cette pensée que votre Commission vous propose d'admettre l'article 6 du projet de loi avec les sanctions édictées dans l'article 6.

Des membres ont proposé d'élargir ce système de garanties en multipliant les cas d'indignité. (Voir annexe.)

Projet de la Commission.

Conformément au résultat de ces délibérations, votre Commission a dressé le projet que nous faisons suivre.

PROJET DE LA COMMISSION

I. — Fonds communal.

ARTICLE PREMIER.

Sont attribués au fonds communal créé par la loi du 18 juillet 1860, modifiée par les articles 16 à 18 de celle du 30 décembre 1896 :

- 1° Le produit du droit de licence imposé aux débitants de boissons ;
- 2° Le produit de la taxe d'ouverture sur les nouveaux débits de boissons ;
- 3° Le produit des droits d'entrée sur le bétail et sur les viandes.

II. — Taxe d'ouverture sur les nouveaux débits de boissons spiritueuses ou fermentées.

ART. 2.

§ 1^{er}. Une taxe égale au triple du revenu cadastral afférent aux locaux affectés au débit est due par le propriétaire de l'immeuble, l'usufruitier ou l'emphytéote, pour l'ouverture de tout nouveau débit en détail de boissons spiritueuses ou fermentées établi à partir du 1^{er} avril 1906.

Si les locaux affectés au débit ne forment pas une parcelle cadastrale distincte, leur revenu cadastral sera déterminé comme en matière de contribution foncière.

La taxe ne peut être inférieure au quintuple du droit de licence exigible du débitant.

§ 2. Une taxe égale au droit de licence, tenant lieu de la taxe d'ouverture, est due par l'exploitant de tout débit ambulant établi à partir du 1^{er} avril 1906; chaque nouvel exploitant est redevable de la taxe.

I. — Gemeentefonds.

EERSTE ARTIKEL.

Aan het gemeentefonds, ingesteld bij de wet van 18 Juli 1860, gewijzigd door de artikelen 16 tot 18 der wet van 30 December 1896, worden toegekend :

- 1° De opbrengst van het aan de drankslijters opgelegd vergunningsrecht ;
- 2° De opbrengst van de openingsbelasting op de nieuwe drankslijterijen ;
- 3° De opbrengst van de inkomende rechten op vee en vleesch.

II. — Openingsbelasting op de nieuwe slijterijen van geestrijke of gegiste dranken.

ART. 2.

§ 1. Voor het openen van elke nieuwe slijterij van geestrijke of gegiste dranken, opgericht van af 1 April 1906, is door den eigenaar van het goed, den vruchtgebruiker of den erfpachter eene belasting verschuldigd gelijkstaande met het driedubbel van het kadastraal inkomen bepaald voor de lokalen tot de slijterij bestemd.

Maken de lokalen, voor de slijterij bestemd, niet een afzonderlijk gekadastrceerd perceel uit, dan wordt hun kadastraal inkomen vastgesteld zooals in zake van grondbelasting.

De belasting mag niet minder bedragen dan het vijfvoud van het vergunningsrecht dat kan worden geëischt van den slijter.

§ 2. Door den houder van elke rondreizende slijterij, opgericht van af 1 April 1906, is verschuldigd eene belasting gelijkstaande met het vergunningsrecht, geldende als openingsbelasting; de belasting moet worden betaald door elken nieuwen houder.

§ 3. Est considéré comme nouveau débit tout débit rétabli après avoir été fermé du 1^{er} janvier au 31 décembre d'une année.

ART. 3.

§ 1^{er}. Le propriétaire, l'usufruitier ou l'emphytéote est tenu de faire, au bureau des contributions directes du ressort, un mois au moins avant l'ouverture du débit, une déclaration d'ouverture dans la forme déterminée par le Gouvernement.

§ 2. La déclaration énonce notamment le revenu cadastral de l'immeuble et, le cas échéant, le revenu cadastral des locaux affectés au débit. Elle est appuyée d'un croquis coté des locaux, dressé à l'échelle de 5 millimètres par mètre et certifié par un géomètre ou un architecte.

Toutefois la production du croquis n'est pas exigée si le triple du revenu de l'immeuble est inférieur au quintuple du droit de licence.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, la déclaration, pour les débits ambulants, est faite par l'exploitant.

§ 4. La taxe est payée en une fois et d'avance.

III. — Recours.

ART. 4.

Les réclamations du chef de surtaxe sont, à peine de déchéance, adressées au directeur provincial des contributions directes dans les trois mois du paiement de la taxe d'ouverture.

IV. — Conditions d'hygiène et de moralité.

ART. 5.

Il est interdit d'ouvrir de nouveaux débits de boissons spiritueuses ou fermentées dans

§ 3. Als nieuwe slijterij wordt beschouwd : elke slijterij die wordt heropend na gesloten te zijn geweest van 1 Januari tot 31 December van een jaar.

ART. 3.

§ 1. De eigenaar, de vruchtgebruiker of de erfpachter, moet, minstens ééne maand vóór het openen der slijterij, ten kantore van de rechtstreeksche belastingen van het gebied eene aangifte van opening doen, op de wijze door de Regeering vastgesteld.

§ 2. De aangifte vermeldt namelijk het kadastraal inkomen van het onroerend goed en, bij voorkomend geval, het kadastraal inkomen van de voor de slijterij bestemde lokalen. Daarbij wordt gevoegd eene gequoteerde schets der lokalen, vervaardigd op eene schaal van 5 millimeter per meter en bewaarheid door een landmeter of een bouwmeester.

Het overleggen der schets wordt echter niet vereischt, indien het driedubbel van het inkomen van het goed beneden het vijfvoud van het vergunningsrecht blijft.

§ 3. In afwijking van § 1, wordt, voor de rondreizende slijterijen, de aangifte gedaan door hem die ze houdt.

§ 4. De belasting wordt in eens en vooruit betaald.

III. — Bezwaarschriften.

ART. 4.

De bezwaarschriften wegens te hooge schatting worden, op straffe van nietigheid, gericht tot den provincialen bestuurder der rechtstreeksche belastingen binnen drie maanden na de betaling der openingsbelasting.

VI. — Vereischten van gezondheid en zedelijkheid.

ART. 5.

Het is verboden nieuwe slijterijen van geestrijke of gegiste dranken in om 't even

n'importe quel bâtiment ancien ou nouveau si le local où se trouve le comptoir et où se débitent les boissons n'a pas une superficie d'au moins 28 mètres carrés et un cube d'au moins X mètres.

En outre, il y aura au rez-de-chaussée ou dans les sous-sols du bâtiment une chambre exclusivement destinée aux usages domestiques du débitant et de sa famille et mesurant douze mètres carrés de superficie au moins.

Les locaux comprendront une cour ayant au moins la cinquième partie de la surface bâtie.

Le débit sera situé sur la voie publique.

ART. 6.

Ne peuvent débiter en détail des boissons spiritueuses ou fermentées, soit personnellement, soit par personne interposée :

1^o Ceux qui n'ont pas acquitté la totalité de leurs impositions inscrites aux rôles des contributions directes de l'année précédente. Cette déchéance est levée à partir de la date du paiement de ces impositions;

2^o Ceux qui ont été condamnés à une peine criminelle;

3^o Ceux qui ont subi une condamnation en vertu des articles 368 à 391 du Code pénal.

Les dispositions du 2^o du présent article ne sont pas applicables aux débitants établis avant la mise en vigueur de la présente loi, à raison des condamnations qu'ils auraient encourues antérieurement.

Ces dispositions du n^o 3^o ne sont pas applicables :

a) aux débitants établis antérieurement au 17 juillet 1889, à raison des condamnations qu'il auraient encourues avant la mise en vigueur de la présente loi;

b) aux débitants de boissons fermentées établis avant la mise en vigueur de la présente loi, à raison des condamnations qu'ils auraient encourues antérieurement.

welk oud of nieuw gebouw te openen, indien het lokaal waar de toog staat en waar de dranken worden gesleten niet eene oppervlakte van ten minste 28 vierkante meter en een ruimte-inhoud van ten minste X meter heeft.

Daarenboven moet er gelijkvloers of in de kelderverdiepingen van het gebouw eene kamer bestaan, uitsluitend voor het huiselijk gebruik van den slijter en van zijn gezin en hebbende ten minste twaalf vierkante meter oppervlakte.

In de lokalen moet er eene binnenplaats zijn, hebbende ten minste het vijfde gedeelte van de bebouwde oppervlakte.

De slijterij moet aan den openbaren weg gelegen zijn.

ART. 6.

Mogen niet, hetzij zelf, hetzij door middel van een derden persoon, geestrijke of gegiste dranken slijten :

1^o Zij, die hunne belastingen, ingeschreven op de rol der rechtstreeksche belastingen van het vorig jaar, niet geheel hebben afbetaald. Dit verbod houdt op te rekenen van den dag waarop deze belastingen betaald zijn;

2^o Zij, die werden veroordeeld tot lijfstraf;

3^o Zij, die werden gestraft uit kracht van de artikelen 368 tot 391 van het Strafwetboek.

De bepalingen vervat in n^o 2 van dit artikel zijn niet van toepassing op de slijters die zich vestigden vóór het in werking treden van deze wet, wegens vroeger tegen hen uitgesproken veroordeelingen.

De bepalingen vervat in n^o 3 zijn niet van toepassing op :

a) de slijters die zich vestigden vóór 17 Juli 1889, wegens veroordeelingen tegen hen uitgesproken vóór het in werking treden van deze wet;

b) op slijters van gegiste dranken, die zich vestigden vóór het in werking treden van deze wet, wegens vroeger tegen hen uitgesproken veroordeelingen.

V. — Pénalités.

ART. 7.

§ 1^{er}. Est puni d'une amende égale au triple du droit de licence exigible, indépendamment du paiement de ce droit, toute infraction à l'article 6 commise par une personne se trouvant dans le cas du n^o 1^o de cet article.

§ 2. Dans le cas prévu au § 1^{er} ci-dessus, le matériel et le mobilier servant au débit, ainsi que les boissons spiritueuses existant dans l'établissement et ses dépendances, sont saisis et confisqués, même s'ils ne sont pas la propriété du contrevenant.

§ 3. Toute infraction à l'article 3 est punie d'une amende égale au double de la taxe exigible, indépendamment du paiement de cette taxe.

§ 4. Est punie d'une amende de 300 francs à 1,000 francs toute infraction à l'article 6 commise par une personne se trouvant dans l'un des cas prévus aux n^{os} 2^o et 3^o de cet article.

En outre, le mobilier et le matériel servant au débit, ainsi que les boissons spiritueuses trouvées chez le contrevenant, sont saisis et confisqués, même s'ils ne sont pas sa propriété.

Il est interdit au contrevenant de tenir désormais aucun débit de boissons.

§ 5. A défaut de paiement des pénalités encourues, l'amende est remplacée par un emprisonnement d'un mois à trois mois.

§ 6. Le Ministre détermine la manière dont il est disposé des choses confisquées.

Si la saisie est reconnue illégale, le mobilier, le matériel et les boissons sont restitués; à défaut de restitution, la valeur des objets, augmentée d'un tiers, est remboursée à l'intéressé.

§ 7. Les dispositions de la loi du 31 mai 1888 relatives à la condamnation conditionnelle ne sont pas applicables en matière de droit de licence et de taxe d'ouverture.

V. — Strafbepalingen.

ART. 7.

§ 1. Elke overtreding van artikel 6, begaan door een persoon die zich bevindt in het geval voorzien bij n^o 1 van dit artikel, wordt gestraft met eene boete gelijkstaande met het driedubbel van het eischbaar vergunningsrecht, boven en behalve de betaling van dat recht.

§ 2. In het geval voorzien bij bovenstaand lid 1, worden het materieel en het mobilair, voor het slijten dienende, alsmede de geestrijke dranken, die in de inrichting en hare bijhoorigheden voorhanden zijn, in beslag genomen en verbeurdverklaard, zelfs indien zij den overtreder niet toebehooren.

§ 3. Elke overtreding van artikel 3 wordt gestraft met eene boete gelijkstaande met het dubbel van de eischbare belasting, boven en behalve de betaling van deze belasting.

§ 4. Elke overtreding van artikel 6, begaan door een persoon die zich bevindt in een der gevallen voorzien bij de n^{os} 2 en 3 van dit artikel, wordt gestraft met eene boete van 300 tot 1,000 frank.

Daarenboven worden het mobilair en het materieel voor het slijten dienende, alsmede de sterke dranken bij den overtreder gevonden, in beslag genomen en verbeurdverklaard, zelfs indien zij hem niet toebehooren.

Het is den overtreder verboden voortaan eenige drankslijterij te houden.

§ 5. Blijft men in gebreke de opgelegde geldstraffen te voldoen, dan wordt de boete vervangen door eene gevangenisstraf van één tot drie maanden.

§ 6. De Minister bepaalt hoe wordt beschikt over de in beslag genomen voorwerpen.

Wordt de inbeslagneming niet wettelijk bevonden, dan worden het mobilair, het materieel en de dranken teruggegeven; bij gebrek aan teruggave, wordt de waarde der voorwerpen, verhoogd met een derde, aan den belanghebbende terugbetaald.

§ 7. De bepalingen der wet van 31 Mei 1888 betreffende de voorwaardelijke veroordeeling zijn niet van toepassing in zake van vergunningsrecht en van openingsbelasting.

VI. — Dispositions transitoires. — Mise en vigueur de la loi.**ART. 8.**

§ 1. La déclaration d'ouverture prescrite par l'article 3 sera faite avant le 31 juillet 1906 pour les débits établis à partir du 1^{er} avril précédent.

§ 2. Les contraventions à la disposition du paragraphe 1^{er} du présent article seront punies des peines édictées par l'article 7, § 3.

ART. 9.

L'article 1^{er} de la présente loi est rendu applicable à partir du 1^{er} janvier 1906. Les autres dispositions entreront en vigueur le 1^{er} juillet 1906.

VI. — Overgangsbepalingen. — In werking treden der wet.**ART. 8.**

§ 1. De bij artikel 3 voorgeschreven aangifte van opening wordt gedaan vóór 31 Juli 1906 wat betreft de slijterijen geopend te rekenen van den vorigen 1^{sten} April.

§ 2. De overtredingen van de bepaling vervat in het 1^{ste} lid van dit artikel worden gestraft met de straffen waarvan sprake is in artikel 7, § 3.

ART. 9.

Artikel 1 van deze wet wordt van toepassing gemaakt met 1 Januari 1906. De overige bepalingen treden in werking op 1 Juli 1906.

ANNEXE N° 1.

RAPPORT DE M. TACK DU 11 AVRIL 1900.

MESSIEURS,

La première proposition fut déposée sur le bureau de la Chambre, en séance du 18 décembre 1894, par MM. Lorand, Heuse, Magnette, Hambursin, Bouchez et Palante; elle n'est que la reproduction d'une proposition soumise antérieurement à la Chambre, en séance du 22 novembre 1892, par MM. Lambiotte, Féron, Hanrez, Bergé et Carpentier, et qui tomba par suite de la dissolution de la Chambre.

Les développements dont les auteurs de cette proposition l'ont accompagnée, ainsi que les renseignements fournis par le Gouvernement sur les législations étrangères, sont publiés comme annexes à la suite de la proposition de loi de MM. Lorand et consorts, qui se rallient entièrement à l'Exposé des motifs de MM. Lambiotte. Cette première proposition consacre l'abolition du droit de licence, en même temps que la décharge de l'impôt pour les alcools importés et pour ceux destinés à des usages industriels.

La seconde proposition a été déposée sur le bureau de la Chambre par M. Moyart; elle remonte au 19 avril 1898 et a pour but « d'abolir le droit de » licence, établi, par la loi du 19 août 1889, sur certains débits de boissons » dans les communes de 40,000 habitants ».

La troisième proposition déposée sur le bureau de la Chambre le 18 juillet 1899 est l'œuvre de M. Maenhaut. La proposition du député de Gand est la suivante :

« ARTICLE PREMIER. — L'article 4 de la loi du 19 août 1899 est remplacé » par l'article 4 nouveau ci-après :

» Indépendamment des impôts actuellement en vigueur, toute personne » qui, à partir du 1^{er} janvier 1900, tiendra un débit en détail de boissons » alcooliques ou autres sera soumise au droit de licence ci-après indiqué; ce » droit est payable annuellement et d'avance, par le débitant, sur la déclara- » tion par lui faite au bureau des contributions du ressort.

- » La licence ne peut être accordée à celui qui a subi une condamnation
- » par application des articles 368 et 391 du Code pénal.

» ART. 2. — L'article 5 de la même loi est modifié comme suit :

» Le montant du droit de licence est fixé comme suit :

» Dans les communes de 60,000 habitants et plus.	fr.	100	»
» — — — 30,000 à 60,000 habitants exclusivement		75	»
» — — — 15,000 à 30,000 — — —		50	»
» — — — 5,000 à 15,000 — — —		40	»
» — — — moins de 5,000 habitants		30	»

C'est sur ces trois propositions qu'il est fait rapport :

Par lettres du 22 janvier et du 9 mars 1895, la Section centrale pria M. le Ministre des Finances de lui procurer une série de renseignements au sujet du nombre des débits de bière et des débits d'alcool existant dans le pays pendant la période décennale qui sépare l'année 1885 de l'année 1894, du nombre des débits transformés, du nombre d'assujettis au droit de licence, du nombre d'imposables et d'exemptés, de la quantité d'alcool fabriquée en Belgique, de celle consommée pour les usages industriels, de celle consommée sous forme de boisson, des mesures prises pour combattre l'alcoolisme.

Postérieurement, par lettre du 15 février 1900, la Section centrale a demandé à M. le Ministre des Finances de compléter cette statistique pour la période quinquennale 1895 à 1899 inclus.

Les questions posées par la Section centrale à ce sujet et les réponses de M. le Ministre des Finances figurent aux annexes du Rapport sous le n° 1.

La réponse de M. le Ministre des Finances à la lettre de la Section centrale du 15 février 1900 ne nous était pas encore parvenue lors de la rédaction du présent rapport.

Même avant la proposition faite le 12 novembre 1892 par M. Lambiotte et ses cosignataires, la question relative à l'abolition du droit de licence et aux modifications qu'il convenait d'apporter à la loi du 19 août 1889 fut soulevée au sein de diverses Sections centrales; c'est-à-dire que le droit de licence fut à peine consacré par le législateur, qu'il donna déjà lieu à de vives réclamations qui eurent leur écho à la Chambre et que le *delenda Carthago* rencontra immédiatement une foule de chauds partisans.

Discussion dans les Sections.

(Proposition de loi n° 58, session de 1894-1895.)

Dans les sections, on se partagea sur le point de savoir ci-après :

Faut-il abolir purement et simplement le droit de licence et recourir à d'autres mesures pour combattre l'alcoolisme, ou bien faut-il maintenir le droit de licence, sauf à corriger les défauts dont la loi du 19 août 1889 est entachée?

Il importe de noter que les sections n'eurent à s'occuper que de la propo-

sition de loi n° 38, portant abolition du droit de licence, et non point des propositions de loi Moyart et Maenhaut qui furent directement renvoyées à la Section centrale, constituée en commission spéciale après que les sections eurent terminé leur travail au mois de janvier 1895.

Dans plusieurs sections, des membres soutiennent que le droit de licence a produit de bons résultats et qu'il a atteint son but, si pas complètement, au moins en partie; ils se basent sur ce que le nombre de débits alcooliques serait diminué, qu'on ne voit plus ouvrir pour un jour de kermesse des cabarets débitant du genièvre; ils ajoutent que la consommation de la bière est augmentée; que si la production de l'alcool a progressé, ce qui est peut-être contestable, on ne peut en tirer aucune conséquence, quantité d'alcool étant employé à des usages industriels; qu'au reste il serait prématuré de songer à l'abolition du droit de licence, le fonctionnement de la loi étant trop récent pour qu'on puisse songer à la condamner.

Abolir le droit de licence, c'est, dans leur pensée, donner une prime d'encouragement à l'alcoolisme.

Ils sont au reste convaincus qu'il suffira, pour rendre la loi plus efficace, de l'améliorer.

D'aucuns d'entre eux voudraient voir disparaître le privilège accordé aux anciens cabaretiers.

D'après eux, ce privilège constitue la principale objection faite à la loi; il est, en effet, disent-ils, une injustice; comment admettre qu'on frappe à perpétuité certains débits de boissons d'un droit énorme dont d'autres sont exonérés? Il y a lieu de rétablir l'égalité de tous devant la loi, et de rechercher une base permettant d'élever le droit proportionnellement à l'importance du débit et du lieu où il s'exerce.

La loi doit, en toute hypothèse, être modifiée profondément d'après eux; il serait bon aussi de frapper d'un impôt élevé les *nouveaux établissements* qui seraient créés dans la suite, sauf à ramener cette taxe exceptionnelle au taux adopté pour la généralité après un certain nombre d'années en accordant des réductions successives.

D'autres membres, également partisans du droit de licence, ont exprimé l'avis que l'on devrait viser à restreindre le nombre des débits d'alcool, et qu'on atteindrait ce résultat en appliquant l'impôt à tous les débits de bière; on pourrait en même temps interdire la vente avec consommation sur place dans les magasins et boutiques où l'on exerce le commerce de boissons alcooliques.

En sens inverse, les adversaires du droit de licence prétendent que la loi du 19 avril 1889 n'a produit aucun des effets qu'on s'en était promis; que, loin d'avoir diminuée, la consommation de l'alcool a augmenté durant la période de 1889 à 1894; qu'il a été créé bon nombre de débits clandestins dans lesquels on vend des alcools frelatés, de très mauvaise qualité; que l'abus que l'on a voulu combattre s'est donc aggravé; que l'usage d'alcool impur s'est encore développé par suite de la différence de situation qui est faite aux nouveaux cabaretiers obligés de payer le droit et qui sont forcés, pour pouvoir soutenir la concurrence avec ceux qui en sont exemptés,

de vendre des boissons de qualité inférieure et essentiellement nuisibles à la santé; qu'il est contraire à l'équité de faire payer le même impôt par les petits comme par les grands; que l'impôt devrait être proportionnel.

On fait observer encore que s'il y a beaucoup de contraventions à la loi, peu d'amendes sont perçues.

Dans la 1^{re} section, à propos de l'article 3, un membre fait observer qu'on ne peut affranchir du droit d'accise la fabrication du vinaigre d'alcool, alors qu'on n'exempterait pas en même temps de ce droit la fabrication des autres vinaigres.

Partageant cette manière de voir, des membres déclarent s'abstenir de voter parce que, d'une part, ils voudraient faire admettre l'exemption de l'article 3 et que, d'autre part, ils veulent qu'elle soit appliquée à toute fabrication de vinaigre, notamment à la fabrication du vinaigre de bière.

La 1^{re} section a adopté l'article 3 par cinq voix et cinq abstentions.

Dans la 4^e section, on met aux voix la question de savoir si l'impôt sur l'alcool doit être perçu au rendement. Cette question est résolue affirmativement à l'unanimité.

Dans la 1^{re} section, l'article 1^{er}, qui abolit le droit de licence, est rejeté par cinq voix contre trois et deux abstentions.

Dans la 2^e section, l'article 1^{er} est rejeté par six voix contre trois et deux abstentions.

Dans la 3^e section, l'article 1^{er} est rejeté par neuf voix contre une et trois abstentions.

Dans la 4^e section, l'article 1^{er} est rejeté par six voix contre six.

Le rapport de la 5^e section ne signale pas de vote sur l'article 1^{er}, mais la loi est rejetée par cette section dans son ensemble par sept voix contre trois et une abstention.

Pour la 6^e section, même absence de votes sur l'article 1^{er}, même rejet de la loi par six voix contre quatre et une abstention.

En résumé, dans les quatre premières sections, l'article 1^{er} est rejeté par vingt-six voix contre treize et sept abstentions.

Les deux autres sections ne se prononcent pas sur l'article 1^{er}. L'ensemble de la proposition de loi est rejeté par toutes les sections.

Les votes se sont répartis comme suit :

1 ^{re} section.	. . .	6	contre,	3	pour,	2	abstentions	
2 ^e	— . . .	4	—	2	—	5	—	
3 ^e	— . . .	9	—	0	—	3	—	
4 ^e	— . . .	6	—	6	—	0	—	
5 ^e	— . . .	7	—	3	—	1	—	
6 ^e	— . . .	6	—	7	—	4	—	
TOTAUX.		. . .	38	contre,	16	pour,	15	abstentions.

Toutes les sections semblent avoir été d'avis que, si la loi existante ne doit pas être abolie, il y a lieu au moins d'y apporter des modifications sérieuses.

Discussion en Section centrale.

La Section centrale ne tint pas moins de quinze séances. Sa première délibération eut lieu le 18 janvier 1893 et sa dernière le 11 avril 1900. Ses travaux furent d'abord interrompus vers la mi-décembre 1893; puis repris en janvier 1897; suspendus à nouveau à la fin de mars 1897, pour recommencer le 23 janvier 1900 et aboutir dans cette séance à un vote.

Par suite de ces interruptions, les délibérations de la Section centrale n'ont pas échappé à un certain décousu, d'autant plus que deux nouvelles propositions de loi sont venues se greffer sur la première et n'ont pas peu contribué à augmenter la confusion; les hésitations et les incertitudes se sont emparées des esprits, dans une matière qui se rattache aux intérêts les plus divers, tant au point de vue moral qu'au point de vue fiscal, économique et hygiénique.

Ces tergiversations paraîtront naturelles à tous ceux qui voudront bien considérer combien le problème à résoudre est délicat, épineux et complexe.

Selon les partisans de l'une de ces opinions, la loi existante a produit certains effets utiles et a fait diminuer, dans une mesure plus ou moins sensible, la consommation de l'alcool; pour eux la loi du 19 août 1889 est perfectible; à cet ordre d'idées appartiennent les propositions n° 140 et 232 présentées par MM. Moyart et Maenhaut. Elles ont été analysées plus haut, en tête du rapport.

La seconde opinion est celle qui met en doute les résultats obtenus par la création du droit de licence, au point de vue de la diminution qui serait survenue dans la consommation alcoolique; elle est d'avis qu'en tous cas le droit de licence est insuffisant pour combattre le fléau de l'alcoolisme; elle estime que le seul moyen de réfréner le mal se trouve dans la diminution de la production, qui peut s'obtenir selon les uns par l'augmentation de l'impôt, celle-ci entraînant nécessairement le relèvement des prix, selon les autres, par le monopole de la fabrication ou de la rectification.

La proposition de loi n° 38, présentée par M. Lorand et par ses cosignataires, répond à cette seule opinion.

Nous croyons utile de faire remarquer que c'est la loi du 17 juin 1896 qui substitue à l'impôt sur la capacité de la cuve matière, l'impôt plus rationnel et plus juste sur le rendement et qui, en même temps, élève le taux de l'impôt en le portant de 0.64 % par litre d'alcool à 50° Gay-Lussac à 1 franc.

Avant d'aborder l'analyse des observations présentées au sein de la Section centrale, il importe de dire un mot au sujet des statistiques produites par le Gouvernement et qui sont fréquemment invoquées de part et d'autre dans les sections comme en Section centrale.

La discussion dans les sections ne porta que sur la période de 1889 à 1894 inclus; celle qui eut lieu en Section centrale embrasse, outre la période de 1889 à 1894 inclus, celle de 1894 à 1899 inclus. Pendant cette dernière période, les idées ont marché, l'expérience a parlé et l'opinion publique a fait du chemin, à telle enseigne que la Section centrale, au lieu de se prononcer

pour le maintien du droit de licence, comme l'avaient fait les sections, s'est ralliée à l'opinion contraire, qui en réclame l'abolition.

Les mêmes arguments que ceux antérieurement invoqués dans les sections ont été reproduits depuis en Section centrale, en même temps que quelques considérations nouvelles appuyées sur les faits acquis depuis 1893.

Votre Rapporteur a résumé plus loin les débats de la Section centrale; il s'est efforcé d'y mettre certain ordre en condensant séparément les raisons alléguées par les partisans du maintien du droit de licence et celles mises en avant par ceux qui en réclament l'abolition radicale.

Les trois propositions de loi dont la Section centrale est saisie ne sont que l'expression de ce double courant : la production de l'alcool en Belgique, l'importation et l'exportation des spiritueux; la consommation de l'alcool et l'usage qu'en fait l'industrie.

En ce qui touche le 1^o, il convient, si l'on ne veut pas s'égarer et si l'on tient à éviter les malentendus, de diviser le temps qui s'est écoulé depuis la première année où le droit de licence a reçu son application, c'est-à-dire à partir du 31 décembre 1889 jusqu'au 31 décembre 1899, en trois périodes distinctes :

La première comprenant les cinq années 1890, 1891, 1892, 1893, 1894.

La seconde qui embrasse les trois années 1895, 1896 et 1897.

La troisième qui a rapport aux années 1898 et 1899.

La raison de cette division, c'est que pour les cinq premières années l'impôt était perçu sur la cuve matière, donc sur le rendement présumé, qui a toujours été inférieur au rendement vrai, sans qu'il soit possible de déterminer exactement à quelle quotité correspond la différence entre la présomption et la réalité.

Longtemps on a évalué les excédents de rendements indemnes de droit à 10 % des quantités prises en charges; aujourd'hui l'administration table dans ses récentes statistiques sur un tantième de 8 %.

En ajoutant ce tantième de 8 % aux dernières statistiques que le Gouvernement a communiquées à la Section centrale, par sa lettre du 9 avril 1895, et qui sont jointes à l'annexe sous le n° 1, et en les complétant, au point de vue des importations, des exportations et des quantités utilisées à son usage industriel, on les mit en harmonie avec le régime qui consacre l'impôt au rendement et le relèvement du droit. C'est du reste la méthode que l'administration a adoptée dans le tableau statistique qui figure aux *Annales parlementaires* de la Chambre, séance du 22 décembre 1899, page 214.

Ce tableau, qui est reproduit à l'annexe sous le n° II, est le document le plus complet que nous possédons, et a le mérite d'être basé sur des renseignements officiels, d'être concis et de dissiper les équivoques.

M. le Ministre des Finances en a fait ressortir, dans la séance du 22 décembre 1899, les lignes principales en même temps qu'il en a déduit la portée que selon lui il comporte, mais sur laquelle tout le monde n'est pas d'accord.

En isolant les années 1895, 1896, 1897, l'Administration des Finances a

été guidée par cette considération qu'elles se rapportent à une période anormale, par suite de l'application de la loi du 17 juin 1896, qui a majoré le taux de l'impôt et modifié la base de la perception.

C'est ce que M. le Ministre des Finances faisait au reste remarquer, avec beaucoup de raison, à la Chambre, dans la séance du 22 décembre 1899 (*Annales parlementaires*, page 215), lorsqu'il disait :

« De 1890 à 1894, la consommation oscillait autour du chiffre de 10 litres » à quelques dixièmes près, savoir : en 1890, 9¹/₆₆ ; en 1881, 10¹/₆₆ ; » en 1892, 10¹/₁₁ ; en 1893, 10¹/₁₁ ; en 1894, 9¹/₉₃. Puis vient la période » 1895-1896-1897, au milieu de laquelle se place le vote de la loi du » 17 juin 1896. C'est une période troublée par l'approche de cette loi et par » ses premiers effets. Je prends donc la moyenne de ces trois années, qui est » de 9¹/₆₆. »

Pour se rendre un compte exact de la consommation annuelle de l'alcool sous forme de boisson, il faut évidemment établir le calcul par tête d'habitant d'après le chiffre de la population pris à une date uniforme

Le tableau inséré aux *Annales parlementaires* de la séance du 22 décembre dernier en fournit le moyen ; il donne, en effet, pour chaque année, le chiffre de la population de fait au 31 décembre.

Le tableau statistique en question ne se rapporte qu'à la production, à l'importation, à l'exportation et à la consommation ; il ne fournit aucune indication concernant le nombre des débits alcooliques et des débits de bière. On trouvera les renseignements dans les réponses transmises par M. le Ministre des Finances en 1895 et en 1900 à la Section centrale. (Voir aux annexes n° 1.)

Si nous sommes entré dans ces détails sur la statistique dont nous disposons, c'est parce que les arguments produits de divers côtés, en sens inverse, font la plupart état des faits acquis depuis la mise en vigueur de la loi sur le débit des boissons alcooliques, et il fallait par conséquent bien les préciser.

§ 1. — Observations présentées en Section centrale par les partisans du maintien du droit de licence.

L'argument principal qu'invoquent les partisans du maintien du droit de licence est tiré de la diminution qu'a éprouvée, depuis l'application de cette loi, la consommation humaine, et de la transformation d'un certain nombre de débits de boissons alcooliques en débits de bière. La diminution résulte de la comparaison entre la consommation constatée en 1890 et celle relevée en 1899. Ce sont là des effets, ajoutent-ils, utiles, appréciables, et l'on peut affirmer qu'ils nous approchent, s'ils ne l'atteignent pas, du but que l'on poursuit. On pourra y arriver en perfectionnant et en complétant la loi.

Parmi eux, les uns jugent qu'il conviendrait pour cela de faire disparaître le privilège accordé aux anciens cabaretiers et de frapper d'un impôt élevé les nouveaux cabaretiers, sauf à les ramener graduellement et après un certain laps de temps, par des réductions successives, au tarif à cote normale, et à faire disparaître l'inégalité passagèrement admise.

D'autres sont d'avis que, tout en maintenant le droit de licence, il importerait de recourir à une nouvelle classification, mieux en rapport avec l'importance du débit et avec celle de la localité où il est établi.

Ils font observer que la classification actuelle est défectueuse, surtout en ce que dans une même commune tous les débits, grands ou petits, quelle que soit la quantité d'eau-de-vie vendue, quel que soit le bénéfice réalisé, ou la position de fortune du consommateur, le montant de l'impôt payé est identiquement le même pour tous. C'est ainsi que dans les villes de 60,000 habitants, le plus modeste cabaretier, le gargotier le plus insignifiant, paient le même impôt de 200 francs que le cafetier le plus huppé et le restaurateur le plus cossu. Au fond, sous les dehors de l'égalité, il y a là une inégalité choquante. La justice veut que les charges soient en rapport avec les facultés de ceux qui les supportent.

L'impôt n'a pas été établi en vue de procurer des ressources au Trésor public, mais comme une mesure propre à mettre une digue aux abus de l'alcoolisme et à empêcher la multiplication des cabarets. Si l'on touche à la classification en vue de mettre les cotisations mieux en harmonie avec la situation pécuniaire des redevables, ce ne peut être, en aucun cas, pour réduire le taux de l'impôt, ce qui serait aller à l'encontre des intentions de ceux qui ont créé le droit de licence, et perdre les fruits acquis à ce jour.

A propos du privilège des anciens cabaretiers, on signale comme un procédé qui donne lieu à des pratiques illégales, auxquelles il importe de mettre immédiatement un terme, le fait de confier à de prétendus régisseurs la gestion d'établissements anciens exempts d'impôts. D'aucuns estiment qu'il faudrait généraliser l'impôt en frappant les débits de boissons de toute nature, y compris les débits de bières qui ne vendent point de spiritueux.

Sans doute, a-t-on répondu, pareil remède aurait une grande efficacité au point de vue du nombre des cabarets; mais ne convient-il pas, plutôt que d'entraver par une mesure fiscale la consommation de la bière, d'encourager l'usage de cette boisson que l'on considère communément comme le breuvage bienfaisant et hygiénique par excellence.

Quelques-uns préconisent l'interdiction de la vente avec consommation, sur place, dans les magasins et boutiques, où s'exerce simultanément un autre commerce.

Il en est aussi qui ne toléreraient le débit de l'alcool que dans les agglomérés. D'autres sont d'avis que les lieux où le public consomme l'alcool, comme ceux où l'on vend des spiritueux, devraient être uniquement et exclusivement consacrés à cette vente.

Les mêmes se demandent pourquoi l'on ne pourrait pas réglementer la vente de l'alcool comme on réglemente la vente de certaines denrées, par exemple celle de la viande de cheval.

Ce sont ces idées et d'autres analogues que MM. Moyart et Maenhaut ont tenté de traduire dans les propositions de loi qu'ils ont déposées sur le bureau de la Chambre.

Dans le même ordre d'idées doit être rangé le projet dont s'occupe M. le Ministre des Finances, et dont il a entretenu la Section centrale, comme il s'en est expliqué à la Chambre et au Sénat.

M. de Smet de Naeyer en disait un mot au sein de la Section centrale le 12 mars 1897, lorsqu'il parlait des résultats obtenus par l'application du droit de licence, et notamment de la réduction de la consommation des alcools, sous forme de boisson, qui s'en était suivi. Il exposait que la production de l'alcool qui, en 1893, était en chiffres ronds de 630,000 hectolitres était tombée, en 1896, à 538,000 —

En moins pour cette dernière année 92,000 hectolitres

La contenance imposable déclarée qui avait été, en 1893, de 3,070,309 hectolitres
 était tombée, en 1896, à 2,646,390 —

En moins pour 1896 424,009 hectolitres

D'où M. le Ministre inférait une diminution de consommation par tête d'habitant de 1 1/2 litre.

Les renseignements communiqués par M. le Ministre à la Section centrale étaient confirmés, faisait-il observer, par les avis des agents de l'administration dans les deux Flandres.

M. le Ministre des Finances renouvela au surplus ultérieurement sa déclaration avec plus de précision devant la Chambre et le Sénat. (Voir *Annales parlementaires*, Chambre des Représentants, séance du 22 décembre 1899, pp. 214 et suivantes; Sénat, séance du 27 décembre 1899, p. 164.) On consultera avec fruit, si l'on veut se rendre compte des fluctuations, en Belgique, de la production, des importations, des exportations, de la consommation humaine et industrielle de l'alcool, mises en rapport avec le chiffre de la population, le tableau inséré aux *Annales parlementaires* à la page 214, séance du 22 décembre 1899. Nous le publions aux annexes sous le n° II.

Dans ses déclarations à la Chambre, M. le Ministre arrive à cette conclusion que la moyenne de la consommation humaine par tête d'habitant, qui était, pour les années 1893-1896-1897, de 9¹/₆, est descendue, en 1898, à 8¹/₃ et, en 1899, à 8¹/₃, et qu'on peut affirmer que cette diminution pour la période 1890-1899 est de 1 1/2 litre.

Quant au droit de licence, M. le Ministre des Finances expose sa manière de voir, comme il l'avait déjà fait précédemment à la Chambre, en séance du Sénat du 27 décembre 1899, page 164. Il s'exprima comme suit :

« M. de Smet de Naeyer : D'autre part, est-il juste d'imposer à ceux qui
 » débitent des boissons fermentées la même taxe qu'à ceux qui débitent des
 » boissons alcooliques. La bière, notamment, ne doit-elle pas être considérée
 » comme l'antidote de l'alcool ?

» On prétend qu'il n'est pas possible d'empêcher la fraude; je me
 » demande, moi, s'il n'y aurait pas moyen d'y parvenir. Mes idées ne se sont
 » pas arrêtées à ce sujet, mais je penche vers un système qui consisterait à
 » ériger en principe la déduction du droit de licence pour tous les débiteurs
 » de boissons en général, sauf la faculté de s'en affranchir moyennant
 » l'engagement écrit de ne tenir chez eux aucune quantité d'alcool, même

- » pour leur consommation personnelle, et de se soumettre aux mesures de
- » surveillance à déterminer, notamment aux vérifications domiciliaires.
- » Le Sénat n'ignore pas que, dès à présent, dans certaines régions tout au
- » moins, les bonnes bières nationales tendent à se substituer de plus en plus
- » à l'alcool. Pourquoi vouloir enrayer ce mouvement et frapper d'une taxe
- » supplémentaire celui qui débite des boissons saines tout comme celui qui
- » débite des liquides délétères? »

§ 2. — Observations présentées en Section centrale par les partisans de l'abolition du droit de licence.

Avant de passer à l'analyse des arguments produits par les partisans de l'abolition du droit de licence, il n'est pas inutile de rappeler qu'en séance du Sénat du 21 décembre 1898, M. le sénateur Lejeune a déposé une proposition de loi sur la police, la vente et le débit de boissons alcooliques, des liqueurs à base d'alcool et des boissons fermentées contenant plus de 18 % d'alcool.

Cette proposition de loi a des points de contact multiples et intimes avec la question du droit de licence; en fait, son auteur poursuit le même but que celui que s'est proposé le législateur de 1889, qui a consacré le droit de licence; le même but que cherchent à atteindre les auteurs des propositions dont est saisie la Section centrale; le même but que celui qui fait en ce moment le sujet des préoccupations de M. le Ministre des Finances : c'est de combattre efficacement le fléau de l'alcoolisme.

Les mêmes problèmes que soulève M. le sénateur Lejeune dans son Exposé des motifs, présenté sous forme de développements, ont été agités en Section centrale, et plus d'une disposition que l'on trouve dans la proposition de l'honorable sénateur ne serait pas déplacée, ni dans les propositions soumises à l'examen de la Section centrale ni dans le projet qui fait l'objet des méditations de M. le Ministre des Finances et dont il a esquissé les lignes principales, comme il a été dit plus haut, devant le Parlement.

En substance, il interdit aux fabricants et marchands de boissons alcooliques distillées ou de boissons fermentées contenant plus de 18° d'alcool qui ne sont pas consommées sur place, de les vendre par quantité inférieure à 5 litres.

Il défend de vendre, de livrer, d'exposer en vente ou de donner à boire gratuitement, dans tout lieu accessible au public, de la liqueur d'absinthe.

La même défense que pour la liqueur d'absinthe est appliquée aux boissons alcooliques distillées ou à des boissons fermentées contenant plus de 18 % d'alcool, dans les boutiques ou dépendances des boutiques, dans les cafés, estaminets, cabarets et autres établissements où des boissons à consommer sur place sont débitées; dans les théâtres, concerts ou autres lieux de divertissement à entrées payantes.

Les boutiques généralement désignées sous la dénomination de *distilleries* dans lesquelles les boissons alcooliques distillées sont débitées sur le comptoir sont, est-il dit dans l'Exposé des motifs, des bouges, comparables aux *distilleries d'opium*, qui doivent disparaître.

Les prohibitions que les dispositions du projet de loi Lejeune prononcent, quant aux débits des boissons alcooliques autres que la liqueur d'absinthe, ne s'appliquent pas aux hôtelleries, auberges et restaurants dans lesquels le débit n'est pratiqué que comme l'accessoire de l'industrie ayant pour objet la nourriture et le logement des personnes.

Pour M. le sénateur Lejeune, l'alcool est un poison et doit être traité comme tel; l'État a le droit d'en interdire le débit, comme il a celui d'interdire les jeux de hasard avec les mêmes droits de préservation sociale. Le nombre des cabarets est trop considérable; s'ils se sont multipliés à l'excès, c'est parce qu'ils sont des instruments au moyen desquels on exploite la passion de l'alcool; non pas qu'il faille les attaquer de front et leur déclarer une guerre ouverte, car ils sont depuis toujours dans nos mœurs, mais il faut proscrire le débit de l'alcool dans les cabarets; par cela même que cette proscription aura été décrétée, on verra leur nombre diminuer.

Il convient toutefois d'user de certain ménagement; dans cet ordre d'idées, on pourra tolérer, moyennant une autorisation de la Députation permanente, pendant un temps déterminé, ceux qui existèrent à la date du 8 novembre 1898.

Ces dispositions fondamentales sont l'objet de quarante-quatre articles. Leur auteur a soin de déclarer qu'elles ne sont qu'un accessoire du monopole à production décroissante qui mettra le fléau à la merci des pouvoirs publics.

On le voit, le système est complet. Plus de consommation de boissons alcooliques ni de boissons alcooliques fermentées contenant plus de 18° d'alcool dans les cabarets ou dans d'autres lieux donnant accès au public.

La proposition de loi, comme nous l'avons déjà dit, ne s'occupe pas *in terminis* du droit de licence, mais elle tend au même but, qui est de combattre l'alcoolisme d'une façon plus radicale, plus complète, plus efficace que ne le fait le droit de licence, et de manière à le rendre superflu. C'est à ce point de vue que nous en avons dit un mot.

Au sein de la Section centrale, les partisans de l'abolition du droit de licence se sont appuyés, pour faire prédominer leur manière de voir, sur les considérations suivantes :

Le droit de licence n'a pas produit, au point de vue de la réduction de la consommation, sous forme de boisson, les résultats que proclament ses partisans. Que l'on consulte les statistiques que M. le Ministre des Finances a fait insérer aux *Annales parlementaires* de la Chambre (séance du 22 janvier 1900, p. 214) et l'on ne sera pas longtemps à s'en convaincre. En effet, en 1890, première année où le droit fut appliqué, la consommation humaine était de 594,211 hectolitres; en 1894, elle était montée à 630,093 hectolitres. Différence : 35,884 hectolitres, donc, au lieu de diminuer par l'influence du droit de licence, elle avait augmenté.

Il est vrai que la population s'était accrue au cours de cette période, mais pas au point de compenser l'écart; tout au plus pourrait-on dire que la consommation est presque demeurée stationnaire, car si on l'établit par tête d'habitant, on trouve pour 1890, 9179 et, pour 1894, 9194.

A la vérité, si l'on compare l'année 1890 à l'année 1899, on constatera que

la consommation humaine est descendue de 594,219 à 561,000 hectolitres, différence : 33,219 ; mais dans l'intervalle, et à partir de 1897, était intervenu un facteur nouveau, le relèvement, par la loi du 17 juin 1896, du taux de l'impôt qui fut porté de fr. 0.64 par litre à 1 franc ; de là l'augmentation du prix de l'alcool et par suite la diminution de la consommation.

C'est par conséquent bien à tort que l'on attribue au droit de licence la diminution de la consommation ; tant que le droit de licence opère seul, aucune réduction dans la consommation humaine ne se fait sentir ; mais elle se manifeste d'année en année, dès que l'accise est relevée. C'est du reste ce que M. le Ministre des Finances reconnaît lui-même implicitement, en s'armant des faits, lorsqu'il expose sa théorie favorite au sujet de l'action qu'exerce le relèvement de l'impôt sur le prix de la marchandise et, par répercussion subséquente, sur la consommation.

M. de Smet de Naeyer s'exprimait en effet comme suit au sein de la Chambre dans la séance du 22 décembre 1899 :

« On peut donc affirmer que, de 1890 à 1899, la consommation humaine » de l'alcool a diminué d'un litre et demi par tête d'habitant. et cela malgré » la période d'activité et de prospérité vraiment extraordinaire que le pays » a traversée et qui aurait dû, semble-t-il, être marquée plutôt par une » recrudescence de la consommation.

» Si ce résultat, Messieurs, n'est pas encore très brillant, il est au moins » consolant ; il permet d'espérer qu'on verra, de plus en plus, les boissons » fermentées se substituer aux boissons alcooliques.

» J'avais donc raison d'affirmer, pendant la discussion de la loi de 1896, » que ce n'est point par la réduction qu'il faut chercher à réduire la consom- » mation de l'alcool, mais bien par le relèvement du prix du produit, sans » préjudice des moyens d'ordre moral.

» C'est ce que les chiffres que je viens de citer démontrent d'une façon » irréfutable. En effet, malgré la création d'environ cent distilleries agricoles » qui sont venues contribuer à la production, la consommation a diminué, » comme nous venons de le voir, à raison du renchérissement de l'alcool par » le relèvement du droit, à raison du ralentissement de la progression du » nombre de cabarets, et aussi, je me fais un devoir de l'ajouter, à raison » de l'activité constante de la propagande anti-alcoolique sous toutes les » formes.

» C'est, d'ailleurs, une loi générale que la production est réglée par la » consommation, influencée elle-même par le prix. Dès que des stocks se » forment et que le consommateur achète moins, le producteur est réduit à » chômer et à diminuer sa fabrication. »

En séance du Sénat du 21 décembre 1898 (*Annales parlementaires*, p. 33), M. Le Jeune, en développant sa proposition de loi, mettait en doute le fait de la diminution de la consommation alcoolique dont M. de Smet de Naeyer s'était prévalu pour prôner les bons effets du droit de licence, et faisait comprendre que si les conséquences heureuses signalées par M. de Smet de Naeyer devaient être admises, il fallait les attribuer à d'autres causes qu'au droit de licence.

Voici, en effet, comment il s'exprimait :

« M. Le Jeune : L'honorable Ministre des Finances vient d'annoncer au Sénat une bien grande nouvelle au sujet de l'alcoolisme. Si elle se vérifiait avec la portée que l'honorable Ministre m'a paru y attacher, nous pourrions dire que l'un des plus heureux événements dont nos sentiments patriotiques puissent avoir à se réjouir, s'est brusquement accompli cette année-ci. Je crains bien qu'il n'en soit rien. Je fais les vœux les plus ardents pour que la confiance et la satisfaction manifestées par l'honorable Ministre des Finances aient raison de nos doutes ; mais je ne puis l'espérer.

» Si même les chiffres de la statistique relative à la fabrication de l'alcool marquent un recul pour l'année 1898, il n'y aurait pas de sérieux pronostic à en tirer. Toute majoration de l'impôt perçu sur la fabrication de l'alcool produit dans les modifications de la statistique relative à cette fabrication une perturbation qui commence, plus ou moins, suivant les circonstances, après le décrètement de la nouvelle taxe.

» La perturbation résultant de la majoration d'impôt de 1897 rend les indications de la statistique d'autant moins sûres qu'elle est survenue alors que la marche ascendante du fléau semblait être entrée, depuis quelques années, dans une période de quasi-stagnation, qu'on serait tenté de considérer comme un phénomène de saturation. Mais ce qui m'empêche surtout de croire au recul annoncé par l'honorable Ministre des Finances, c'est l'impossibilité de trouver une cause à un recul si prompt allant jusqu'au chiffre cité par l'honorable Ministre.

» Sans doute la lutte contre l'alcoolisme est fortement organisée en Belgique. Il faut glorifier les efforts persévérants des hommes de science et de dévouement qui, depuis de longues années, s'y consacrent. Elle s'est signalée, dans ces derniers temps, par un redoublement d'activité. Le Gouvernement, depuis deux ans, subsidie plus généreusement les institutions destinées à la propagande anti-alcoolique, mais si, mieux armées pour la lutte, ces institutions ont pu précipiter le mouvement d'opinion qui réclame aujourd'hui une intervention énergique des pouvoirs publics contre le fléau, il est difficile de croire qu'elles aient, tout à coup, fait reculer le fléau d'une façon définitive. »

La conclusion à tirer de ces réflexions consignées dans son Exposé des motifs par M. Le Jeune, c'est que l'honorable sénateur ne croit pas à l'efficacité du droit de licence et que le recul signalé par M. le Ministre des Finances est d'abord, selon lui, exagéré, et puis tient à des causes diverses dans lesquelles le droit de licence ne saurait en tout cas avoir qu'une part minime.

On pourrait objecter que le droit de licence constitue une aggravation de l'impôt tout aussi bien que l'accise, et, par conséquent, pourrait avoir sa répercussion finale sur la consommation ; mais il est à remarquer que le droit de licence est plutôt payé par le brasseur que par le cabaretier ; il ne peut être ignoré de personne que dans beaucoup de parties du pays le plus grand nombre de cabarets sont la propriété des brasseurs, qui se font entre eux une concurrence redoutable.

La plupart subissent la loi du cabaretier qui s'est fait accorder une réduction

tion du prix du loyer; ailleurs, il a réclamé du brasseur une réduction sur le prix des fournitures ou une capacité plus grande du tonneau, tout en diminuant celle du petit verre qu'il débite à ses clients.

La progression dans le nombre des cabarets a, dit-on, diminué.

C'est ce qu'a fait remarquer M. le Ministre des Finances dans la séance du Sénat du 22 décembre 1899 (*Annales parlementaires*, p. 164), où il dit :

« Les statistiques portant sur la période décennale qui a suivi la mise en vigueur du 19 août 1889 révèlent un double phénomène.

» D'une part, on constate une diminution énorme de la progression annuelle du nombre des cabarets en général. Avant la loi, cette progression était de 2 1/2 %/. Elle est tombée aujourd'hui à 1 1/2 %/.

» D'autre part, le nombre des débits de boissons alcooliques déclarés comme tels a diminué de plus de 40,000, tandis que le nombre des débits de bières et de boissons fermentées a augmenté parallèlement. »

Ces résultats, a-t-on répondu, ne prouvent rien quant aux effets produits par l'établissement du droit de licence.

Cette diminution dans la progression du nombre des cabarets ne se manifeste pas partout. On pourrait citer des localités où cette progression n'a fait que croître en dépit d'autres mesures sévères prises pour l'enrayer et dont on trouve un exemple dans les prescriptions édictées, sous le couvert de l'hygiène, par des règlements communaux qui exigent des dimensions en superficie très fortes, un cube d'air déterminé et d'autres conditions du même genre pour les nouveaux cabarets ou débits de boissons dont l'ouverture est sollicitée.

On a constaté que ces entraves n'ont pas mis obstacle à la multiplication des cabarets, et il n'est pas rare de voir des rues et des ruelles dans les villes, et des hameaux, dans les campagnes, aujourd'hui comme il y a dix ans, envahis presque complètement par des débits de boissons de toute espèce. Dans une ville de province, le nombre des débits d'alcool et de bière qui, en 1890, était de 778, s'est élevé, en 1899, à 1194, soit une augmentation de 139, malgré les restrictions apportées à l'autorisation requise pour leur installation. Si, dans certaines localités, la progression semble s'être arrêtée, c'est qu'il y avait saturation et au delà.

Il est vrai de dire que l'occasion fait le larron, et que plus le nombre des cabarets est grand, plus la tentation est fréquente; mais il ne faut pas outrer cette conséquence; et il restera toujours assez de débits pour que l'alcoolisé trouve le moyen de donner libre cours à sa funeste passion.

Ne le voit-on pas rôder à la première lueur du jour autour des lieux de consommation, passant d'un bouge à un autre, sans que rien ne l'arrête, l'un étalant sans vergogne sa bassesse, l'autre, c'est le plus grand nombre, s'étudiant à la dissimuler par mille petits manèges.

Dans la supposition qu'on parvienne à supprimer la moitié des cabarets, aurait-on par cette hécatombe guéri la plaie de l'alcoolisme. Sans doute que non.

Si l'on est bien décidé à interdire d'une manière absolue la consommation de l'alcool dans les lieux publics, il n'y a pour cela qu'un moyen : c'est de

l'assimiler franchement à un poison et de n'en autoriser la vente que dans l'officine du pharmacien et moyennant une ordonnance du médecin.

La circonstance que 40,000 débits de boissons alcooliques se sont transformés en cabarets débitant exclusivement de la bière n'est d'aucune valeur au point de vue des conséquences à tirer de l'application du droit de licence.

C'est bien en vain qu'on s'en prévaut pour en inférer une diminution de la consommation; il est indéniable que la vente de l'alcool indemne du droit de licence se pratique sur une grande échelle : la fraude est générale; les procès-verbaux dressés contre les contrevenants sont rares et les condamnations beaucoup plus rares encore; il est du reste difficile de constater les infractions; la bouteille de genièvre est cachée dans l'arrière-boutique; on ne sert la boisson qu'à des clients sûrs.

On est parvenu à se passer d'approvisionnements; des colporteurs parcourent les campagnes avec de petits véhicules pour pourvoir aux besoins hebdomadaires, et quand les agents du fisc se présentent, le corps du délit est absent. Ce qui leur tombe sous la main, c'est censément le stock pour le ménage. Ailleurs on a substitué, au genièvre, des boissons alcooliques auxquelles on donne le nom de verre de vin; la fraude, qui est ingénieuse et toujours plus forte que la loi, a imaginé mille moyens pour l'é luder.

On ne peut laisser ainsi braver impunément les lois : c'est leur faire perdre toute autorité. Il est bon d'apprendre aux masses à les respecter; elles ne sont que trop disposées, de nos jours, à les enfreindre. A quoi sert de laisser subsister des prescriptions législatives que l'on est impuissant à faire exécuter.

Au reste, ce qui dans la pensée des adversaires de l'impôt de licence doit le faire condamner, c'est qu'il consacre une flagrante injustice et, selon quelques-uns, une inconstitutionnalité.

Comment faire admettre qu'un petit débitant soit taxé à l'égal d'un cafetier, d'un restaurateur qui occupe un établissement de premier ordre; l'équité exigerait pour le moins que l'impôt fût proportionné à l'importance du débit.

Et que dire du privilège octroyé aux anciens débiteurs, à leurs épouses et à leurs héritiers en ligne directe?

Pour beaucoup de jurisconsultes, l'inconstitutionnalité de l'exemption dont ils jouissent est manifeste.

Il est plus que temps de la faire cesser.

On propose de généraliser le droit de licence et de l'imposer à tous les débiteurs de bière.

Comment concilier pareille mesure avec ce thème qu'on entend prôner partout qu'il faut favoriser et encourager la consommation de la bière comme boisson saine et réconfortante. N'est-ce pas aller à l'encontre de cette idée que de frapper indistinctement tous les cabaretiers, qu'ils débitent ou non des boissons alcooliques. Le moment est-il bien choisi pour aggraver indirectement l'impôt sur la bière, alors qu'il se fait une si rude concurrence entre brasseurs et entre cabaretiers. Ne s'expose-t-on pas à forcer la brasserie à chercher dans la diminution de la qualité de ses produits une compensation aux charges dont on l'aura grevée.

A la suite de la fabrication de la levure pour la distillerie, la brasserie a perdu le bénéfice qu'elle retirait de ce sous-produit. Est-ce bien le cas de la frapper de nouveau ?

Cette généralisation de l'impôt et ces classifications nouvelles auxquelles on voudrait recourir pour restreindre la consommation de l'alcool ne sont au fond que des mesures fiscales qui n'auraient d'autres résultats que de faire affluer quelques ressources dans la caisse de l'État; ce ne sont, au point de vue de la guerre à faire à l'alcoolisme, que de simples palliatifs, qui ne remédient pas aux fraudes et laissent subsister le mal. Veut-on le combattre avec efficacité, c'est à des remèdes plus énergiques, en rapport avec les proportions effrayantes que le fléau a prises, qu'il faut recourir. Veut-on se faire une idée de son intensité, qu'on se représente ce qu'était la consommation de l'alcool en 1831 pour une population de 4,089,553 habitants et ce qu'elle était au 31 décembre 1898 pour une population de 6,669,732 habitants.

En 1831, elle s'élevait à 121,061 hectolitres.

En 1898, elle atteint le chiffre de 531,869 hectolitres.

Elle est par conséquent quintuplée à peu de chose près. Pendant que le chiffre de la population augmentait de 160 %, celui de la consommation alcoolique augmentait de 480 %.

En 1831, on consommait par tête d'habitant 296 d'alcool.

En 1898, cette proportion s'éleva à 872 —

Ces chiffres ont une déconcertante éloquence, surtout si on les rapproche de la marche toujours ascendante de la criminalité, du nombre toujours croissant des suicides, de celui toujours plus grand des cas d'aliénation mentale, de l'extension qu'a prise la débauche et des symptômes alarmants de la dégénérescence physique. Un cri d'alarme s'est fait entendre à la fois partout, en Belgique comme ailleurs, chez les médecins, les hygiénistes, les chimistes, les hommes d'État, les moralistes, les économistes. L'alcoolisme apparaît à tous les penseurs comme l'un des facteurs les plus actifs de la criminalité et de la débauche, comme l'un des éléments les plus dissolvants qui s'attaquent à notre société moderne.

Il n'est personne qui n'appelle de tous ses vœux un prompt remède au mal et ne se déclare disposé à faire tous les sacrifices que commandent les tristes conjectures dans lesquelles verse surtout la classe ouvrière.

Si la propagande entreprise depuis une vingtaine d'années avec tant de vigueur contre l'alcoolisme n'a pas été sans produire des résultats heureux, si les sages leçons données dans les écoles à la jeunesse sont de nature à prémunir peut-être les générations futures contre les excès de l'alcoolisme, si la loi sur l'ivresse et le droit de licence ont pu contribuer à enrayer, dans une modeste mesure, les progrès de l'alcoolisme, la consommation n'est-elle pas restée effrayante dans ses proportions et dans les conséquences qu'elle entraîne.

Ne voyons-nous pas nos médecins, nos corps savants, et parmi eux notre

Académie de médecine, renchérir tous les jours au sujet des effets toxiques des poisons que recèlent les alcools, même ceux réputés les purs, et en réclamer la proscription sans distinction entre les alcools naturels et les alcools industriels. L'alcool éthylique n'est-il pas condamné comme les autres ?

La Belgique n'est-elle pas toujours rangée au nombre des nations qui consomment, proportion gardée de sa population, la plus grande quantité de spiritueux.

Le tableau ci-après en fournit la preuve :

Tableau figurant dans l'annexe 1 de la proposition de loi n° 38.

PAYS	Impôt par hectolitre d'alcool pur.	Mode de perception de l'impôt.	Consommation par tête d'habitant	Produit de l'impôt sur les alcools consommés.
	Francs.		Litres.	
Belgique	128 ° (1)	Sur la cuve-matière.	5	En 1890 : 55,000,000 de francs. Etat et commune.
Hollande	252 °	Sur le rendement	4,5 à 5	En 1888 : 50,000,000 de francs.
Autriche-Hongrie.	97 50	Sur la cuve-matière et sur la consommation.	4,20	Estimé, dans le Budget de 1891, à 113,547,000 francs.
Allemagne. . . .	112 50	A peu près comme en Autriche-Hongrie	4,04	En 1890-1891 : 182,000,000 de francs.
France	152 25	Impôt perçu chez le débitant.	3,83 plus élevé en réalité.	En 1889 : 287,000,000 de francs.
Suisse	87 36 sur tout le produit du monopole.	Monopole.	2,75	En 1889 : 6,500,000 francs.
Angleterre . . .	477 19	Sur le rendement.	2,54	Environ : 500,000,000 de francs.
Italie.	150 ° en 1886.	Sur le rendement	0,90	En 1888 : 15,600,000 francs.

(1) L'impôt est prélevé en vertu de la loi du 17 juin 1896 sur le rendement et a été porté à 100 francs par hectolitre à 50° Gay-Lussac, soit à 200 francs par hectolitre d'alcool pur.

Ces données ne sont évidemment qu'approximatives. On est toutefois fondé de croire qu'elles ne s'éloignent guère de la vérité.

Le tableau dressé par l'Administration des Finances et inséré aux *Annales parlementaires* (Chambre des Représentants, séance du 22 décembre 1899) évalue la consommation en alcool pur, par tête d'habitant, quant à la Bel-

gique, pour 1890, à $\frac{9179}{2} = 4189$.

Les statistiques transmises par M. le Ministre des Finances, en 1895, à la Section centrale, et qui figurent dans l'annexe n° I, question 2, donnent les renseignements suivants :

Hollande : consommation par tête d'habitant, 1890-1891, $\frac{8191}{2} = 4145$.

Allemagne : 4107.

Il est donc manifeste que nous marchons toujours à la tête des pays consommateurs d'alcool; la consommation par tête d'habitant était, en effet, d'après M. le Ministre des Finances :

Au 31 décembre 1897 en alcool pur de 4169					
Au 31	»	1898	»	»	de 4125
Au 31	»	1899	»	»	de 4115

C'est ce qu'il lui a permis de dire qu'il y a là une honte pour notre pays.

§ 3. — Résolutions.

Sous le coup des impressions produites par les observations qui précèdent et par d'autres analogues, vu le temps déjà long qui s'est écoulé depuis qu'elle est saisie de la question, et la diversité de sentiments qui continuent à régner parmi ses membres, la Section centrale a jugé qu'elle ne pouvait plus tarder d'exprimer sa manière de voir; mais, avant d'aller au vote, elle a chargé son Rapporteur de consigner dans son rapport les points suivants sur lesquels ses membres et les auteurs des propositions de loi sont unanimement d'accord. Le droit de licence tel qu'il existe ne saurait se maintenir plus longtemps : une prompte réforme s'impose.

Il y a lieu d'engager le Gouvernement à ne pas tarder de saisir la Chambre des propositions qu'il croirait devoir opposer à celles sur lesquelles la Section centrale a eu à délibérer.

La Section centrale s'est déclarée au surplus disposée à seconder le Gouvernement dans tous les efforts sérieux qu'il voudrait mettre en œuvre pour réprimer efficacement l'alcoolisme.

Au fond, la Section centrale est demeurée partagée en deux camps

Dans l'un, on s'est prononcé pour le maintien du droit de licence, mais à condition d'y voir apporter de profondes modifications.

Dans l'autre, on a réclamé l'abolition du droit, combinée avec une réduction progressive de la production. Dans cet ordre d'idées, deux moyens sont suggérés pour arriver à la réduction de la production et, par suite, à celle de la consommation : la majoration de l'impôt ou le monopole, soit le monopole de la fabrication, soit celui de la rectification, ou celui de la vente, ou encore le monopole connu sous le nom de monopole intégral, qui embrasse les trois premiers.

Dans la pensée des fervents du monopole, le point à discuter, à quel genre de monopole il faut s'arrêter, pourrait être examiné ultérieurement.

La Section centrale, n'étant saisie de l'examen d'aucune proposition de ce genre, n'a pas cru devoir en délibérer.

Elle s'est bornée à exprimer l'avis qu'il serait hautement désirable que des mesures énergiques fussent prises pour débarrasser le pays du fléau qui l'opprime et qui fait tant de victimes; en même temps, elle a manifesté la crainte de voir encore éloigné le moment où ces mesures seront décrétées. Elle croit voir l'obstacle dans l'impopularité qui s'attache à une résolution virile que l'on semble ne pouvoir espérer que d'une entente entre les chefs des

partis formulant ensemble, d'une manière formelle et explicite, une ferme volonté de mettre une barrière aux excès de la consommation alcoolique.

La Section centrale forme le vœu que des efforts soient faits pour arriver à une entente si désirable sur un objet aussi capital et aussi urgent qui n'admet pas deux manières de voir.

Il est procédé ensuite au vote sur la proposition ci-après :

Le droit de licence sur le débit en détail des boissons alcooliques, établi par la loi du 19 août 1889, est aboli.

Elle est adoptée par 2 voix contre 1 et 2 abstentions.

Les membres qui se sont abstenus ont déclaré qu'ils sont partisans de l'abolition du droit de licence, mais que cet impôt étant la seule barrière que la loi oppose à la consommation de l'alcool, ils n'entendent en voter l'abolition que lorsqu'on proposerait de le remplacer par autre chose.

Les deux membres absents ont fait la même déclaration dans la séance subséquente.

Il en résulte qu'un seul membre de la Section centrale s'est montré favorable en principe au maintien du droit de licence.

Le vote qui précède ayant fait tomber les propositions de MM. Moyart et Maenhaut, la Section centrale n'a pas cru devoir s'en occuper ultérieurement.

Bon nombre de pétitions sont arrivées à la Chambre; on peut les diviser en quatre groupes :

Le premier groupe, composé de cafetiers, liquoristes, limonadiers et cabaretiers en grand nombre, qui insistent vivement pour l'abolition pure et simple du droit de licence. Les pétitionnaires basent leurs réclamations sur des motifs analogues à ceux invoqués dans le rapport à l'appui de la thèse des abolitionnistes, à savoir : Sur ce que la loi du 19 août 1889 est demeurée lettre morte et n'a pas répondu à l'attente de leurs auteurs. Ils affirment que l'alcoolisme, plutôt que de reculer, semble faire des progrès.

Si le nombre des débits alcooliques connus comme tels a diminué, c'est, d'après les pétitionnaires, qu'ils sont remplacés par des débits clandestins; ils s'élèvent surtout contre l'inégalité entre les assujettis, inégalité que la loi consacre ouvertement et qui a pour conséquence d'écraser le faible et de favoriser celui qui a le moyen de payer.

Le deuxième groupe, composé de cabaretiers, demande à la Chambre d'abroger la loi du 19 août, ou tout au moins de la reviser dans le sens qu'ils préconisent.

Le droit de licence, disent-ils, donne lieu au plus criant abus. La loi favorise les débits clandestins; c'est une loi d'exception; elle a du reste manqué son but : le nombre des cabarets ne diminue point. Qu'on frappe la production, soit; qu'on l'interdise même, comme dans certaines contrées de l'Amérique, qu'on ferme les bouges clandestins qui sont des lieux de débauche, rien de mieux, mais qu'on ne laisse ~~pas~~ ~~exister~~ la révoltante injustice qu'engendre l'inégalité de l'impôt; que si l'on hésite devant la crainte de voir diminuer les recettes du Trésor, que l'on fasse payer dans les villes un impôt réduit à 75 francs.

Le troisième groupe, composé de cabaretiers des environs de Gand, demande à la Chambre de remplacer le droit de licence sur les nouveaux

débîts de boissons alcooliques par une patente uniforme frappant indistinctement les débîts de boissons alcooliques.

Les pétitions, au nombre de douze, sont rédigées conformément à une formule unique, imprimée et très laconique, se basant sur la vente clandestine dans les débîts de bière.

On sait qu'une propagande très active en faveur de l'abolition pure et simple du droit de licence se fait dans la ville de Gand, où des meetings nombreux de cabaretiers se tiennent périodiquement.

De leur côté, les brasseurs de Tournai et de Gand, ainsi que l'Association générale des brasseurs, élèvent la voix pour que le droit soit supprimé; elles ont prié le rapporteur d'être leur organe auprès de la Section centrale comme dans la Chambre.

Le quatrième groupe est celui des partisans du maintien du droit de licence; il a fait entendre ses réclamations dans une pétition adressée, sous la date du 27 décembre 1894, à la Législature par la Ligue contre l'alcoolisme établie à Bruxelles, rue Joseph II, 89, et par diverses pétitions qui appuient la loi Le Jeune.

La pétition du 27 décembre 1894 demande l'extension du droit de licence et sa généralisation à tous les cabarets; la réduction du nombre des cabarets, la majoration du taux de la licence qui devrait être proportionné à la valeur relative, l'interdiction du colportage des boissons distillées et du débit de spiritueux dans les boutiques d'épicerie, de merceries, de fruits, de légumes, etc., et d'autres mesures analogues.

Les statistiques demandées à M. le Ministre des Finances n'étaient point encore parvenues à la Section centrale lorsque lecture a été donnée du rapport; elles seront jointes, en annexes, si les réponses arrivent en temps utile.

Le Président-Rapporteur,

P. TACK.

ANNEXE I.

Bruxelles, le 9 mars 1893.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous adresser les réponses aux questions posées par la Section centrale chargée de l'examen de la proposition de loi relative à l'abolition du droit de licence.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre des Finances,

P. DE SMET DE NAEYER.

*Monsieur Tack, Président de la Section centrale
chargée de l'examen de la proposition de loi
abolissant le droit de licence, à Bruxelles.*

QUESTIONS POSÉES PAR LA SECTION CENTRALE.

1^{re} QUESTION.

Quel était en Belgique le nombre total des débits de bière (cafés, estaminets, cabarets, auberges, bars, débits autres) aux dates ci-après :

31 décembre	1885
—	1886
—	1887
—	1888
—	1889
—	1890
—	1891
—	1892
—	1893
—	1894

2^e QUESTION.

Quel était aux dates ci-dessus le nombre des débits d'alcool ?

3^e QUESTION.

Faire connaître :

A) Le nombre des débits de boissons alcooliques qui ont été transformés en 1890,

RÉPONSE.

Le nombre total des débitants de bière et de boissons alcooliques (cafés, estaminets, cabarets, auberges, bars, débits autres) était :

au 31 décembre	1885 de (1)
—	1886 de (1)
—	1887 de (1)
—	1888 de (1)
—	1889 de 191,125
—	1890 de 182,433
—	1891 de 185,775
—	1892 de 187,261
—	1893 de 188,828
—	1894 de 189,998

RÉPONSE.

Le nombre total des débitants de boissons alcooliques soumis au droit de licence ou exemptés s'est élevé :

au 31 décembre	1885 à (1)
—	1886 à (1)
—	1887 à (1)
—	1888 à (1)
—	1889 à 185,036
—	1890 à 169,258
—	1891 à 162,617
—	1892 à 156,284
—	1893 à 150,775
—	1894 à 146,746

RÉPONSE.

A) Le nombre des débits de boissons alcooliques qui ont perdu le bénéfice de l'exemption du droit de licence et qui ont

(1) En ce qui concerne les années 1885 à 1888, les documents déposés chez les receveurs des contributions directes ne contiennent pas les indications demandées.

1891, 1892, 1893, 1894, en débits de bière non assujettis au droit de licence?

B) Le nombre total au 31 décembre 1890, 1891, 1892, 1893 et 1894 des débits de bière non assujettis au droit de licence?

4^e QUESTION.

Quel était, au 31 décembre 1890, 1891, 1892, 1893, 1894, le nombre d'assujettis au droit de licence d'après la classification adoptée par la loi du 19 août 1889, savoir :

a) Communes de 60,000 habitants et plus fr. 200 »

b) Communes de 30,000 à 60,000 habitants exclusivement . 150 »

c) Communes de 15,000 à 30,000 habitants exclusivement . 100 »

d) Communes de 5,000 à 15,000 habitants exclusivement 80 »

e) Communes de moins de 5,000 habitants 60 »

été transformés en débits de bière ou de vins, en vue d'échapper à la taxe, s'est élevé :

en 1890 à 2,168

en 1891 à 2,173

en 1892 à 2,006

en 1893 à 1,908

en 1894 à 1,638

B) La loi du 19 août 1889 exempte du droit de licence tous les débits où l'on ne vend que de la bière.

Le nombre total de ces débits était de :

6,088 au 31 décembre 1889

13,177 — 1890

23,138 — 1891

30,977 — 1892

38,053 — 1893

43,252 — 1894

RÉPONSE.

Le tableau ci-après indique, au 31 décembre de chacune des années 1890 à 1894, le nombre des débitants assujettis au droit de licence d'après la classification adoptée par l'article 5 de la loi du 19 août 1889.

COMMUNES DE	Nombre des débitants assujettis au droit de licence au 31 décembre.				
	1890	1891	1892	1893	1894
60,000 habitants et plus fr. 200	422	717	1,116	1,437	1,942
30,000 à 60,000 habitants exclusivement . . . 150	292	401	846	989	1,208
15,000 à 30,000 habitants exclusivement . . . 100	383	646	815	985	1,221
5,000 à 15,000 habitants exclusivement . . . 80	607	1,128	1,722	2,264	2,852
Moins de 5,000 . . . 60	1,608	2,885	4,182	5,800	7,173
TOTAUX .	3,312	5,867	8,681	11,475	14,486

5° QUESTION.

Quel a été le nombre d'imposables exemptés en 1890, 1891, 1892, 1893, 1894?

RÉPONSE.

Le nombre des débitants de boissons alcooliques exemptés du droit de licence s'élevait :

au 31 décembre 1890 à	165,946
— 1891 à	156,750
— 1892 à	147,603
— 1893 à	139,300
— 1894 à	132,260

6° QUESTION.

Quelle est la quantité d'alcool fabriquée en Belgique en 1890, 1891, 1892, 1893 et 1894?

RÉPONSE.

	Hect. à 50°
1890. . . .	566,284
1891. . . .	588,155
1892. . . .	587,822
1893. . . .	584,370
1894. . . .	584,732 (1)

Ces données ne sont qu'approximatives, attendu que les quantités fabriquées ne se constatent pas : elles sont déduites des contenances déclarées et en tenant compte des rendements légaux afférents à chaque catégorie de matières premières employées.

7° QUESTION.

A quelle quantité l'administration des finances estime-t-elle :

a) L'alcool consommé pour les usages industriels?

RÉPONSE.

a) L'administration ne possède aucun renseignement positif à cet égard. Toutefois, d'après une enquête faite en 1891 par le Département des finances, la quantité d'alcool à 50° utilisée pour les usages industriels serait d'environ 22,000 hectolitres.

De son côté, le Département de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics, consulté en 1892, a fait connaître qu'il ne lui était pas possible de fournir des renseignements précis à ce sujet. Il ne s'est prononcé que pour une seule industrie, celle de la fabrication de chapeaux de feutre, qui emploierait à peu près 300 hectolitres d'alcool à 50°.

(1) Le chiffre pour 1894 n'est établi que d'après des relevés provisoires.

b) L'alcool consommé sous forme de boissons, spécialement pour les années 1890, 1891, 1892, 1893 et 1894?

b) Consommation des eaux-de-vie en général :

	Hect. à 50°
1890. . .	565,917
1891. . .	594,362
1892. . .	594,555
1893. . .	596,101
1894. . .	597,948 (¹)

On voit par ce qui précède que l'Administration ne peut répondre avec certitude à cette question. Les quantités indiquées ci-dessus comprennent *tout* l'alcool consommé *dans le pays* soit comme boissons, soit en vinaigrerie ou dans d'autres industries.

D'un autre côté, il y a lieu de remarquer que ces chiffres représentent la *consommation légale*, c'est-à-dire le total des quantités fabriquées et importées, déduction faite des quantités exportées. Ils n'indiquent donc pas les quantités *réellement consommées*, car on sait qu'il existe actuellement dans le pays un grand stock d'alcool.

8° QUESTION.

A combien l'Administration des Finances évalue-t-elle les quantités d'alcool consommées par les marins, en exemption de droits?

RÉPONSE.

Les éléments font défaut; ces quantités sont comprises dans celles qui sont déclarées pour l'exportation.

9° QUESTION.

Quelle a été, en 1894, la quantité d'alcool fabriquée par les divers procédés en usage en distinguant d'après les matières mises en macération (grains, mélasses et autres succédanés).

RÉPONSE.

	Hect. à 50°
Grains.	371,535.86
Pommes de terre	359.10
Betteraves	56,117.54
Mélasses	176,578.48
TOTAL. . .	584,570.48

Ces renseignements se rapportent à l'année 1893; on ne possède pas encore ceux de 1894.

(¹) Chiffres approximatifs.

10° QUESTION.

Le Gouvernement possède-t-il des renseignements statistiques qui lui permettraient de faire une comparaison entre la proportion de grains étrangers et celle de grains du pays travaillés par nos distillateurs ?

RÉPONSE.

Les distillateurs travaillant en mélange les grains indigènes et les grains étrangers, il est difficile d'établir séparément les quantités de grains utilisées, d'autant plus que l'impôt est basé sur la contenance des cuves servant à la fermentation des matières premières. Cependant, d'après une enquête faite en 1892 par l'Administration des Finances, on croit qu'on peut estimer assez approximativement ces quantités à 14,000,000 de kilogr. pour les grains indigènes et à 45,000,000 pour les grains étrangers.

11° QUESTION.

Quelles sont les mesures prises dans les autres pays pour combattre l'alcoolisme ?

Le Gouvernement ne pourrait-il pas communiquer à la Section centrale la législation en vigueur dans d'autres pays, notamment en Hollande ?

RÉPONSE.

Pour répondre à cette question, le Gouvernement ne peut faire mieux, semble-t-il, que de mettre sous les yeux de la Chambre le rapport de la Section centrale qui a examiné le projet de loi sur l'ivresse publique, devenu la loi du 16 août 1887.

A ce document sont annexées les lois contenant les mesures prises dans d'autres pays d'Europe pour combattre l'alcoolisme.

Ces pays sont :

La France ;
L'Autriche ;
La Hollande ;
L'Angleterre ;
La Suède ;
Le Grand-Duché de Luxembourg.

Les trois notes ci-jointes concernent l'état actuel de la législation sur l'alcoolisme en Allemagne, en Hollande et en Suisse.

NOTE

sur l'état actuel de la législation sur l'alcoolisme en Allemagne.

La consommation de l'eau-de-vie, pour les quatre dernières campagnes, est indiquée par le tableau suivant :

CAMPAGNES.	QUANTITÉS D'ALCOOL PUR							
	livrées contre paiement de l'impôt de consommation ou de douane.				livrées libres d'impôt pour les usages industriels.		mises en consommation.	
	Eaux-de-vie indigènes.	Eaux-de-vie étrangères	TOTAL.	Par tête de population	Quantités totales.	Par tête de population	TOTAL.	Par tête de population
	hect.	hect.	hect.	litres	hect.	litres	hect.	litres
1887-1888	1,685,756	11,000	1,694,756	5.6	587,568	0.8	2,082,304	4.4
1888-1889	2,178,719	21,437	(¹) 2,200,156	4.5	451,294	0.9	2,651,450	5.4
1889-1890	2,265,824	30,660	2,296,484	4.7	551,575	1.1	2,827,859	5.8
1890-1891	2,653,333	46,789	2,203,322	4.4	519,104	1.0	2,722,426	5.5

Il n'existe pas, en Allemagne, de loi spéciale pour la répression de l'ivrognerie. Les seules mesures existantes sont celles qui résultent des règlements de police. L'augmentation du taux des droits a fait descendre la consommation par habitant du chiffre de 5 1/2 litres à celui de 4 1/4; mais on voit par le tableau ci-dessus que la consommation a remonté bientôt au chiffre primitif.

(¹) Cette quantité ne peut être considérée comme l'expression de la réalité à cause des grandes quantités d'eau-de-vie livrées à la consommation au 1^{er} octobre 1887 (nouvelle loi).

NOTE

sur l'état actuel de la législation sur l'alcoolisme en Hollande.

Cet objet a été réglé en Hollande par la loi du 28 juin 1881, qui a été modifiée par celles du 23 avril 1884 et du 16 avril 1885.

D'après ces lois, tous ceux qui désirent débiter des boissons alcooliques, c'est-à-dire vendre par quantités en dessous de 2 litres, doivent demander une autorisation (*vergunning*) à l'autorité communale.

Le nombre maximum des autorisations à accorder dans chaque commune est fixé d'après la population.

L'autorisation peut être refusée aux personnes qui ont subi des condamnations et peut être subordonnée au paiement d'une taxe *locale*. Elle est révocable.

Une copie de l'autorisation et un exemplaire des lois se rapportant aux débits de boissons doivent être affichés dans l'établissement.

Les contraventions aux dispositions prises peuvent être punies par des amendes et aussi par un emprisonnement.

Ces dispositions paraissent avoir produit un effet salubre, au moins pendant un certain temps, car depuis l'introduction des dispositions édictées par la loi de 1881, on a pu constater une certaine décroissance dans la consommation des boissons alcooliques dans les Pays-Bas.

Cette consommation était, par tête d'habitant :

En 1877 de	9,97 à 50°
En 1878 de	9,85
En 1879 de	9,62
En 1880 de	9,80
En 1881 de	9,81
En 1882, elle est tombée à	9,43
En 1883 et en 1884, elle était de	9,46
Elle est descendue en 1885 à	9,16
Et en 1886 à	8,99
En 1887, elle était de	9,02
En 1888	8,88
En 1889	8,81
En 1890	8,91
Et enfin, en 1891, elle est remontée à	9,00

Cette consommation moyenne varie considérablement selon les provinces.
En 1891, elle a été :

Dans le Brabant septentrional de	6,86 à 50.
Dans la Gueldre	8,36
Dans la Hollande méridionale	10,27
Dans la Hollande septentrionale	11,20
Dans la Zélande	5,75
Dans Utrecht	10,51
Dans Frise.	7,08
Dans Overijssel	9,40
Dans Groningue.	10,98
Dans Drenthe.	7,64
Et dans le Limbourg seulement de	3,10

Le chiffre extraordinairement modéré de cette dernière province, comparativement aux autres, doit être attribué à la consommation des excédents de fabrication des distilleries qui sont livrés en fraude aux particuliers et aux débitants, malgré la surveillance des agents de l'Administration.

NOTE

sur l'état actuel de la législation sur l'alcoolisme en Suisse.

On sait que la Suisse est placée sous le régime du monopole de l'alcool.

Ce régime a, paraît-il, réalisé les espérances qu'il fait naître au point de vue fiscal.

En est-il de même au point de vue plus élevé que l'on a eu en vue, c'est-à-dire la diminution des abus des boissons alcooliques?

Il résulte de différentes enquêtes faites avant l'introduction du monopole, que la passion de l'alcoolisme avait fait en Suisse des ravages effrayants.

Dans un rapport adressé en 1884 au Département de l'Intérieur par le docteur Schüller, inspecteur fédéral des fabriques, sur les divers modes d'alimentation des classes ouvrières en Suisse, on constate que dans certains cantons l'eau-de-vie était prise le plus souvent le matin de bonne heure, avant le déjeuner.

D'un autre côté, nous lisons dans le message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur la question de l'alcoolisme en date du 20 novembre 1884, un passage d'une brochure publiée en 1864, par le docteur Schild : « Die

Branntweinfrage mit besonderer Berücksichtigung des Kantons Bern », passage qui mérite d'être reproduit :

« Au milieu des champs, dans les maisons, dans les chantiers, partout on » peut malheureusement se convaincre que l'eau-de-vie est la boisson jour- » nalière le matin comme le soir. Grâce à la multitude des distilleries, elle » se trouve en abondance dans les habitations rurales; il faut bon gré » mal gré que les ouvriers s'en contentent et s'y habituent. On en donne » même une petite goutte aux enfants, la petite goutte devient une goutte, » la goutte un petit verre, le petit verre un grand verre. Il ne faut donc pas » s'étonner si l'usage de l'eau-de-vie s'est tellement acclimaté dans les » maisons de paysans, même parmi les membres de la famille, qu'il n'est pas » rare de rencontrer aujourd'hui, ce qui ne se voyait jamais autrefois, des » fils de paysans aisés attablés au cabaret à côté d'un petit verre, après qu'ils » ont fait dans la maison paternelle leur apprentissage complet de buveurs » d'eau-de-vie. On connaît bien des familles de paysans honorables et aisés, » qui, ayant entrepris une distillerie, se sont ruinées par les conséquences » morales des abus de l'alcool, malgré les avantages pécuniaires que leur » procurait leur industrie... »

Le mal n'a fait que s'accroître depuis, et les statistiques officielles prouvent d'une part que le nombre des auberges et des débits est considérable en Suisse, et que, d'autre part, les maladies et les décès occasionnés par l'alcoolisme ont augmenté, depuis l'époque de la publication de cette brochure, dans d'énormes proportions.

De grands efforts furent tentés pour restreindre autant que possible le nombre des débits : des pétitions engagèrent le Gouvernement à prendre des mesures en conséquence, mais celui-ci était lié par le texte de l'article 31 de la Constitution de 1874, qui garantissait la liberté de commerce.

Lors de la revision de l'article 31 en question, les membres des Chambres qui étaient d'avis qu'il existe une connexité entre l'alcoolisme et le nombre des cabarets, s'unirent aux fédéralistes (partisans des pouvoirs des cantons) pour faire insérer dans la Constitution la faculté, pour les autorités cantonales, de soumettre l'exercice du métier d'aubergiste et le commerce en détail de boissons spiritueuses aux restrictions exigées par le bien public.

Les membres des autres partis adoptèrent la proposition afin de s'assurer le concours des fédéralistes pour faire passer le monopole de la vente et de la fabrication des alcools aux mains de la Confédération.

Depuis l'amendement de 1885, les $\frac{3}{4}$ des cantons suisses ont adopté une politique restrictive en matière de débits d'eaux-de-vie, tandis que les autres n'ont adopté aucune mesure spéciale à cet égard.

En fait, il résulte de la statistique officielle que de 1882 à 1888, le nombre des établissements où l'on débite des liqueurs s'est accru de 625.

Cet accroissement ne prouve pas grand'chose.

Le point capital, c'est que la consommation des boissons spiritueuses diminue par suite de l'interdiction du colportage des spiritueux, du renchérissement des eaux-de-vie, résultant de l'établissement du monopole et par suite aussi de la suppression des *Ohmgeld* et des octrois sur le vin et la bière, ce

qui permet aux consommateurs d'employer ces boissons pour l'usage journalier.

En ce qui concerne le vin, il ne semble pas qu'il y ait eu une grande différence depuis l'introduction du monopole. L'importation des vins a, il est vrai, augmenté de 1885 à 1890, mais d'après une brochure publiée par l'Académie américaine des Sciences politiques et sociales contenant un article de M. Milliet sur la question des alcools en Suisse, la production indigène du vin a diminué proportionnellement pendant la même période.

Quant à la bière, le cas est différent.

La consommation de la bière en 1885 était évaluée à 36 litres par tête, tandis que celle de 1890 a été de 45 litres, ce qui fait une augmentation de 25 %.

Il semble donc qu'il y ait réellement une amélioration. Mais cette amélioration ne peut pas encore être suffisamment prouvée, attendu, d'une part, que l'expérience du nouveau système n'est pas assez longue, et, d'autre part, que les renseignements statistiques existants ne sont pas assez concluants.

Quoi qu'il en soit, le mouvement contre l'alcoolisme continue en Suisse.

Des sociétés de tempérance font à ce sujet une propagande active. Parmi les plus influentes, nous citerons l'Association de la Croix Bleue, qui a pour base la loi religieuse, et qui impose, sous serment, à ses membres, l'abstinence complète des boissons alcooliques, et la Ligue patriotique suisse contre l'alcoolisme, ayant son siège à Genève, et qui poursuit le but de prévenir l'abus des boissons par tous moyens légaux.

D'un autre côté, n'oublions pas qu'en vertu de l'art. 32bis de la Constitution, les cantons doivent employer 10 % des recettes qui leur sont fournies par le monopole à des mesures pour combattre l'alcoolisme.

Chaque année, les Gouvernements cantonaux doivent rendre compte au Conseil fédéral de l'emploi de ces 10 %.

Certains cantons ne mettent pas grand empressement à remplir leurs obligations sous ce rapport. D'autres emploient les 10 % à des œuvres utiles sans doute, mais n'ayant avec l'alcoolisme que des rapports lointains; d'autres enfin remplissent la tâche qui leur incombe.

D'après un rapport du Conseil fédéral du 15 novembre 1892, le dixième du produit de l'alcool attribué aux cantons pour 1891, et qui s'est élevé à fr. 565,122 26, a été utilisé comme suit :

fr. 23,278.70 ou 4 % à des asiles pour ivrognes ou au placement d'alcoolisés dans ces asiles.

56,021.51 ou 10 % à des maisons de correction.

85,357.31 ou 15 % à des maisons d'aliénés.

4,750.00 ou 1 % à des établissements pour épileptiques ou pour sourds-muets.

6,330.83 ou 1 % au traitement des maladies en général.

170,144.70 ou 10 % à l'entretien d'enfants pauvres, faibles, abandonnés, etc.

8,419.00 ou 2 % à l'alimentation des enfants dans les écoles.

15,780.84 ou 3 % à des cours de cuisine, de tenue de ménage, etc.

17,950.00 ou 3 % à des secours en nature donnés aux pauvres de passage.

6,455.50 ou 1 % à des secours aux détenus libérés ou aux individus sans travail.

800.00 en subvention à des sociétés de tempérance.

5,575.00 ou 1 % à la propagation de bons livres et à des salles de lecture.

44,649.71 ou 8 % à l'assistance des pauvres.

18,565.14 ou 3 % à l'éducation en général,

ENSEMBLE : fr. 462,088.24 ou 82 %; fr. 103,034.02 restant en réserve pour des buts non déterminés.

Le Conseil fédéral a cru devoir consulter, au sujet de l'emploi de ces fonds, une commission de personnes compétentes, dont ont fait partie les Présidents des deux Chambres, MM. le docteur Kinkelen, conseiller national et Good, conseiller aux Etats; MM. le docteur Kauffmann, recteur du gymnase de Soleure, Rochat, pasteur, président du Comité central de la Société internationale de tempérance de la Croix Bleue, à Genève; le docteur Schüller, inspecteur des fabriques à Mallès, et le docteur Sonderegger, médecin à Saint-Gall.

Cette Commission a critiqué, comme ne répondant pas au but, l'emploi des fonds pour l'assistance des pauvres et pour le traitement des maladies en général, ainsi que l'utilisation du dixième pour des destinations spéciales, telles que les constructions de pénitenciers, de maisons de travail, de correction, d'écoles normales, etc.

D'après les propositions faites par la même commission, le dixième doit être employé :

- 1° A des moyens préventifs contre l'ivrognerie;
- 2° A des moyens curatifs.

Dans la première catégorie se rangent les dépenses :

- a) Pour l'assistance d'enfants abandonnés et de jeunes criminels.
- b) Pour la protection d'enfants sans surveillance, asiles de garçons et de filles, etc.
- c) Pour l'entretien d'enfants faibles d'intelligence et épileptiques.
- d) Pour le placement d'aliénés indigents dans les asiles.
- e) Pour l'amélioration de l'alimentation populaire (cuisines et cantines populaires, sociétés de consommation).

f) Pour l'entretien d'écoliers pauvres à l'aide d'une nourriture fortifiante et pour des subventions aux colonies de vacances.

g) Pour l'instruction du peuple sur les effets de l'alcoolisme et sur les suites de l'économie et de la sobriété (livres, cabinets de lectures, etc.).

Dans la deuxième catégorie doivent être comprises les subventions :

h) Pour le soutien des sociétés de tempérance.

i) Pour la fondation d'asiles pour ivrognes.

j) A des maisons de travail et de correction.

k) Pour l'assistance et la protection des détenus libérés.

l) Pour secours en nature.

.

Au résumé, le monopole est venu, en Suisse, à l'heure et au moment propices. Il a trouvé pour s'implanter un terrain admirablement préparé.

Il a été organisé de main de maître et ses résultats sont des plus satisfaisants.

S'il n'a pas jusqu'ici porté le coup de mort à l'alcoolisme, du moins en a-t-il atténué les effets nuisibles. Il a favorisé l'agriculture nationale, sans nuire en aucune façon à d'autres intérêts. Il a supprimé les douanes intérieures des *Ohmgeld* et des octrois et a permis l'usage plus sain du vin et de la bière au détriment de l'emploi pernicieux de l'alcool.

Enfin, circonstance à laquelle l'électeur suisse est surtout sensible, c'est qu'il a fourni aux cantons et à certaines communes des ressources financières bien plus appréciables que celles qui résultaient des anciens droits d'entrée cantonaux et communaux. Il n'en a pas fallu davantage pour faire adopter le monopole par la généralité des citoyens et peut-être pour préparer l'avènement d'autres monopoles encore.

En deux mots, le monopole conçu dans une idée économique, pour servir de digue au protectionnisme, a été admis par des considérations morales et humanitaires; il s'est maintenu et il gagne journellement des partisans à cause de l'intérêt financier.

ANNEXE III¹. *Extrait du tableau du commerce général avec les pays étrangers pendant l'année 1898 (p. 343).*

Moyennes décennales.

ANNÉES.	DROITS PERÇUS.									
	TOTAL				CONSUMMATION.	DOUANE.		ACCISES.		
	QUANTITÉS d'eaux-de-vie étrangères importées et mises en consommation. — 50° G. L. commerce spécial.	QUANTITÉS approximatives d'eaux-de-vie produites. — 50° G. L.	QUANTITÉS approximatives. Distilleries de fruits à pépins et à noyaux.	DES COLONNES 2, 3 et 4		QUANTITÉS d'eaux-de-vie exportées. — 50° G. L.	francs.	francs.	francs.	Eaux-de-vie étrangères
MOYENNES DÉCENNALES.	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1851-1860	hectolitres. 4,275	hectolitres 267,145	hectolitres. 107	hectolitres. 271,420	hectolitres. 267,096	hectolitres. 2,024	hectolitres. 269,596	francs. 10,505	francs. 247,817	francs. 2,801,481
1861-1870	4,789	262,224	107	267,096	3,880	29,208	265,216	22,824	259,924	5,532,115
1871-1880	4,931	507,294	66	512,291	21,514	396,020	285,085	55,011	259,412	5,550,770
1881-1890	57,440	580,075	29	417,542	69,726	455,010	596,020	1,609,515	95,488	12,309,413
1891-1899	12,020	510,710	8	522,738	554,146	531,899	531,899	914,702	"	22,456,757
1897	15,027	541,126	3	554,146	32,247	601,846	601,846	1,297,426	"	51,061,672
1898	12,173	(1) 595,203 (2) 197,142	"	604,818	2,972	2,009,675	2,009,675	1,068,805	"	61,022,468
1899	12,484	595,541	"	605,825	23,950	561,869	561,869	2,009,675	"	49,458,569

(1) Ancien régime; loi du 18 juillet 1867.

(2) Nouveau régime; loi du 15 avril 1896.

ANNEXE III^b.*Population au 31 décembre (1).*

1831.	1846.	1856.	1866.	1876.	1880.	1890.	1898.
3,785,814	4,337,199	4,329,559	4,827,829	5,356,177	5,520,003	6,069,313	6,669,732

Moyenne des accroissements par année.

1831 à 1846.	1846 à 1856.	1856 à 1866.	1866 à 1876.	1876 à 1880.	1880 à 1890.	1890 à 1898.
36,759	19,236	29,827	50,835	45,956	54,951	75,051

L'augmentation de la population pour le Royaume, depuis 1831, est de 2,883,918

De 1831 à 1846 l'augmentation moyenne par année a été de. 36,759

De 1890 à 1898 l'augmentation moyenne par année a été de. 75,051

(1) Nous ne possédons pas les moyennes décennales correspondantes à celles de l'Annexe III^a. Nous donnons celles correspondantes aux périodes mentionnées à l'*Annuaire statistique de Belgique* pour 1899, page 4 : 1831-1846 accuse une période de quinze années; 1846-1856, 1856-1866, 1866-1876 des périodes de dix années; 1876-1880 une période de quatre années; 1880-1890 une période de dix années; 1890-1898 une période de huit années.

ANNEXE N° 2.

NOTE

remise par un membre et projet de règlement communal.

Un membre, tout en approuvant vivement les conditions d'hygiène des locaux et de moralité dans le chef des débitants, auxquelles la Commission propose de subordonner l'établissement de tout nouveau débit, exprime le regret que la Commission ne se soit pas prononcée en faveur d'une limitation du nombre des débits qui s'opérerait par le mécanisme de la loi.

Le nombre des débits de boissons fermentées ou alcooliques est vraiment inquiétant dans notre pays, qui détient en cette matière un « record » peu enviable. La proportion y est à peu près d'un débit par 36 habitants.

La concurrence s'exerce de plus en plus par la création de nouveaux débits. Sans doute, il n'y a pas de parallélisme entre l'importance de la consommation de l'alcool et le nombre des débits. La consommation ne se règle pas exclusivement sur le nombre de lieux de vente, et l'ouverture de chaque débit nouveau n'amène pas une extension proportionnelle de la consommation.

Mais il serait absurde de considérer le nombre des débits comme un facteur indifférent et négligeable. Plus ce nombre s'accroît, plus il devient significatif. Chaque tenancier fait des efforts pour attirer le public chez lui. Chaque débit constitue un centre d'attraction à l'influence duquel la population ne se montre que trop sensible.

Le Dr Baer, dont le nom fait autorité en cette matière, a pu écrire : « On est d'accord pour admettre que dans un district donné, l'ivrognerie est, dans la plupart des cas, en rapport direct avec le nombre des cabarets. Plus il y a de débits, plus il y a de buveurs. Dans le commerce de l'alcool, l'offre ne se fait pas en rapport avec la demande, l'offre fait naître la demande. Plus il est aisé pour chacun de se procurer de l'alcool en tout endroit, en tout temps et à tout prix, plus souvent aussi les hommes s'accordent cette jouissance. Voulez-vous donc engager sévèrement la lutte contre l'ivrognerie, le premier point d'attaque doit être le grand nombre de débits ⁽¹⁾. »

(1) A. BAER, *Der Alkoholismus, seine Verbreitung und seine Wirkung auf der individuellen und socialen Organismus, sowie die Mittel, ihn zu bekämpfen*. Berlin, 1878. — A. BAER, *Die Trunksucht und ihre Abwehr*, Wien und Leipzig, 1890.

De son côté, M. Léon Say, dans son Rapport général fait au nom de la Commission extraparlamentaire des alcools en France en 1888, s'exprimait ainsi : « C'est depuis dix ans que les hygiénistes ont surtout jeté leur cri d'alarme, et c'est depuis dix ans que tout le monde s'accorde à dire que le nombre des débits de boissons s'est le plus accru. Le nombre des débits s'est donc accru en même temps que le mal; c'est quand ce nombre a pris l'allure la plus rapide que le fléau de l'alcoolisme a produit les effets les plus faciles à discerner. C'est un fait d'observation d'où l'on doit tirer des conclusions identiques à celles de M. Claude (des Vosges), conclusions dont la force s'ajoute à celle des observations morales. Les débits sont une tentation, et cette tentation est un danger. La tentation, en s'exerçant sur des êtres affaiblis dont la résistance décroît en raison même des abus antérieurs, est une cause des plus manifestes du fléau qu'il s'agit de combattre. »

Ceux-là mêmes qui contesteraient l'effet de la limitation sur la consommation doivent reconnaître, avec M. Prins, que cette limitation facilite la répression et le contrôle, avec M. Cauderlier, que cette limitation s'impose au nom de l'hygiène, de l'ordre et de la décence publique.

La Commission du Travail, dans ses séances des 11 et 18 décembre 1886, préconisait la limitation légale. La Commission des études relatives à la question de l'alcool a renouvelé et précisé le même vœu le 25 février 1896.

A l'étranger, ce système a été notamment appliqué dans certains États de l'Union américaine et aux Pays-Bas. A New-York, il a suffi de décider que l'ouverture d'un nouveau débit ne serait possible qu'en échange de la fermeture d'un ancien, pour qu'en dix-huit mois et malgré l'augmentation incessante de la population, le chiffre des *saloons* tombât de 8,219 à 7,310. La même mesure, appliquée aux Pays-Bas, a réduit de 43,000 en 1881 à 23,000 en 1891 le nombre des débits; et lorsque la loi, qui restreint à la proportion de un cabaret par 500 habitants dans les grandes villes, et un par 250 habitants dans les petites communes, le maximum légal, aura reçu son entière application, ce nombre sera réduit à 12,000 ⁽¹⁾.

Il suffirait, pour appliquer ce système, de stipuler dans la loi que le nombre des autorisations auxquelles sera subordonnée, à partir de la mise en vigueur de la loi, l'ouverture de tout nouveau débit en détail de boissons, ne pourra excéder un certain maximum qui pourrait être fixé suivant l'échelle adoptée par la loi de 1889 sur le droit de licence : dans les communes de 60,000 habitants et plus, une par 500 habitants; dans les communes de 30,000 à 60,000 habitants exclusivement, une par 400 habitants; dans les communes de 15,000 à 30,000 exclusivement, une par 300 habitants; dans les communes de 5,000 à 15,000 habitants exclusivement, une par 250 habitants; dans les communes de moins de 5,000 habitants, une par 200 habitants.

Une augmentation de population ne devrait pas faire baisser ce maximum.

La limitation ne s'exercerait que progressivement. Lorsque le débitant de boissons viendrait à abandonner son commerce par suite de décès, faillite ou toute autre cause (sauf le cas d'expropriation), le débit viendrait à s'éteindre. Il y aurait lieu toutefois de faire exception en ce qui concerne la veuve et les

(1) MAURICE VANLAER, *L'alcoolisme et ses remèdes*. Paris, 1897.

enfants mineurs, qui seraient autorisés, de plein droit, à continuer le commerce établi.

Les établissements où le débit de boissons n'est que l'accessoire nécessaire de l'industrie ayant pour objet essentiel la nourriture et le logement des personnes, devraient être exclus de l'application de la loi.

Quant à l'objection qui vise l'hypothèse de la création de nouveaux quartiers dans une commune, elle n'a rien de péremptoire. Les débitants autorisés ne manqueront pas, s'il existe un besoin réel à satisfaire dans ces nouveaux quartiers, d'y transporter leur commerce.

Cette proposition a notamment, dans la pensée de son auteur, cet avantage de ne pas mettre la bonne volonté du législateur en opposition directe avec des intérêts électoraux, et c'est ce qui permet d'espérer son adoption.

Aucun établissement nouveau ne pourrait s'ouvrir avant de longues années. D'autre part, le cabaretier d'aujourd'hui aurait à vie et pour les siens le droit de rester cabaretier. On désarmerait ainsi bien des intérêts opposés à la tempérance.

ANNEXE N° 3.

Grand-Duché de Luxembourg.

LOI DU 2 MARS 1865 SUR LE RÉGIME DES CABARETS,***modifiée par les lois des 18 mars 1896 et 18 juin 1898.***

ARTICLE PREMIER.

Toute personne qui voudra à l'avenir établir une auberge, un cabaret ou un débit quelconque de boissons fortes à consommer sur place devra, avant d'en commencer l'exploitation, en faire la déclaration au bureau du receveur des contributions directes de la commune où le débit sera établi, et verser entre ses mains, outre la taxe annuelle dont il sera parlé ci-après, la somme de :

200 francs dans les sections électorales de moins de 300 habitants;
300 francs dans les sections de 300 à moins de 500 habitants;
400 francs dans les sections de 500 à moins de 1,000 habitants;
500 francs dans les sections de 1,000 à moins de 2,000 habitants;
600 francs dans les sections de 2,000 à moins de 4,000 habitants;
800 francs dans les sections de 4,000 à moins de 8,000 habitants;
1,000 francs dans les sections de 8,000 habitants et plus.

Ces sommes seront portées au double dans les sections dans lesquelles le nombre des cabarets ou débits atteint la proportion de *un* pour soixante-dix habitants.

Toute personne qui voudra continuer un pareil débit devra, en faisant connaître cette intention, verser entre les mains du receveur, avant l'expiration du mois de janvier de chaque année, la somme de :

30 francs dans les sections de moins de 300 habitants;
40 francs dans les sections de 300 à moins de 500 habitants;
50 francs dans les sections de 500 à moins de 1,000 habitants;
65 francs dans les sections de 1,000 à moins de 2,000 habitants;
80 francs dans les sections de 2,000 à moins de 4,000 habitants;
100 francs dans les sections de 4,000 à moins de 8,000 habitants;
125 francs dans les sections de 8,000 habitants et plus.

Pour l'application des taxes annuelles et de premier établissement, la ville basse du Grund, y compris la Basse-Pétrusse, celle du Pfaffenthal, y compris Bons-Malades, le faubourg de Clausen, le plateau du Limpertsberg, y compris la côte d'Eich, pour autant qu'elle est sise sur le territoire de Luxembourg, sont assimilés aux sections électorales d'une population correspondante.

Les cercles et sociétés closes dans lesquels on débitera des boissons, soit pour le compte de la société, soit par un économe, seront astreints à faire la déclaration et versement ordonnés ci-dessus. Les économes seront responsables de l'accomplissement de cette obligation.

Les contraventions aux dispositions qui précèdent donnent lieu à une amende double de la taxe due.

A partir de la déclaration du procès-verbal, l'établissement restera fermé jusqu'après l'entier paiement de la taxe, de l'amende et des frais de la procédure.

Les taxes introduites par le présent article n'entreront pas en compte pour le règlement des cotes individuelles ni du montant total de la contribution mobilière, à laquelle toutefois elles resteront assimilées quant aux règles de perception.

Elles ne sont non plus comprises dans aucun cens électoral.

ART. 2.

N'est pas considéré comme débit nouveau :

1° La continuation d'un débit dans les mêmes locaux par suite d'héritage ou de donation en ligne directe ;

2° La translation d'un débit d'un local dans un autre local de la même section.

Néanmoins, si le débit n'est pas géré par la même personne au nom de laquelle il a été déclaré, toute mutation dans la personne du gérant sera considérée comme établissement nouveau et donnera lieu à l'acquittement des taxes établies par l'article 1^{er}.

Cette disposition n'est pas applicable aux cercles et sociétés closes dans lesquels on débite des boissons.

ART. 3.

Les taxes sont dues pour chaque débit ayant une entrée séparée, à moins que les différentes parties d'un établissement ne soient assez rapprochées pour que tous les locaux puissent être servis simultanément par les mêmes personnes.

ART. 4.

Ceux qui vendent ou livrent chez eux, à un prix inférieur à fr. 2.50 le litre, des eaux-de-vie par quantités de quatre litres et au-dessous, qui ne sont pas consommées sur place, devront en faire la déclaration préalable et payer les taxes fixées à l'article 1^{er}, à peine d'une amende double de la taxe due.

ART. 5.

Ne pourront à l'avenir débiter en plein air, sous tente ou en barraques, soit accidentellement, soit à des occasions extraordinaires ou périodiques, des boissons distillées ou fermentées, que ceux qui auront satisfait aux prescriptions de l'article 1^{er} de la présente loi.

Pareil débit donne lieu en outre au paiement préalable d'une taxe spéciale de deux francs par jours de débit.

Les contraventions aux dispositions du présent article donneront lieu à une amende double de la taxe spéciale, sans préjudice aux pénalités prévues par l'article 1^{er} ci-dessus.

ART. 6.

Les établissements et sociétés mentionnés en l'article 1^{er} seront fermés à dix heures du soir et ne pourront être ouverts avant quatre heures du matin.

Dans les villes et les chefs-lieux de canton, ainsi que dans les autres localités d'une population de 2,500 âmes, la fermeture pourra être reportée à onze heures par une décision du conseil communal.

Le Directeur général de la justice pourra, sous les réserves qu'il jugera convenir, modifier les heures de fermeture des buffets des gares importantes.

L'autorité chargée de la police locale pourra faire annoncer l'approche de l'heure de retraite, soit par ses agents, soit par le son d'une cloche.

Toutefois, la répression des contraventions n'est subordonnée à aucune mise en demeure.

ART. 7.

Le collège des bourgmestre et échevins pourra, pour un motif général, tel que carnaval, kermesse, fête patronale ou nationale, suspendre l'exécution de l'article précédent, pour trois nuits consécutives au plus, pour le ressort de la commune ou d'une section, à condition que la décision sera publiée la veille du jour où elle devra recevoir son exécution.

Ce collège pourra également accorder des dispenses spéciales pour les réunions des sociétés closes, en les subordonnant, selon les circonstances, à une rétribution de dix francs au moins et de vingt francs au plus au profit du bureau de bienfaisance.

Toute décision prise en vertu du présent article sera portée à la connaissance de l'officier du ministère public près le tribunal de police.

ART. 8.

Toute personne qui séjournera après l'heure de la retraite dans un des lieux mentionnés en l'article 1^{er} sera passible d'une amende de trois francs à quinze francs, qui pourra être portée à trente francs en cas de récidive dans l'année.

L'amende sera de quinze francs à trente francs contre les personnes qui n'obtempéreront pas à l'injonction des agents verbalisants de quitter les lieux.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables :

- a) au débitant, aux membres de sa famille et à ses domestiques;
- b) aux voyageurs inscrits sur le registre tenu en vertu de l'article 338 du Code pénal.

La peine encourue par les voyageurs non inscrits sera supportée par le débitant, si celui-ci ne leur a pas présenté le registre.

Le débitant qui aura contrevenu aux dispositions de l'article 6 sera condamné à l'amende de trois francs pour chaque personne trouvée en contravention, sans que la peine puisse être inférieure à six francs, ni dépasser trente francs pour une première contravention, et cinquante francs en cas de récidive dans l'année.

ART. 9.

Défense est faite aux débiteurs, sous peine d'une amende de six francs à quinze francs pour chaque contravention :

- a) de recevoir des personnes interdites ou placées sous conseil judiciaire, et des jeunes gens âgés de moins de dix-sept ans, non accompagnés des personnes sous l'autorité desquelles ils sont placés, hors le cas de voyage;
- b) de recevoir des personnes en état d'ivresse, ou de continuer à leur servir à boire.

ART. 10.

Il est défendu de se livrer à des jeux publics et de tenir toute réunion bruyante dans le voisinage des édifices consacrés au culte, pendant le temps du service divin, sous peine d'une amende de trois francs à quinze francs à charge de chaque contrevenant.

L'amende sera de six francs à trente francs contre les personnes qui continueront le trouble après l'injonction des agents verbalisants.

ART. 11.

Les officiers et agents de police judiciaire et administrative et de la force publique feront les visites nécessaires pour constater les contraventions à la présente loi.

Les agents de police, autres que les officiers de police judiciaire ou les conseillers communaux délégués à cet effet par le collège échevinal, ne peuvent entrer dans les lieux mentionnés à l'article précédent que pendant leur ouverture légale ou de fait.

Lorsque ces lieux sont fermés après la clôture prescrite par la loi ou par l'autorité, ces agents ne peuvent y entrer que pour autant qu'ils sont accompagnés d'un officier de police judiciaire ou d'un conseiller communal délégué à cet effet par le collège échevinal.

Les officiers de police judiciaire ou les conseillers communaux délégués conformément à l'alinéa qui précède pourront, en cas de refus d'obtempérer à trois sommations réitérées d'ouvrir les lieux, en ordonner l'ouverture et la faire exécuter.

Les débiteurs qui auront refusé ou empêché l'entrée de leur local, même

pendant la nuit, lorsqu'il y aura encore du monde ou de la lumière, ceux qui n'obtempéreront pas à l'injonction des agents verbalisants de fermer leur local, ceux qui auront fermé leur local en fraude de la loi, ceux qui refuseront d'indiquer les noms des personnes trouvées en contravention, ou donneront de fausses indications, et ceux qui entraveront d'une manière quelconque l'action des agents de police ou de la force publique, seront passibles d'une amende de dix francs à trente francs et, selon les circonstances, d'un emprisonnement d'un jour à cinq jours, sans préjudice aux peines comminées par le Code pénal en cas de rébellion, outrage ou autre délit.

Les procès-verbaux des officiers et agents dont il s'agit au § 1^{er} feront foi jusqu'à preuve du contraire.

ART. 12.

Tous arrêts ou jugements de condamnation à une peine criminelle prononceront contre les condamnés l'interdiction à perpétuité du droit de tenir ou de continuer un débit de boissons à consommer sur place.

La même interdiction sera prononcée pour un terme de six mois à cinq ans :

1° contre tout individu condamné à un emprisonnement d'un mois au moins, comme auteur ou comme complice d'une des infractions prévues aux chapitres IV, V, VI et VII, titre VII, livre II, aux chapitres 1^{er} et II, titre IX, livre II, aux articles 305, 339 et 340 du Code pénal, et aux articles 5, 7, 8 et 9 de la loi du 6 avril 1881, sur la falsification des denrées et des boissons alimentaires;

2° contre tout débitant condamné à pareille peine comme auteur ou comme complice d'outrage ou de rébellion envers les officiers ou agents de la police judiciaire ou administrative ou de la force publique, agissant pour le maintien de l'ordre dans son établissement, ou pour l'exercice de la surveillance de police à laquelle celui-ci est soumis.

ART. 13.

Lorsque, dans les cas mentionnés aux n° 1 et 2 de l'article précédent, la peine encourue sera l'amende ou un emprisonnement inférieur à un mois, l'interdiction pourra être prononcée pour un temps qui n'excédera pas trois ans.

Il en sera de même à l'égard du débitant en contravention à la présente loi qui dans les douze mois précédents aura été condamné en vertu de la dite loi.

ART. 14.

La durée de l'interdiction fixée par le jugement ou l'arrêt de condamnation courra du jour où le condamné aura subi ou prescrit sa peine.

L'interdiction produira en outre ses effets à partir du jour où la condamnation contradictoire ou par défaut sera devenue irrévocable.

ART. 15.

Tout individu qui, par lui-même ou par des personnes interposées habitant avec lui, aura tenu un débit contrairement à l'interdiction prononcée en vertu du § 6 de l'article 1^{er}, ou des articles 12 et 13 de la présente loi, sera condamné à une amende de vingt-six francs à cinq cents francs et à un emprisonnement de huit jours à deux mois.

Les objets servant au débit seront confisqués et l'établissement sera fermé immédiatement par la force publique.

ART. 16.

Les individus qui, par leur état d'ivresse, donneront lieu à scandale, soit dans les rues, soit dans les lieux accessibles au public, seront arrêtés et pourront être retenus dans un lieu de sûreté jusqu'à ce que l'état d'ivresse ait cessé.

Ils seront passibles d'une amende de dix francs à vingt francs et, selon les circonstances, d'un emprisonnement d'un jour à cinq jours.

En cas de récidive, conformément à l'article 563 du Code pénal, le juge pourra prononcer, outre l'amende, un emprisonnement de neuf jours au plus.

ART. 17.

En cas de nouvelle récidive dans les douze mois qui auront suivi la deuxième condamnation, l'inculpé sera traduit devant le tribunal correctionnel et condamné à une amende de vingt-six francs à trois cents francs et à un emprisonnement de dix jours à un mois.

ART. 18.

Quiconque, ayant été condamné en vertu de l'article précédent pour scandale par ivresse depuis moins d'un an, se sera de nouveau rendu coupable de la même infraction sera condamné au maximum des peines indiquées à l'article précédent, lesquelles pourront être élevées jusqu'au double.

Il sera, en outre, déclaré incapable d'exercer pendant un an à cinq ans les droits suivants :

1° De remplir des fonctions, emplois ou offices publics;

2° De vote, d'élection, d'éligibilité;

3° De faire partie d'aucun conseil de famille, d'être appelé aux fonctions de tuteur, subrogé-tuteur ou curateur, si ce n'est de ses enfants et sur l'avis conforme de conseil de famille; comme aussi de remplir les fonctions de conseil judiciaire ou d'administrateur provisoire;

4° De port d'armes;

5° De tenir école ou d'enseigner, ou d'être employé dans un établissement d'instruction à titre de professeur, maître ou surveillant.

ART. 19.

Les infractions à la présente loi, à l'exception de celles prévues aux articles 15, 17 et 18, et aux §§ 1 et 2 de l'article 21 ci-après, seront jugées par le tribunal de police, qui cumulera les peines soit entre elles, soit avec celles encourues pour d'autres infractions.

Les dispositions du livre premier du Code pénal, ainsi que celles de la loi du 18 juin 1879, portant attribution aux cours et aux tribunaux de l'appréciation des circonstances atténuantes, sont applicables aux infractions prévues par les articles 15, 17 et 18.

ART. 20

Les dettes de cabaret sont réductibles; les tribunaux prendront à ce sujet en considération la fortune du débiteur, la bonne ou mauvaise foi des créanciers, l'utilité ou l'inutilité des dépenses.

Aucune action pour ces dettes n'est plus recevable six mois après la date de la consommation.

ART. 21.

Nous Nous réservons de régler les conditions que doivent remplir les débits sous le rapport de l'hygiène.

Les infractions à ces règlements seront punies d'une amende de vingt-six francs à deux cents francs. Les tribunaux pourront prononcer en outre l'interdiction de débiter pour une durée de trois ans au plus.

ART. 22.

Notre Directeur général des finances et Notre Directeur général de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'arrêter les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente loi et des règlements à intervenir.

ART. 23.

Notre Directeur général des finances statuera, sauf recours au Conseil d'État, sur les réclamations auxquelles la perception des taxes donnera lieu.

ART. 24.

Les lois des 1^{er} décembre 1854 et 21 décembre 1861 sur la police des cabarets sont abrogées.

ART. 25.

Le texte de la présente loi, imprimé dans les deux langues française et allemande, sera affiché dans un endroit apparent de tout local mentionné à l'article 1^{er} de la présente loi, sous peine de six francs d'amende contre le débitant.

Mandons et ordonnons, etc.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 DECEMBER 1905.

- 1° Ontwerp van wet tot wijziging der samenstelling van het gemeentefonds, tot algemeenmaking van het vergunningsrecht en tot instelling eener belasting op het openen van dranksluiterijen ⁽¹⁾.
 - 2° Wetsvoorstel tot het instellen van een algemeen patentrecht op de sluiterijen van alcoholische en andere dranken ⁽²⁾.
 - 3° Wetsvoorstel tot afschaffing van het vergunningsrecht ⁽³⁾.
-

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽⁴⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER AUGUST DELBEKE.

MIJNE HEEREN,

De twee door de Commissie onderzochte wetsvoorstellen zijn van denzelfden aard als die welke in 1892, in 1894, in 1898 en 1899 op het bureel der Kamer werden overgelegd, en welke vervielen ten gevolge van de jongste onthinding der Wetgevende Kamers.

Laatstbedoelde voorstellen werden langdurig onderzocht in de Afdeelingen. en een uitgebreid en omstandig verslag daarover werd een jaar vóór den aanvang van de werkzaamheden der Commissie overgelegd door den achtbaren heer Tack, voorzitter-verslaggever.

De Middenafdeeling, voorgezeten door den achtbaren heer Tack, oordeelde

⁽¹⁾ Wetsontwerp, n° 128 (zittingsjaar 1900-1901).

⁽²⁾ Wetsvoorstel, n° 77 (zittingsjaar 1900-1901).

⁽³⁾ Wetsvoorstel, n° 160 (zittingsjaar 1900-1901).

⁽⁴⁾ De Commissie, voorgezeten door den heer NERINX, bestond uit de heeren TACK, HELLEPUTTE, FERON, VANDERVELDE, CARTON DE WIART, THASENSTER, BEERNAERT, COUSOT, DE GUELINCK D'ELSGHEM en AUGUST DELBEKE

niet raadzaam te stemmen over de voorstellen, die zij te onderzoeken had. Zij stelde eenvoudig beslissingen op, waaronder het volgende voorstel :

« Er bestaat reden om de Regeering aan te raden onverwijld aan de » Kamer de voorstellen te onderwerpen, die zij zou denken te moeten doen » tegen die waarover de Middenafdeeling had te beraadslagen. »

Deze aandrang had voor gevolg het overleggen van het ontwerp van wet, dat ons werd onderworpen met de twee voorstellen van leden der Kamer.

Zooals met ziet, is het verslag van den achtbaren heer Tack, overgelegd ter vergadering van 14 April 1900, een onontbeerlijk stuk voor hem die den toestand wil kennen van de vraagstukken, waarmede uwe Commissie zich had bezig te houden.

Sedert werd de Kamer onthouden en gedeeltelijk hernieuwd, en wij hebben noodig geoordeeld den volledige tekst van het verslag des heeren Tack als bijlage over te drukken. De arbeid van ons achtbaar Medelid zal onze taak veel vereenvoudigen, en wij kunnen er menigmaal naar verwijzen.

Uwe Commissie hield niet min dan zeventien lange vergaderingen. Vier dezer werden bijgewoond door den achtbaren Minister van Financiën. Dertien zittingen hadden plaats tussehen den 2ⁿ Mei en den 29ⁿ October 1901. Dan schorste de Commissie hare werkzaamheden tot 25 Februari 1903. Reeds bij den aanvang had zij haren verslaggever aangeduid, en na vele maanden beraadslaging en na de eindstemmingen der Commissie, werd hij tot minister benoemd en moest afzien van zijn ambt als verslaggever. Eindelijk, zekere voorstellen, vooral ingegeven door den wensch om het vraagstuk der landbouwstokerijen op te lossen, hielden de gemoederen onledig en deden onze beraadslagingen menigmaal afwijken.

Ten gevolge van die omstandigheden, waren soms de beraadslagingen der Commissie tegenstrijdig en verward, zooals, volgens het verslag van den achtbaren heer Tack, reeds het geval was met de Middenafdeeling belast met het onderzoek van dezelfde netelige en veelzijdige vraagstukken. Dus valt het niet gemakkelijk, verslag te doen over de werkzaamheden der Commissie en moeten wij ons tot het voornaamste bepalen.

Eveneens kan wegvallen alles wat is gezegd over het accijnsrecht en over de landbouwstokerijen. De oplossing door de wet gegeven aan het vraagstuk der landbouwstokerij, alsmede het instellen van het nieuw accijnsrecht op alcohol, ontnamen alle dadelijk belang aan dergelijke bedenkingen.

Men vergt van ons geen nieuwe bijdrage in de antialcoholische literatuur. Het zal volstaan te doen uitschijnen, dat de Commissie tot dit beginsel eenparig toetrad. Alcoholisme is de verschrikkelijkste aller plagen; en de overgelegde voorstellen hoeven slechts te worden aangenomen in zooverre zij doelmatig zijn tegen die plaag.

De beraadslagingen, waarover nog verslag dient te worden uitgebracht, kunnen bepaald worden tot deze drie punten :

Hel vergunningsrecht;

Hel Staatsmonopolie in zake van alcohol;

Hel beperken van het getal herbergen.

A. — HET VERGUNNINGSRECHT.

Hoeft het vergunningsrecht te worden behouden of afgeschaft?

Over deze vraag, werden al de opmerkingen, gemaakt in de Middenafdeeling, insgelijks in de Commissie behandeld. De beraadslaging leverde geene nieuwe bestanddeelen op, en het zoo volledig verslag, daarvan gegeven door den achtbaren heer Tack (blz. 3, 4, 8 tot 13), is daarvan eene trouwe afbeelding. Enkel het besluit verschilde. Ten slotte drukte de Commissie schier eenparig het gevoelen uit dat het vergunningsrecht, ofschoon ontoereikend als middel tot bestrijding van het alcoholisme, niettemin in zekere mate doeltreffend is om de gemeene kroegen, de gevaarlijkste, te doen verdwijnen, en dat het recht niet behoort te worden afgeschaft, vooral zoo niets wordt voorgesteld om het te vervangen. Van dat beginsel uitgaande, verwierp de Commissie, met acht stemmen tegen éene, het voorstel van den achtbaren heer Hoyoïs tot eenvoudige afschaffing van het vergunningsrecht.

Moet het vergunningsrecht algemeen worden toegepast?

Om de redenen, aangegeven in het verslag van den heer Tack (blz. 16), was uwe Commissie van oordeel dat, zoo het vergunningsrecht ten minste voorloopig dient te worden gehandhaafd, er evenwel geene reden bestaat om het, zelfs verlaagd, algemeen te maken. Wordt dergelijk recht verminderd, dan verliest het grootendeels zijne werkkraft voor het bestrijden van het alcoholisme. Sommige leden zien daarin zelfs eene opwekking tot alcoholverbruik en bevordering van de vermenigvuldiging der herbergen.

Het algemeenmaken van het recht, met het bestaande bedrag, wordt enkel voorgesteld om smokkelhandel te doen ophouden. Dat is ook het geval met de door het ontwerp voorgestelde vrijstellingen ten voordeele van bierslijters, die gewillig strenge maatregelen van toezicht aannemen. Welnu, naar 't gevoelen der Commissie, zal de smokkelhandel niet worden gefnuikt door een algemeen recht evenmin als door de voorgestelde vrijstellingen.

Dien ten gevolge verwierp uwe Commissie, met zeven stemmen tegen éene, het voorstel van den achtbaren heer Macnhaut, dat het vergunningsrecht algemeen maakt en verlaagt, en weigerde zij in te stemmen met al de artikelen van het ontwerp der Regeering, die strekken om het bestaande vergunningsrecht te wijzigen. Bijgevolg stelt zij voor, artikelen 3 tot en met 11 uit bedoeld ontwerp te schrappen.

De achtbare Minister van Financiën, die had beloofd na te denken op eene oplossing van het vraagstuk van het vergunningsrecht, woonde de jongste vergadering uwer Commissie bij en zette daar de meening der Regeering uiteen.

De wet van 1889, waarbij het vergunningsrecht werd ingesteld, belast geene andere dan nieuwe slijterijen. Daardoor had men twee soorten van slijterijen van sterken drank : diegene welke, vóór de wet bestaande, geen recht belalen, en diegene welke, sedert het invoeren van de wet geopend, het vergunningsrecht kwijten. Dit onderscheid had in 't begin eene gepaste reden, doch thans stuit het steeds meer tegen het gelijkheidsgevoel, hetwelk zoo diep is doorgedrongen in onzen volksgeest, en, wordt er acht gegeven op de klachten en verzoekschriften tegen het vergunningsrecht, dan bevindt

men dat het deze ongelijkheid tegenover de belasting is, welke eene der voornaamste grieven van de aangeslagenen is.

De Regeering zou dus geneigd zijn den last te verlichten, hem gelijk te maken en het vergunningsrecht op te leggen aan alle slijters van sterken drank, zonder onderscheid. De verlichting zou hierdoor te verwerven zijn, dat er in elke categorie van gemeenten twee klassen zouden zijn, waarin de slijterijen, volgens hare belangrijkheid, gerangschikt worden. Enkel de bestaande groote slijterijen zouden het thans geheven bedrag blijven betalen. Minder aanzienlijke slijterijen zouden nog slechts twee derden of de helft van het bestaande recht betalen.

De grondslag van het onderscheid tusschen de slijterijen der twee klassen zou zijn het patent, welks cijfer evenredig is aan de belangrijkheid van den belasten handel.

Naast de twee even opgegeven klassen van slijterijen, is er eene derde. Dat zijn de slijterijen van gegiste dranken, of bierslijterijen, die geen vergunningsrecht hoegenaamd betalen.

Er is voorgesteld haar het recht op te leggen, evenals aan de slijterijen van sterken drank. De achtbare Minister van Financiën stemt niet in met dat stelsel. Eene bierslijterij verdient door den fiskus te worden begunstigd. Bier is een gezonde en voedende drank. De herbergen doen verdwijnen, is een droombeeld. De slijterij van sterken drank langzaam doen veranderen in herberg, waar enkel bier wordt getapt, dat is een doel welk men kan nastreven met eenige hoop op welslagen. Er is gevraagd om de vrijstelling aan de biertapperijen te onttrekken, ten einde gedaan te maken met het bedrog, gepleegd door bierslijters, die bedektelijk sterken drank verkoopen. Doch dat schijnt geene voldoende reden om den verkoop te treffen van eenen drank welks gebruik, volgens de gezonde staathuishoudkunde, integenderdient te worden aangemoedigd.

Die sluikhandel, reeds met tamelijken bijval bestreden, — zooals blijkt uit de jaarlijksche toeneming van de belaste slijterijen, — zal zooveel mogelijk worden verhinderd door enkele voor te stellen toezichtsmaatregelen. Die maatregelen zijn noodig geworden ten gevolge der jongste verhooging van het recht op het vervaardigen van alcohol. Zij worden niet alleen vereischt voor het politietoezicht over de plaatsen der slijterij, maar ook door den strijd tegen bedekte voortbrenging van alcohol.

Om de goede werking van dat stelsel te verzekeren, zal worden bepaald dat de gemeente- en provinciebelastingen op het openen van slijterijen, niet meer mogen bedragen dan de helft van den aanslag ten voordeele van den Staat.

De Regeering is niet van meening dat het vergunningsrecht kan worden vervangen door een patentrecht.

Patent is uit zijnen aard eene evenredige belasting. Daarentegen is het vergunningsrecht een « hinderpaal ». Patent is eigenlijk een den Staat afgestaand aandeel in de onderstelde winsten van 't bedrijf van den schatplichtige. Daaruit volgt, dat voor kleine slijterijen, welker vermenigvuldiging men vooral dient te bestrijden, het patentrecht onbeduidend, bijgevolg ondoelmatig zou zijn.

Wij hebben het van belang geacht, de verklaringen van den achtbaren

Minister van Financiën kortbondig in dit verslag op te nemen. Ongetwijfeld zal in dien zin een wetstekst worden opgesteld, en de Kamer diende daarvan kennis te krijgen, om volkomen op de hoogte van het vraagstuk te geraken.

B. — STAATSMONOPOLIE.

Is het wenschelijk aan den Staat op te dragen het monopolie voor de vervaardiging, de zuivering, den verkoop van alcohol, of wel het gansche monopolie tot voortbrenging, zuivering en verkoop?

Behoort men terzelfder tijd als tot dat monopolie, te besluiten tot trapsgewijze beperking van de voortbrenging?

Op 't oogenblik toen de Commissie hare werkzaamheden aanving, werd er vinnig geredetwist over het vraagstuk der landbouwstokerijen. Dit gaf aanleiding tot verscheidene wetsvoorstellen, met name dit van den heer Carton de Wiart (25 Juli 1899, n^o 266), dit van den heer Francotte (20 Maart 1901, n^o 131), dit van den heer Tibbaut (11 Juni 1901, n^o 193), dit van den heer Versteylen (15 Januari 1902, n^o 51), en dit van den heer de Ponthière (22 April 1902, n^o 127). Enkele dezer voorstellen willen het monopolie voor den Staat of eene pachtende Maatschappij en trapsgewijze beperking van de voortbrenging. Bij onze beraadslagingen hadden wij vele van die voorstellen te onderzoeken, doch werd de meening geuit dat, vermits die voorstellen niet waren aanhangig gebracht bij uwe Commissie, deze niet bevoegd was om voorstellen te doen over een Staatsmonopolie voor het vervaardigen en verkoopen van alcohol en zich moest bepalen bij het onderzoek van het wetsontwerp, alsmede van de twee haar onderworpen voorstellen betreffende 't vergunningsrecht. Toen werd het denkbeeld geopperd om aan de Kamer voor te stellen, al de ontwerpen betreffende de voortbrenging van alcohol te verwijzen naar onze Commissie, aangevuld door de thans daarmee belaste Middenafdeelingen, ten einde de zaak in gansch haren omvang te kunnen bestudeeren. Aan dat denkbeeld werd geen gevolg gegeven, en nooit verwierf uwe Commissie de macht om te beraadslagen over de voorstellen tot inrichting van het alcohol-monopolie. Niettemin werd in enkele zittingen gehandeld over het monopolie, en, naar gelang van de aanwezige leden, werden twee voorstellen in stemming gelegd en bij meerderheid goedgekeurd. Ziehier die voorstellen :

I. « De Commissie is van oordeel dat de wetsbepalingen betreffende het vergunningsrecht slechts een onvoldoenden invloed kunnen uitoefenen op den strijd tegen het alcoholisme.

» Bij voorkeur verklaart zij zich voor het alcohol-monopolie, uitgeoefend door den Staat, met trapsgewijze beperking van de voortbrenging. »

Goedgekeurd met drie stemmen tegen twee en drie onthoudingen.

II. « De Afdeeling is in elk geval van oordeel dat de hoeveelheid voort te brengen alcohol dient te worden beperkt. De beperking moet trapsgewijs geschieden en door de wet worden geregeld. »

Goedgekeurd met zes stemmen tegen twee.

Uwe Commissie, steunend op het reglement, kwam evenwel terug op die stemmingen en besliste in het vervolg niet meer te beraadslagen over de

voorstellen tot monopolie, die haar niet zijn onderworpen. De opmerkingen van den Minister van Financiën, door uwe Commissie uitgenoodigd op onze vergaderingen, waren niet vreemd aan dien ommekeer. Er ontstond sterkere twijfel over het doelmatige van een eenvoudig monopolie, met het oog op de bestrijding van het alcoholisme, alsmede over den practischen aard eener wet waarbij de voortbrenging zou worden beperkt.

Hoe zou immers het monopolie van den Staat of van een pachter, tot het vervaardigen, zuiveren, verkoopen van alcohol, of het algeheel monopolie van aard zijn om het kwaad te keer te gaan? En moet men voor een onzekeren uitslag den Staat belasten met een aanzienlijken nijverheidsdienst, die een nieuw leger van ambtenaren zou vergen? Verpachting zou slechts eene voorloopige oplossing zijn. En de nijverheid van Staatswege zal den invloed der politiek ondervinden. De Staat zou geene vrije keur hebben voor den aankoop van grondstoffen, evenmin als voor het bepalen van de prijzen, en op den duur met verlies arbeiden. En hoe kan anderzijds de voortbrenging worden beperkt, niet officieel en theoretisch, maar feitelijk, gezien het onweerstaanbaar lokaas tot smokkelhandel?

De voortbrenging wordt geregeld naar het verbruik. Denkt men, in strijd met dat economisch beginsel, het verbruik te kunnen regelen door de voortbrenging? De Staat of de pachter van het monopolie zal bij opbod en per loten de hoeveelheid moeten verkoopen, die de wet hem veroorlooft te vervaardigen. Aangenomen dat het een tiende min dan de huidige hoeveelheid zou zijn. De koopers, die zullen voortverkoopen aan de slijters, zullen deze tweevoudige redeneering houden : « Ik kan den prijs genoeg » verhoogen om het verbruik meer dan een tiende geringer te maken. Blijf » ik daar beneden, dan geniet ik niet al de voordeelen van de schaarschheid » van het product. Ik mag den prijs niet genoeg verhoogen om het verbruik » meer dan een tiende te doen dalen, zooniet blijft ik met mijn voorraad » zitten. »

Dus zal beperkend monopolie invloed hebben op het verbruik, door middel van eene prijsverhooging. Welnu, dien uitslag kan men verkrijgen door het accijnsrecht dadelijk in dezelfde verhouding te verhoogen, en de overgrootte daling van alcoholverbruik, ten gevolge van de nieuwe accijnsrechten, — zelfs al moet deze daling in zekere verhouding ophouden, — is eene waarneming, die deze redeneering bepaald waar schijnt te maken.

C. — BEPERKING VAN HET GETAL HERBERGEN.

Eenparig oordeelde uwe Commissie dat de vermindering van het getal herbergen wenschelijk ware.

Voorzeker is er geene vergelijking te maken tusschen het getal slijterijen en het verbruik van alcohol.

« Het verbruik, zegde met reden de heer De Ridder in zijn verslag aan de Arbeidscommissie, wordt niet uitsluitend geregeld naar het getal verkoopplaatsen : daartoe gelden nog andere redenen, die men niet over het hoofd mag zien, zoomin als mag worden ontkend dat vermeerdering van het getal herbergen eene schier onweerstaanbare aantrekkingskracht op de menigte uitoefent. »

« Slijterijen. zegde ook de heer Léon Sav in zijn verslag, opgesteld in 1888 namens de buiten het parlement benoemde alcohol-commissie, zijn eene verleiding, en elke verleiding is een gevaar. De verzoeking, uitgeoefend op verzwakte wezens, wier weerstandskracht vermindert uit hoofde van de vroegere misbruiken, is eene van de blijkbaarste oorzaken der kwaal die dient te worden bestreden. »

Diegenen zelf, welke de uitwerkselen der beperking van het getal herbergen op het verbruik zouden betwisten, moeten bekennen met den heer Prins dat die beperking de beteugeling en het toezicht zal vergemakkelijken; en met den heer Cauderlier, dat de beperking wordt vereischt namens de volksgezondheid, de orde en de openbare betamelijkheid. De zedelijkheid der slijterijen daalt rechtstreeks met hare vermenigvuldiging.

Hoe kan men de drankslijterijen trapsgewijs verminderen?

Op rechtstreeksche wijze.

Door eene bestuursregeling, krachtens welke het getal slijterijen, boven een door de wet vast te stellen getal, of die niet beantwoorden aan zekere voorwaarden, door de wet op te leggen, worden gesloten. Zulke handelwijze zou in ons land door geene wetgevende vergadering worden goedgekeurd, door geene regeering ten uitvoer ge' racht.

Men kan een ander middel bedenken om rechtstreeks het getal herbergen te beperken. De wet of de Regeering, daartoe gemachtigd, zou in elke gemeente het getal slijterijen bepalen. Dat getal zou men laten verminderen tot het bepaald cijfer, door het staken van bestaande slijterijen of het afsterven der slijters; intusschen zou men alle toelating weigeren tot het openen van nieuwe herbergen of het heropenen van gesloten slijterijen of van dezulke welker eigenaar overleden zou zijn.

Vele leden verdedigden dit stelsel en dienden wetsvoorstellen in, die op deze grondslagen berusten. Er werd ingebracht dat zulk stelsel in België niet kan toegepast worden. Men kan zich niet voorstellen dat eene inrichting zooals zekere groote gasthoven of koffiehuisen, waarin overgroot kapitalen zijn belegd, zouden moeten verdwijnen door een toevallig afsterven. Dergelijke verbeurdverklaring zou de openbare meening niet gedoogen. Zulke wijze van uitroeiing der herbergen zou niet steeds sporadisch zijn, en 't zou kunnen dat, vooral in steden die uitbreiding nemen, eene nieuwe wijk zou beroofd zijn van herbergen. Eindelijk zou de overheid die machtiging verleent, vaak verdacht worden, en 't ware inderdaad te vreezen dat zij het vergunnen van slijterijen tot gunsten uit kiesbelang zou maken.

Daarop werd geantwoord dat, wil men het einde, men ook de middelen moet willen, en dat groote inrichtingen zich aan den regel zouden moeten onderwerpen evenals kleinere. Overigens kan eene uitzondering worden gemaakt voor gasthoven en spijshuizen. Om de slijterijen in den bebouwd omtrek goed te verdeelen, zou niets verhinderen dat enkele kunnen verplaatst worden. Eindelijk ducht men ten onrechte begunstiging bij het toestaan van vergunning tot slijterij. Het stelsel werkt goed in Nederland, en ook in ons land hangen de nijveraars reeds af van onze Bestendige Deputatiën voor het toelaten van hinderlijke en ongezonde gestichten. Welnu, tot hiertoe klaagt niemand daarover, en men begrijpt niet waarom het vergunnen van eeneverslijterijen meer opspraak zou verwekken.

Ten slotte, verwierp uwe Commissie die wijze van *rechtstreeksche* beperking van het getal herbergen. Volgens haar bestaat er geen ander middel om het getal slijterijen te beperken dan het onrechtstreeksch stelsel van belastingsmaatregelen.

Evenals het duurdermaken van alcohol werktuigelijk het verbruik beperkt, zooals uit de ondervinding blijkt, eveneens moeten de kosten tot inrichting eener herberg het vermenigvuldigen daarvan en zelfs, ten slotte, het bestaande getal beperken. Reeds werd die uitslag verworven voor de allerkleinste herbergen door het vergunningsrecht, dat, volgens de schilderachtige uitdrukking van een lid, welk nochtans tegen het recht is, ten minste de « kroeg » deed verdwijnen. Waar een hoog vergunningsrecht bestaat, werkt het op afschaffende wijze. Volgens inlichtingen, door den heer Minister van Financiën verstrekt, waren er, den 31^{en} December 1889, 4,039 slijterijen, dat is 4 voor 43 ingezetenen. In 1901 telt men 5,866 slijterijen, of 4 voor 56 ingezetenen.

Dus is er veel te verwachten van een hoog recht op het openen van elke nieuwe herberg.

Dergelijk recht zou, wat iedereen bekend, doeltreffend zijn en de openbare meening niet in opstand brengen. Verworven toestanden hebben niets te duchten. Zij zouden ontzien worden, en zelfs in zekere mate gevrijwaard tegen mededinging. De vrijheid zou evenmin worden aangetast als in Engeland, het klassieke land der vrijheid, waar talrijke vergunningen bestaan. Met zeven stemmen tegen ééne vereenigde uwe Commissie zich met de artikelen van het ontwerp van wet betreffende het openingsrecht.

Ook het bedrag daarvan werd goedgekeurd. Sommige leden vonden het zelfs te gering, in vergelijking met hetzelfde recht, daarop geheven in het Groothertogdom Luxemburg, bij de wet van 2 Maart 1888, waarvan de tekst voorkomt in de bijlagen.

* * *

De openingsbelasting is niet het eenig onrechtstreeksch middel om het getal slijterijen te verminderen. Een stelsel, ingegeven door bezorgdheid om de openbare zeden en gezondheid, ware sommige stoffelijke voorwaarden voor de herbergen te eischen, als daar zijn voldoende ruimte en lucht in de tot het bedrijf dienende vertrekken, eene afgezonderde plaats voor het gezin van den slijter, de ligging der herberg, enz. Ook mag men van den slijter zedelijke waarborgen eischen.

Enkele gemeenten gingen reeds moedig vooruit op die baan en verwierven aanmoedigende uitslagen. Dank zij die gemeentelijke verordening, welke wij onder de bijlagen afkondigen, werden te Brugge, sedert Augustus 1902 tot einde Januari 1904, op acht en vijftig aanvragen tot het openen van drank-slijterijen, dertig van de hand gewezen. En de acht en twintig andere vragen werden slechts ingewilligd op voorwaarde dat het huis veranderd zou worden overeenkomstig het reglement.

Ongelukkig bieden, het hoeft gezegd te worden, niet alle gemeenten zoo moedig het hoofd aan kiesbelang en, moet men geloof hechten aan de nieuwsbladen, werd op eene vergadering van burgemeesters van groote gemeenten, bijeengeroepen om te handelen over de verordeningen betreffende de herbergen, beslist dat de oplossing der zaak aan de Regeering zou worden overgelaten.

Eenparig achtte uwe Commissie wenschelijk, de voorschriften van sommige gemeenten, die doeltreffend bleken, algemeen te maken. Zoo doende, zouden de gemeenteoverheden beter gewapend worden, want stellig zijn de Wetgeving en de Regeering beter in staat dan de gemeenten om het hoofd te bieden aan de gevolgen, op verkiezingsgebied, van de maatregelen, te nemen tegen de jeneververplaat.

Zijnerzijds toonde de achtbare Minister van Financiën en Openbare Werken geneigd te zijn, zich in dat opzicht aan te sluiten bij de denkbeelden der Commissie.

Men zou aan de Regeering het recht kunnen geven om de regeling, de uitgestrektheid, den inhoud aan lucht en den toestand der lokalen voor het slijten van dranken, alsmede voor de woon van den slijter en van zijn gezin te bepalen.

Verkiest de Kamer in de wet de natuurlijke voorwaarden op te nemen, welke dienen te worden voorgeschreven voor de lokalen der drankslijterijen, dan stelt de Commissie als grondslag tot beraadslaging, onderstaanden tekst voor, die in haar ontwerp voorkomt :

ART. 5.

« Het is verboden nieuwe slijterijen van geestrijke of gegiste dranken in om 't even welk oud of nieuw gebouw te openen, indien het lokaal, waar de toog staat en waar de dranken worden gesleten, niet eene oppervlakte van ten minste 25 vierkante meter en een ruimte-inhoud van ten minste $\times$ meter heeft.

» Daarenboven moet er gelijkvloers of in de kelderverdiepingen van het gebouw eene kamer bestaan, uitsluitend voor het huiselijk gebruik van den slijter en van zijn gezin en hebbende ten minste twaalf vierkante meter oppervlakte.

» In de lokalen moet er eene binnenplaats zijn, hebbende ten minste het vijfde gedeelte van de bebouwde oppervlakte.

» De slijterij moet aan den openbaren weg gelegen zijn. »

* * *

Een laatste maatregel, die kan bijdragen om de herbergen zedelijker en zeldzamer te maken, zou zijn waarborgen van zedelijkheid te eischen bij den slijter. Daarvan uitgaande, stelt uwe Commissie u voor, artikel 6 van het wetsontwerp aan te nemen met de bekrachtigingen naar luid van artikel 6.

Sommige leden vroegen om dit stelsel van waarborgen aan te vullen, door het vermeerderen van de gevallen van onwaardigheid. (Zie bijlage.)

Ontwerp der Commissie.

Ingevolge den uitslag harer beraadslagingen, maakte uwe Commissie het ontwerp op, dat aan dit verslag is toegevoegd.

ONTWERP DER COMMISSIE

I. — Fonds communal.

ARTICLE PREMIER.

Sont attribués au fonds communal créé par la loi du 18 juillet 1860, modifiée par les articles 16 à 18 de celle du 30 décembre 1896 :

1^o Le produit du droit de licence imposé aux débitants de boissons ;

2^o Le produit de la taxe d'ouverture sur les nouveaux débits de boissons ;

3^o Le produit des droits d'entrée sur le bétail et sur les viandes.

II. — Taxe d'ouverture sur les nouveaux débits de boissons spiritueuses ou fermentées.

ART. 2.

§ 1^{er}. Une taxe égale au triple du revenu cadastral afférent aux locaux affectés au débit est due par le propriétaire de l'immeuble, l'usufruitier ou l'emphytéote, pour l'ouverture de tout nouveau débit en détail de boissons spiritueuses ou fermentées établi à partir du 1^{er} avril 1906.

Si les locaux affectés au débit ne forment pas une parcelle cadastrale distincte, leur revenu cadastral sera déterminé comme en matière de contribution foncière.

La taxe ne peut être inférieure au quintuple du droit de licence exigible du débitant.

§ 2. Une taxe égale au droit de licence, tenant lieu de la taxe d'ouverture, est due par l'exploitant de tout débit ambulant établi à partir du 1^{er} avril 1906 ; chaque nouvel exploitant est redevable de la taxe.

I. — Gemeentefonds.

EERSTE ARTIKEL.

Aan het gemeentefonds, ingesteld bij de wet van 18 Juli 1860, gewijzigd door de artikelen 16 tot 18 der wet van 30 December 1896, worden toegekend :

1^o De opbrengst van het aan de drankslijters opgelegd vergunningsrecht ;

2^o De opbrengst van de openingsbelasting op de nieuwe drankslijterijen ;

3^o De opbrengst van de inkomende rechten op vee en vleesch.

II. — Openingsbelasting op de nieuwe slijterijen van geestrijke of gegiste dranken.

ART. 2.

§ 1. Voor het openen van elke nieuwe slijterij van geestrijke of gegiste dranken, opgericht van af 1 April 1906, is door den eigenaar van het goed, den vruchtgebruiker of den erfpachter eene belasting verschuldigd gelijkstaande met het driedubbel van het kadastraal inkomen bepaald voor de lokalen tot de slijterij bestemd.

Maken de lokalen, voor de slijterij bestemd, niet een afzonderlijk gekadastrceerd perceel uit, dan wordt hun kadastraal inkomen vastgesteld zooals in zake van grondbelasting.

De belasting mag niet minder bedragen dan het vijfvoud van het vergunningsrecht dat kan worden geëischt van den slijter.

§ 2. Door den houder van elke rondreizende slijterij, opgericht van af 1 April 1906, is verschuldigd eene belasting gelijkstaande met het vergunningsrecht, geldende als openingsbelasting; de belasting moet worden betaald door elken nieuwen houder.

§ 3. Est considéré comme nouveau débit tout débit rétabli après avoir été fermé du 1^{er} janvier au 31 décembre d'une année.

ART. 3.

§ 1^{er}. Le propriétaire, l'usufruitier ou l'emphytéote est tenu de faire, au bureau des contributions directes du ressort, un mois au moins avant l'ouverture du débit, une déclaration d'ouverture dans la forme déterminée par le Gouvernement.

§ 2. La déclaration énonce notamment le revenu cadastral de l'immeuble et, le cas échéant, le revenu cadastral des locaux affectés au débit. Elle est appuyée d'un croquis coté des locaux, dressé à l'échelle de 5 millimètres par mètre et certifié par un géomètre ou un architecte.

Toutefois la production du croquis n'est pas exigée si le triple du revenu de l'immeuble est inférieur au quintuple du droit de licence.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, la déclaration, pour les débits ambulants, est faite par l'exploitant.

§ 4. La taxe est payée en une fois et d'avance.

III. — Recours.

ART. 4.

Les réclamations du chef de surtaxe sont, à peine de déchéance, adressées au directeur provincial des contributions directes dans les trois mois du paiement de la taxe d'ouverture.

IV. — Conditions d'hygiène et de moralité.

ART. 5.

Il est interdit d'ouvrir de nouveaux débits de boissons spiritueuses ou fermentées dans

§ 3. Als nieuwe slijterij wordt beschouwd elke slijterij die wordt heropend na gesloten te zijn geweest van 1 Januari tot 31 December van een jaar.

ART. 3.

§ 1. De eigenaar, de vruchtgebruiker of de erfpachter, moet, minstens ééne maand vóór het openen der slijterij, ten kantore van de rechtstreeksche belastingen van het gebied eene aangifte van opening doen, op de wijze door de Regeering vastgesteld.

§ 2. De aangifte vermeldt namelijk het kadastraal inkomen van het onroerend goed en, bij voorkomend geval, het kadastraal inkomen van de voor de slijterij bestemde lokalen. Daarbij wordt gevoegd eene gequoteerde schets der lokalen, vervaardigd op eene schaal van 5 millimeter per meter en bewaarheid door een landmeter of een bouwmeester.

Het overleggen der schets wordt echter niet vereischt, indien het driedubbel van het inkomen van het goed beneden het vijfvoud van het vergunningsrecht blijft.

§ 3. In afwijking van § 1, wordt, voor de rondreizende slijterijen, de aangifte gedaan door hem die ze houdt.

§ 4. De belasting wordt in eens en vooruit betaald.

III. — Bezwaarschriften.

ART. 4.

De bezwaarschriften wegens te hooge schatting worden, op straffe van nietigheid, gericht tot den provincialen bestuurder der rechtstreeksche belastingen binnen drie maanden na de betaling der openingsbelasting.

VI. — Vereischten van gezondheid en zedelijkheid.

ART. 5.

Het is verboden nieuwe slijterijen van geestrijke of gegiste dranken in om 't even

n'importe quel bâtiment ancien ou nouveau si le local où se trouve le comptoir et où se débitent les boissons n'a pas une superficie d'au moins 23 mètres carrés et un cube d'au moins $\times$ mètres.

En outre, il y aura au rez-de-chaussée ou dans les sous-sols du bâtiment une chambre exclusivement destinée aux usages domestiques du débitant et de sa famille et mesurant douze mètres carrés de superficie au moins.

Les locaux comprendront une cour ayant au moins la cinquième partie de la surface bâtie.

Le débit sera situé sur la voie publique.

ART. 6.

Ne peuvent débiter en détail des boissons spiritueuses ou fermentées, soit personnellement, soit par personne interposée :

1^o Ceux qui n'ont pas acquitté la totalité de leurs impositions inscrites aux rôles des contributions directes de l'année précédente. Cette déchéance est levée à partir de la date du paiement de ces impositions;

2^o Ceux qui ont été condamnés à une peine criminelle;

3^o Ceux qui ont subi une condamnation en vertu des articles 368 à 391 du Code pénal.

Les dispositions du 2^o du présent article ne sont pas applicables aux débitants établis avant la mise en vigueur de la présente loi, à raison des condamnations qu'ils auraient encourues antérieurement.

Ces dispositions du n^o 3^o ne sont pas applicables :

a) aux débitants établis antérieurement au 17 juillet 1889, à raison des condamnations qu'il auraient encourues avant la mise en vigueur de la présente loi;

b) aux débitants de boissons fermentées établis avant la mise en vigueur de la présente loi, à raison des condamnations qu'ils auraient encourues antérieurement.

welk oud of nieuw gebouw te openen, indien het lokaal waar de toog staat en waar de dranken worden gesleten niet eene oppervlakte van ten minste 23 vierkante meter en een ruimte-inhoud van ten minste $\times$ meter heeft.

Daarenboven moet er gelijkvloers of in de kelderverdiepingen van het gebouw eene kamer bestaan, uitsluitend voor het huiselijk gebruik van den slijter en van zijn gezin en hebbende ten minste twaalf vierkante meter oppervlakte.

In de lokalen moet er eene binnenplaats zijn, hebbende ten minste het vijfde gedeelte van de bebouwde oppervlakte.

De slijterij moet aan den openbaren weg gelegen zijn.

ART. 6.

Mogen niet, hetzij zelf, hetzij door middel van een derden persoon, geestrijke of gegiste dranken slijten :

1^o Zij, die hunne belastingen, ingeschreven op de rol der rechtstreeksche belastingen van het vorig jaar, niet geheel hebben afbetaald. Dit verbod houdt op te rekenen van den dag waarop deze belastingen betaald zijn;

2^o Zij, die werden veroordeeld tot lijfstraf;

3^o Zij, die werden gestraft uit kracht van de artikelen 368 tot 391 van het Strafwetboek.

De bepalingen vervat in n^o 2 van dit artikel zijn niet van toepassing op de slijters die zich vestigden vóór het in werking treden van deze wet, wegens vroeger tegen hen uitgesproken veroordeelingen.

De bepalingen vervat in n^o 3 zijn niet van toepassing op :

a) de slijters die zich vestigden vóór 17 Juli 1889, wegens veroordeelingen tegen hen uitgesproken vóór het in werking treden van deze wet;

b) op slijters van gegiste dranken, die zich vestigden vóór het in werking treden van deze wet, wegens vroeger tegen hen uitgesproken veroordeelingen.

V. — Pénalités.

ART. 7.

§ 1^{er}. Est puni d'une amende égale au triple du droit de licence exigible, indépendamment du paiement de ce droit, toute infraction à l'article 6 commise par une personne se trouvant dans le cas du n^o 1^o de cet article.

§ 2. Dans le cas prévu au § 1^{er} ci-dessus, le matériel et le mobilier servant au débit, ainsi que les boissons spiritueuses existant dans l'établissement et ses dépendances, sont saisis et confisqués, même s'ils ne sont pas la propriété du contrevenant.

§ 3. Toute infraction à l'article 5 est punie d'une amende égale au double de la taxe exigible, indépendamment du paiement de cette taxe.

§ 4. Est punie d'une amende de 300 francs à 1,000 francs toute infraction à l'article 6 commise par une personne se trouvant dans l'un des cas prévus aux n^{os} 2^o et 3^o de cet article.

En outre, le mobilier et le matériel servant au débit, ainsi que les boissons spiritueuses trouvées chez le contrevenant, sont saisis et confisqués, même s'ils ne sont pas sa propriété.

Il est interdit au contrevenant de tenir désormais aucun débit de boissons.

§ 5. A défaut de paiement des pénalités encourues, l'amende est remplacée par un emprisonnement d'un mois à trois mois.

§ 6. Le Ministre détermine la manière dont il est disposé des choses confisquées.

Si la saisie est reconnue illégale, le mobilier, le matériel et les boissons sont restitués; à défaut de restitution, la valeur des objets, augmentée d'un tiers, est remboursée à l'intéressé.

§ 7. Les dispositions de la loi du 31 mai 1888 relatives à la condamnation conditionnelle ne sont pas applicables en matière de droit de licence et de taxe d'ouverture.

V. — Strafbepalingen.

ART. 7.

§ 1. Elke overtreding van artikel 6, begaan door een persoon die zich bevindt in het geval voorzien bij n^o 1 van dit artikel, wordt gestraft met eene boete gelijkstaande met het driedubbel van het eischbaar vergunningsrecht, boven en behalve de betaling van dat recht.

§ 2. In het geval voorzien bij bovenstaand lid 1, worden het materieel en het mobilair, voor het slijten dienende, alsmede de geestrijke dranken, die in de inrichting en hare bijhoorigheden voorhanden zijn, in beslag genomen en verbeurdverklaard, zelfs indien zij den overtreder niet toebehooren.

§ 3. Elke overtreding van artikel 5 wordt gestraft met eene boete gelijkstaande met het dubbel van de eischbare belasting, boven en behalve de betaling van deze belasting.

§ 4. Elke overtreding van artikel 6, begaan door een persoon die zich bevindt in een der gevallen voorzien bij de n^{os} 2 en 3 van dit artikel, wordt gestraft met eene boete van 300 tot 1,000 frank.

Daarenboven worden het mobilair en het materieel voor het slijten dienende, alsmede de sterke dranken bij den overtreder gevonden, in beslag genomen en verbeurdverklaard, zelfs indien zij hem niet toebehooren.

Het is den overtreder verboden voortaan enige drankslijterij te houden.

§ 5. Blijft men in gebreke de opgelegde geldstraffen te voldoen, dan wordt de boete vervangen door eene gevangenisstraf van één tot drie maanden.

§ 6. De Minister bepaalt hoe wordt beschikt over de in beslag genomen voorwerpen.

Wordt de inbeslagneming niet wettelijk bevonden, dan worden het mobilair, het materieel en de dranken teruggegeven; bij gebrek aan teruggave, wordt de waarde der voorwerpen, verhoogd met een derde, aan den belanghebbende terugbetaald.

§ 7. De bepalingen der wet van 31 Mei 1888 betreffende de voorwaardelijke veroordeeling zijn niet van toepassing in zake van vergunningsrecht en van openingsbelasting.

VI. — Dispositions transitoires. — Mise en vigueur de la loi.**ART. 8.**

§ 1. La déclaration d'ouverture prescrite par l'article 3 sera faite avant le 31 juillet 1906 pour les débits établis à partir du 1^{er} avril précédent.

§ 2. Les contraventions à la disposition du paragraphe 1^{er} du présent article seront punies des peines édictées par l'article 7, § 3.

ART. 9.

L'article 1^{er} de la présente loi est rendu applicable à partir du 1^{er} janvier 1906. Les autres dispositions entreront en vigueur le 1^{er} juillet 1906.

VI. — Overgangsbepalingen. — In werking treden der wet.**ART. 8.**

§ 1. De bij artikel 3 voorgeschreven aangifte van opening wordt gedaan vóór 31 Juli 1906 wat betreft de slijterijen geopend te rekenen van den vorigen 1^{sten} April.

§ 2. De overtredingen van de bepaling vervat in het 1^{ste} lid van dit artikel worden gestraft met de straffen waarvan sprake is in artikel 7, § 3.

ART. 9.

Artikel 1 van deze wet wordt van toepassing gemaakt met 1 Januari 1906. De overige bepalingen treden in werking op 1 Juli 1906.

BIJLAGE N^o 1.

VERSLAG VAN DEN HEER TACK, 11 APRIL 1900.

MIJNE HEEREN,

Het eerste voorstel werd ten bureele der Kamer overgelegd ter zitting van 18 December 1894, door de heeren Lorand, Heuse, Magnette, Hambursin, Bouchez en Palante; het was enkel de herhaling van een voorstel, ter zitting van 22 November 1892 overgelegd door de heeren Lambiotte, Féron, Hanrez, Bergé en Carpentier en dat verviel ten gevolge van de ontbinding der Kamer.

De toelichting van dat voorstel door dezcs onderteekenaars, alsmede de inlichtingen door de Regeering verstrekt over de wetten in den vreemde, zijn verschenen als bijlagen achteraan het wetsvoorstel der heeren Lorand en medeleden, die zich volkomen aansluiten bij de Toelichting door de heeren Lambiotte en medeleden. Dat eerste wetsvoorstel strekt tot intrekking van het vergunningsrecht, alsmede vrijstelling van belasting voor ingevoerde alcoholsoorten en voor die bestemd tot nijverheidsgebruik.

Het tweede voorstel werd ten bureele der Kamer overgelegd door den heer Moyart; het dagteekent van 19 April 1898 en heeft ten doel « het vergunningsrecht af te schaffen, dat door de wet van 19 Augustus 1889 op » zekere dranksluiterijen in gemeenten met 40,000 inwoners was gelegd ».

Het derde voorstel, ten bureele der Kamer overgelegd op 18 Juli 1899, gaat uit van den heer Maenhaut en luidt als volgt :

« ARTIKEL ÉÉN. — Artikel 4 der wet van 19 Augustus 1889 is vervangen » door een nieuw artikel 4, luidende :

» Onverminderd de thans bestaande belastingen, zal al wie, te rekenen » van 1 Januari 1900, eene sluiterij in het klein open, hetzij van sterke » dranken, hetzij van andere dranken, onderworpen zijn aan het hierna » vermeld vergunningsrecht; dit recht moet door den sluiter ieder jaar en op » voorhand betaald worden naar de aangifte door hem ten kantore van de » belastingen der omschrijving gedaan.

» De vergunning kan niet verleend worden aan hem die, bij toepassing » van de artikelen 368 en 391 van het Strafwetboek, werd veroordeeld.

» Art. 2. — Artikel 3 van dezelfde wet is aldus gewijzigd :

» Het bedrag van het vergunningsrecht is als volgt vastgesteld :

» In gemeenten van 60,000 inwoners en meer.	fr.	100	»
» — 30,000 tot en beneden de 60,000 inwoners .		75	»
» — 15,000 — 30,000 —		50	»
» — 5,000 — 15,000 —		40	»
» — beneden de 5,000 inwoners		30	»

Over die drie voorstellen wordt dit verslag uitgebracht.

Bij schrijven van 22 Januari en van 9 Maart 1895, verzocht de Middenafdeeling den heer Minister van Financiën haar eene reeks inlichtingen te bezorgen over het getal bierslijterijen en slijterijen van sterke dranken in het land, gedurende het tienjarig tijdvak 1885-1894, het getal slijterijen die veranderingen ondergingen, het getal slijterijen die het vergunningsrecht betaalden, het getal slijterijen op welke het kon geheven worden, alsmede dit dergene die er van ontslagen waren, over de hoeveelheid alcohol in België voortgebracht, de hoeveelheid verbruikt voor nijverheidsbehoefden, de hoeveelheid verbruikt als drank, en over de maatregelen, genomen tot het bestrijden van het alcoholisme.

Naderhand, bij schrijven van 15 Februari 1900, vroeg de Middenafdeeling den heer Minister van Financiën die statistiek te willen aanvullen voor het vijfjarig tijdvak 1895-1899, inbegrepen.

De vragen, dienaangaande gesteld door de Middenafdeeling, alsook de antwoorden van den heer Minister van Financiën komen voor in de bijlagen van het Verslag onder n^o 1.

Het antwoord van den Minister van Financiën op het schrijven der Middenafdeeling van 15 Februari 1900 was ons nog niet toegekomen bij het opmaken van dit verslag.

Zelfs vóór het wetsvoorstel, op 12 November 1892 ingediend door de heeren Lambiotte en medeondertekenaars, werd het vraagstuk betreffende de intrekking van het vergunningsrecht en de wijzigingen welke dienden toegebracht te worden in de wet van 19 Augustus 1899, reeds geopperd in den schoot van verscheidene Middenafdeelingen; 't is te zeggen dat het vergunningsrecht ternauwernood was ingevoerd, of het gaf reeds aanleiding tot levendige klachten, die in de Kamer vertolkt werden, en het *delenda Carthago* verwierf onmiddellijk een aantal overtuigde voorstanders.

Beraadslaging in de Afdeelingen.

(Wetsvoorstel n^o 58, zittingsjaar 1894-1895.)

In de afdeelingen ontstond verschil van meening over 't volgende :

Moet men doodeenvoudig het vergunningsrecht afschaffen en andere middelen aanwenden om het alcoholisme te bestrijden, moet men het vergunningsrecht staande houden mits men de gebreken der wet van 19 Augustus 1889 verbetert?

Er dient opgemerkt te worden, dat de Afdeelingen zich enkel moesten bezig houden met het wetsvoorstel n^o 58, houdende afschaffing van het vergunnings-

recht, en niet met de wetsvoorstellen Moyart en Maenhaut, welke rechtstreeks verzonden werden naar de Middenafdeeling, aangesteld als bijzondere commissie, nadat de afdeelingen hare werkzaamheden hadden geëindigd in de maand Januari 1895.

In verscheidene afdeelingen beweren leden dat het vergunningsrecht goede uitslagen opleverde en zijn doel heeft bereikt, zoo niet volkomen dan toch gedeeltelijk; zij steunen hierop, dat het getal slijterijen van sterke dranken zou verminderd zijn, dat men geen jeneverkroegen meer ziet openen voor één kermisdag; zij voegen er bij dat het verbruik van bier is toegenomen; dat, zoo er meer alcohol werd voortgebracht, wat misschien betwistbaar is, men daaruit geene gevolgtrekking kan afleiden, vermits veel alcohol verbruikt wordt voor nijverheidsbehoeften; dat het overigens voorbarig zou wezen aan de afschaffing van het vergunningsrecht te denken, daar de wet eerst te onlangs in voege is getreden opdat aan hare verwerping zou kunnen gedacht worden.

Het vergunningsrecht afschaffen, ware, naar zij denken, eene aanmoediging voor het alcoholisme.

Zij hebben, ten andere, de overtuiging dat het verbeteren van de wet voldoende zal wezen om ze doeltreffend te maken.

Sommige onder hen zouden het voorrecht, verleend aan de vroegere herbergiers, willen zien verdwijnen.

Volgens hen, is dat voorrecht het hoofdzakelijk verwijt tegen de wet; het is inderdaad een onrecht, zeggen zij; hoe is het aan te nemen dat men voor eeuwig sommige drank-slijterijen treft met een overzwaar recht, waarvan andere zijn vrijgesteld? Men dient terug gelijkheid voor allen tegenover de wet in te voeren en een grondslag te zoeken om het recht te verhoogen in verhouding tot de belangrijkheid der slijterij en der plaats waar ze gelegen is.

De wet moet, in elk geval, volgens hen, grondig worden gewijzigd; het ware ook goed de *nieuwe slijterijen*, die in 't vervolg zouden tot stand komen, met eene hooge belasting te treffen, behoudens die uitzonderlijke belasting te verlagen tot het bedrag, door de algemeenheid betaald, na zeker getal jaren, en achtereenvolgende verlagingen toe te staan.

Andere leden, insgelijks voorstanders van het vergunningsrecht, drukten de meening uit, dat men de vermindering van het getal slijterijen van sterke dranken zou moeten betrachten en dat men dien uitslag zou bekomen door de belasting toe te passen op alle bierslijterijen; men zou tevens den verkoop met verbruik ter plaatse verbieden kunnen in magazijnen en winkels waar handel gedreven wordt in sterke dranken.

In tegenovergestelden zin, beweren de tegenstanders van het vergunningsrecht, dat de wet van 19 Augustus 1889 geen enkel der gevolgen opleverde welke men er van had verwacht; dat het alcoholverbruik, verre van verminderd te zijn, is toegenomen in het tijdvak 1889-1894: dat er een aantal bedekte slijterijen tot stand kwamen, waar men vervalschte, doorslechte sterke dranken verkoopt; dat het misbruik, hetwelk men wilde bestrijden, dus is verergerd; dat het verbruik van onzuivere alcohol nog is toegenomen, ten gevolge van het verschil van toestand waarin men de nieuwe herbergiers geplaatst heeft, die, verplicht tot het betalen van het recht, zich gedwongen

bevinden, ten einde het te kunnen volhouden tegen hen die er van vrijgesteld zijn, drank te verkoopen van mindere hoedanigheid en uit zijnen aard nadeelig voor de gezondheid; dat het met de billijkheid strijdt, dezelfde belasting te doen betalen door de minderen zoowel als door de grooten; dat de belasting evenredig dient te zijn.

Men doet ook nog opmerken, dat, zoo er veel overtredingen worden vastgesteld, toch weinig boeten zijn geïnd.

In de 1^e afdeeling, doet een lid, naar aanleiding van artikel 3, opmerken dat men geene vrijstelling van het accijnsrecht mag verleenen voor het vervaardigen van alcohol-azijn, zonder tevens dezelfde vrijstelling toe te staan voor het vervaardigen van de andere azijnsoorten.

Die meening deelende, verklaren leden zich bij de stemming te onthouden, omdat zij eenerzijds de vrijstelling van artikel 3 zouden willen doen aannemen en dat zij anderzijds willen dat de vrijstelling toegepast worde voor elke fabricatie van azijn, namelijk voor de fabricatie van bierazijn.

De 1^e afdeeling heeft artikel 3 goedgekeurd met vijf stemmen en vijf onthoudingen.

In de 4^e afdeeling wordt de vraag in stemmen gelegd of de alcoholbelasting moet geïnd worden naar de opbrengst. Dat punt wordt eenparig bevestigend opgelost.

In de 1^e afdeeling wordt artikel 1, houdende afschaffing van het vergunningsrecht, verworpen met vijf stemmen tegen drie en twee onthoudingen.

In de 2^e afdeeling wordt artikel 1 verworpen met zes stemmen tegen drie en twee onthoudingen.

In de 3^e afdeeling wordt artikel 1 verworpen met negen stemmen tegen één en drie onthoudingen.

In de 4^e afdeeling wordt artikel 1 verworpen met zes stemmen tegen zes.

Het verslag der 5^e afdeeling vermeldt geene stemming over artikel 1, maar de wet wordt in haar geheel door die afdeeling verworpen met zeven stemmen tegen drie en één onthouding.

Voor de 6^e afdeeling, werd evenmin gestemd over artikel 1 en de wet verworpen met zes stemmen tegen vier en één onthouding.

Kortom, in de vier eerste afdeelingen wordt artikel 1 verworpen met zes en twintig stemmen tegen dertien en zeven onthoudingen.

De twee andere afdeelingen doen geene uitspraak over artikel 1. Het wetsvoorstel wordt in zijn geheel verworpen door al de afdeelingen.

Ziehier de verdeling der stemmen :

1 ^e afdeeling.	. . .	6	tegen,	3	voor,	2	onthoudingen.
2 ^e	— . . .	4	—	2	—	5	—
3 ^e	— . . .	9	—	0	—	3	—
4 ^e	— . . .	6	—	6	—	0	—
5 ^e	— . . .	7	—	3	—	1	—
6 ^e	— . . .	6	—	7	—	4	—

TOTALEN. . . 38 tegen, 16 voor, 15 onthoudingen.

Al de afdeelingen schijnen te hebben bevonden dat, zoo de bestaande wet niet moet ingetrokken worden, er ten minste ernstige wijzigingen dienen in toegebracht te worden.

Beraadslaging in de Middenafdeeling.

De Middenafdeeling hield niet minder dan vijftien vergaderingen. Hare eerste beraadslaging greep plaats op 18 Januari 1895 en hare laatste op 11 April 1900. Hare werkzaamheden werden eerst onderbroken rond half December 1895; vervolgens hernomen in Januari 1897; andermaal geschorst op einde Maart 1897 om te herbeginnen op 23 Januari 1900 en te besluiten met eene stemming in die zitting.

Ten gevolge van die onderbrekingen, gingen de beraadslagingen der Middenafdeeling mogelijk wat mank aan samenhang, te meer daar twee nieuwe wetsvoorstellen bij het eerste kwamen en de vervarring heel wat hebben verergerd; aarzeling en onzekerheid rezen bij velen op, in die zaak welke de meest uiteenlopende belangen op het spel zet, zoowel op zedelijk gebied als met het oog of den fiscus, op de staathuishoudkunde en de volksgezondheid.

Die aarzelingen zullen natuurlijk schijnen aan al wie wel in acht wil nemen hoe kiesch, netelig en ingewikkeld het op te lossen vraagstuk is.

Volgens de voorstanders van de ene der meeningen, heeft de bestaande wet zekere nuttige uitwerkselen gehad en het alcoholverbruik op min of meer gevoelige wijze doen verminderen; volgens hen, is de wet van 19 Augustus 1889 vatbaar voor verbeteringen; tot die gedachtenorde behooren de voorstellen n^o 140 en 232, ingediend door de heeren Moyart en Maenhaut. Ze zijn vooraan in dit verslag onderzocht.

De tweede meening betwijfelt de uitslagen, bekomen door het invoeren van het vergunningsrecht, wat betreft de zoogezegde vermindering van het alcoholverbruik; zij acht dat in elk geval het vergunningsrecht onvoldoende is om het alcoholisme te bestrijden; zij meent dat het eenige middel om de plaag in te toomen, besloten ligt in vermindering van voortbrenging, welke kan bekomen worden, volgens de eenen door de belasting te verhoogen, wat noodzakelijk de prijzen zou doen stijgen, en volgens de anderen, door het monopolie van het vervaardigen of van het zuiveren.

Het wetsvoorstel n^o 38, uitgaande van den heer Lorand en dezes mede-onderteekenaars, verdedigt die eenige zienswijze.

Wij meenen het nuttig hier te doen opmerken dat het de wet is van 17 Juni 1896 die den aanslag op de inhoudsmaat der gistingskuip vervangt door den meer redematigen en billijken aanslag op de voortgebrachte hoeveelheid en die tevens het bedrag der belasting verhoogde van 0.64 % per liter alcohol aan 50° Gay-Lussac tot 1 frank.

Vooraleer de beschouwingen te ontleden, die in den schoot der Middenafdeeling werden in 't midden gebracht, dienen een paar woorden gezegd te worden over de statistieken, door de Regeering ingediend, en welke dikwijls worden ingeroepen van beide zijden in de afdeelingen zoowel als in de Middenafdeeling.

De beraadslaging in de afdeelingen betrof enkel het tijdvak 1889 tot 1894 inbegrepen; die in de Middenafdeeling betreft daarenboven het tijdvak 1894 tot en met 1899. Gedurende dit laatste tijdvak, hebben de meeningen zekeren weg afgelegd, de ondervinding heeft gesproken en de openbare meening trad vooruit, zoodat de Middenafdeeling, in stede van zich te verklaren

voor de handhaving van het vergunningsrecht, zooals de afdeelingen het deden, zich aansloot bij de tegenovergestelde meening, 't is te zeggen bij de afschaffing.

Dezelfde beweegredenen als die welke vroeger werden ingeroepen in de afdeelingen, werden sedert in de Middenafdeeling vooruitgezet naast eenige nieuwe beschouwingen, steunende op de sedert 1895 gebleken feiten.

Uw Verslaggever heeft verder de besprekingen der Middenafdeeling samen gevat; hij trachtte er zekere orde in te brengen, door de redenen, aangevoerd door de voorstanders van 't behoud van 't vergunningsrecht, en die welke waren vooruitgezet door hen die de afschaffing vragen, afzonderlijk beknopt samen te vatten.

De drie wetsvoorstellen, bij de Middenafdeeling aanhangig, zijn maar de uitdrukking van de tweevoudige strooming: het voortbrengen van alcohol in België, den in- en uitvoer van sterke dranken; het drinken van alcohol en het verbruiken van alcohol door de nijverheid.

Wat het 1^o betreft, behoort het, indien men niet in den blinde wil tasten en alle misverstand vermijden, den tijd te verdeelen, welke verlopen is sedert het eerste jaar dat het vergunningsrecht werd toegepast, 't is te zeggen van 31 December 1889 tot 31 December 1899, in drie onderscheidene tijdvakken:

Het eerste begrijpt de vijf jaren 1890, 1891, 1892, 1893, 1894.

Het tweede betreft de drie jaren 1895, 1896, 1897.

Het derde geldt de jaren 1898 en 1899.

De reden dier verdeeling is, dat voor de vijf eerste jaren, de belasting geïnd werd naar de gistingsskuip, dus naar de vermoedelijke opbrengst, welke altijd beneden de wezenlijke opbrengst was, zonder dat het mogelijk zij nauwkeurig te bepalen op hoeveel het verschil tusschen het vermoeden en de wezenlijkheid neerkomt.

Langen tijd heeft men de meerdere opgebrachte hoeveelheid, die vrij van rechten was, geschat op 10 t. h. van de aangeslagen hoeveelheden; heden schat het bestuur die hoeveelheid in hare onlangs opgemaakte statistieken op 8 t. h.

Als men de hoeveelheid van 8 t. h. voegt bij de jongste statistieken, door de Regeering aan de Middenafdeeling medegedeeld bij schrijven van 9 April 1895, en hier bijgaande als bijlage n^o 1, en als men die aanvult met het oog op den in- en uitvoer en de hoeveelheid door de nijverheid verwerkt, dan brengt men die statistieken overeen met het stelsel dat de belasting naar de voortgebrachte hoeveelheid en de verhooging van het recht bevestigt. Zoo overigens ging ook het bestuur te werk voor de statistiek-tabel welke voorkomt in de *Annales parlementaires* der Kamer, zitting van 22 December 1899, bladzijde 214.

Die tabel, de bijlage n^o 2 uitmakende, is het meest volledige stuk dat wij bezitten en heeft de groote verdienste te steunen op officieele inlichtingen, beknopt te zijn en allen twijfel weg te nemen.

Ter zitting van 22 December 1899 deed de heer Minister van Financiën hare hoofdtrekken uitschijnen en toonde de strekking aan, welke, volgens hem, er in besloten lag, doch waarover niet allen het eens zijn.

Door de jaren 1895, 1896 en 1897 af te zonderen, heeft het Beheer van Financiën deze bedenking in acht genomen, dat zij een ongewoon tijdvak uitmaken, ten gevolge van de toepassing der wet van 17 Juni 1896, waarbij het bedrag en de aanslag van de belasting werden verhoogd of gewijzigd.

Dat deed de heer Minister van Financiën overigens met veel reden opmerken, ter Kamerzitting van 22 December 1899 (*Annales parlementaires*, bladz. 215), toen hij zegde :

« Van 1890 tot 1894, bleef het verbruik omstreeks 10 liters op enkele tienden na, namelijk : in 1890, 9¹/₆₆; in 1891, 10¹/₆₆; in 1892, 10¹/₄₁; in 1893, 10¹/₄₁; in 1894, 9¹/₉₃. Dan komt het tijdvak 1895-1896-1897, te midden van hetwelk de wet van 17 Juni 1896 wordt aangenomen. Dat tijdvak werd gestoord door het nake van die wet en door dezer eerste uitwerkselen. Ik neem dus het gemiddeld verbruik dier drie jaren, dat 9¹/₆₆ bedraagt. »

Om het jaarlijksch verbruik van jenever als drank nauwkeurig te beoordeelen, moet men ongetwijfeld de berekening maken per inwoner, volgens het cijfer der bevolking op een zelfden datum.

De tabel in de *Annales parlementaires* der zitting van 22 December laatstleden opgenomen, levert daartoe het middel; die tabel vermeldt immers voor elk jaar het cijfer der feitelijke bevolking op 31 December.

Bewuste tabel-statistiek betreft enkel het voortgebrachte, den in- en uitvoer en het verbruik; ze behelst geene opgave hoegenaamd over het getal jeneverslijterijen en bierslijterijen. Die inlichtingen zijn te vinden in de antwoorden, door den heer Minister van Financiën in 1895 en in 1900 aan de Middenafdeeling gezonden. (Zie in de bijlagen n^r 1.)

Zoo wij aandrongen op die cijfers der statistiek waarover wij beschikken, dan is 't omdat de van weerszijden aangevoerde beweegredenen voor 't meereendeel steunen op de feiten welke gebleken zijn sedert de toepassing van de wet op het slijten van sterke dranken, en die feiten dienden wij dan ook nauwkeurig te bepalen.

**§ 1. — Beschouwingen in de Middenafdeeling uiteengezet
door de voorstanders van het behouden van 't vergunningsrecht.**

De hoofdreden, ingeroepen door de voorstanders van 't behouden van 't vergunningsrecht, berust op de vermindering van het drinken van jenever sedert de toepassing dier wet, alsmede op de verandering van een zeker getal slijterijen van sterke dranken in bierslijterijen. Die vermindering blijkt uit de vergelijking tusschen het in 1890 en het in 1899 vastgestelde verbruik. Dat zijn, voegen zij er bij, nuttige, tastbare uitwerkselen, en er mag bevestigd worden dat zij ons, zooniet het beoogde doel doen bereiken, dan toch er nader bij brengen. Tot dat doel zal men geraken door de wet te verbeteren en aan te vullen.

Volgens de eenen, hoeft men daartoe het aan de vroegere herbergiers geschonken voorrecht te doen verdwijnen en de nieuwe herbergiers met eene zware belasting te treffen, mits deze laatste trapsgewijze te verminderen en na zekeren tijd, door achterceenvolgende verminderingen, tot het gewone

bedrag te brengen en aldus de tijdelijk bestaande ongelijkheid te doen verdwijnen.

Anderen denken dat men, alhoewel het vergunningsrecht handhavende, dient eene nieuwe indeeling te maken, beter in verband met de belangrijkheid der slijterij en met die der gemeente waar ze gevestigd is.

Zij doen opmerken, dat de huidige indeeling gebrekkig is, vooral daar in eene zelfde gemeente alle slijterijen, zoo kleine als groote, hoeveel jenever er ook verkocht worde, hoeveel de winst ook beloope of tot welken gegoeden stand de verbruiker ook behoore, het bedrag der betaalde belasting volstrekt hetzelfde is voor iedereen. Zoo komt het, dat in de steden met 60,000 inwoners, de nederigste herbergier, de meest onbeduidende kroeghouder dezelfde belasting van 200 frank betaalt als de beste koffiehuishouder en de rijke restauratiehouder. Onder den schijn van gelijkheid, is dat in den grond eene ongelijkheid die tegen de borst stoot. Rechtvaardigheid vergt dat de lasten in verband zijn met het vermogen van hen die ze dragen.

De belasting werd niet ingevoerd om de Schatkist geldmiddelen te bezorgen, maar wel als een maatregel van aard om paal en perk te stellen aan de misbruiken van de jeneverplaaag en om het gestadig toenemen van 't getal drankhuizen te beletten. Zoo men de indeeling verandert, om de belasting beter overeen te brengen met het geldelijk vermogen der schatplichtigen, dan kan dat in elk geval niet geschieden om 't bedrag der belasting te verminderen, wat in strijd ware met de inzichten van hen die het vergunningsrecht tot stand brachten, en dat zou de tot hiertoe verworven vruchten ten onnutte maken.

Naar aanleiding van het voorrecht der vroegere herbergiers, wordt aangeklaagd als onwettelijke handelwijze, waaraan onmiddellijk een einde dient gesteld te worden, het feit dat het beheer van vroegere belastingvrije drankhuizen wordt toevertrouwd aan zoogezegde zaakvoerders. Anderen oordeelen dat men de belasting algemeen dient te maken, en dus de drankslijterijen van allen aard te treffen, met inbegrip van de bierslijterijen die geene geestrijke dranken verkoopen.

Dat zou, antwoordde men daarop, voorzeker heel doelmatig zijn, met het oog op het getal drankhuizen; maar behoort men niet, liever dan het verbruik van bier door belastingen te belemmeren, het verbruik aan te moedigen van dien drank, welken men over 't algemeen beschouwt als den heilzamen en gezonden drank bij uitmuntendheid?

Sommigen raden aan, den verkoop met verbruik ter plaats te verbieden in magazijnen en winkels waar tevens een andere handel wordt gedreven.

Er zijn er ook die den verkoop van jenever enkel zouden dulden in de dichtbebouwde wijken. Nog anderen achten dat de plaatsen waar het publiek jenever drinkt, evenals die waar men sterken drank verkoopt, alleen en uitsluitend voor dien verkoop moeten dienen.

Deze laatsten opperen de vraag waarom men den verkoop van zekere eetwaren regelt, namelijk dien van paardenvleesch.

Die denkbeelden en andere dergelijke wilden de heeren Moyart en Maenhaut weergeven in de wetsvoorstellen, welke zij bij de Kamer hebben ingediend.

In dezelfde gedachtenorde moet gerangschikt worden het ontwerp

waarmede de heer Minister van Financiën zich bezighoudt en waarvan hij de Middenafdeeling heeft gesproken, zooals hij in Kamer en in Senaat verklaarde.

De heer de Smet de Naeyer repte daarover een woord in de Middenafdeeling, op 12 Maart 1897, toen hij sprak over de nitslagen, bekomen door de toepassing van het vergunningsrecht, en namelijk over 't verminderd verbruik van jenever, als drank, dat daarvan het gevolg was. Hij bewees dat de hoeveelheid voortgebrachte alcohol, die in 1895

ongeveer.	630,000	hectoliter
bedroeg, was in 1896 gedaald tot	538,000	—

Wat dus eene vermindering was van	92,000	hectoliter
---	--------	------------

De belastbare aangegeven inhoudsmaat welke in 1895	3,070,309	hectoliter
bedroeg, was in 1896 gedaald tot	2,646,390	—

Wat voor 1896 weerkomt op eene vermindering van	424,009	hectoliter
---	---------	------------

Waaruit de heer Minister een minder verbruik van 1 1/2 liter per inwoner afleidde.

De inlichtingen, door den heer Minister aan de Middenafdeeling verstrekt, waren bekrachtigd, zegde hij, door de adviezen der ambtenaren in beide Vlaanderen.

De heer Minister van Financiën herhaalde overigens later zijne verklaring met meer nadruk in de Kamer en in den Senaat. (Zie de *Annales parlementaires*, Kamer der Volksvertegenwoordigers, zitting van 22 December 1899, bladz. 214 en volgende; Senaat, zitting van 27 December 1899, bladz. 164.) Wil men kunnen oordeelen over het verschil in de Belgische voortbrenging, den in- en uitvoer, het verbruik van alcohol als drank en door de nijverheid, dit in verhouding tot de bevolking, dan zal men zeer nuttige bijzonderheden aantreffen in de tabel verschenen in de *Annales parlementaires* op bladzijde 214, zitting van 22 December 1899, en die hieraan is toegevoegd als bijlage II.

In zijne verklaringen ter Kamer, komt de heer Minister tot dit besluit, dat de gemiddelde hoeveelheid gedronken jenever per inwoner, welke voor de jaren 1895-1896-1897, 966 bedroeg, in 1898 is gedaald tot 8130 en, in 1899, tot 8131, en dat er mag worden gezegd dat die vermindering voor het tijdvak 1890-1899, 1 1/2 liter bedraagt.

Over het vergunningsrecht drukt de heer Minister van Financiën zijne zienswijze uit, zooals hij het reeds vroeger gedaan had ter Kamer en ter zitting van den Senaat op 27 December 1899, bladz. 164. Hij sprak als volgt :

« Is het anderzijds rechtvaardig, de bierslijters dezelfde belasting op te leggen als de slijters van sterke dranken. Moet bier namelijk niet worden beschouwd als het tegenvergift voor jenever?

» Men beweert dat het bedrog onmogelijk verhinderd kan worden; ik » voor mij, vraag mij af of daartoe geen middel zou te vinden zijn. Een » bepaald denkbeeld heb ik te dien aanzien nog niet, doch ik zou de

- » voorkeur geven aan een stelsel, volgens hetwelk als beginsel zou gelden
- » dat het vergunningsrecht verschuldigd is door alle drankslijters in
- » 't algemeen, mits mogelijkheid om daarvan ontslagen te zijn door het
- » onderteekenen van eene verbintenis om geenen alcohol hoegenaamd in
- » huis te houden, zelfs niet voor eigen verbruik, en mits zich te onder-
- » werpen aan bepaalde toezichtsmaatregelen, namelijk aan huiszoeking.
- » De Senaat weet dat nu reeds, in sommige streken ten minste, de goede
- » soorten inlandsch bier meer en meer de plaats van jenever innemen.
- » Waarom zou men die strekking willen stremmen en eene nieuwe belasting
- » opleggen aan slijters van gezonde dranken zoowel als aan slijters van
- » schadelijke dranken? »

§ 2. — Beschouwingen in de Middenafdeeling uiteengezet door de voorstanders van de afschaffing van het vergunningsrecht.

Vooraleer de beweegredenen te onderzoeken, die werden uiteengezet door de voorstanders van de afschaffing van het vergunningsrecht, is het raadzaam te herinneren dat de heer senator Lejeune, ter Senaatszitting op 21 December 1898, een wetsvoorstel indiende over het bewaken, het verkoopen en het slijten van sterke dranken, van dranken bereid met alcohol en van gegiste dranken met meer dan 18 % alcohol

Dit wetsvoorstel heeft veelvuldige en nauwe punten van aanraking met het vraagstuk van het vergunningsrecht; feitelijk beoogt de steller hetzelfde doel als werd betracht door de wet van 1889, waarbij het vergunningsrecht is ingevoerd, hetzelfde doel dat wordt beoogd door de onderteekenaars van de aanhangige voorstellen, hetzelfde doel als dit waarop de heer Minister van Financiën zich thans toelegt: namelijk de jeneverplaag krachtadig te bestrijden.

Dezelfde vraagstukken, welke de heer senator Lejeune in zijne Toelichting opwerpt, werden in de Middenafdeeling besproken, en meer dan ééne bepaling van het voorstel van den achtbaren senator zou niet misplaatst zijn in de voorstellen, thans aan het onderzoek der Middenafdeeling onderworpen, noch in het ontwerp waarop de heer Minister van Financiën nadenkt en dat hij in breede trekken ter Kamer heeft geschetst, zooals hooger is gezegd.

Hoofdzakelijk verbiedt het aan fabrikanten van en handelaars in gestookte dranken of gegiste dranken met meer dan 18 % alcohol, welke niet ter plaatse worden gedronken, die te verkoopen bij mindere hoeveelheid dan 5 liter.

Het verbiedt alsemdrank te verkoopen, te leveren, te koop te stellen of kosteloos te drinken te geven in eenige plaats toegankelijk voor het publiek.

Hetzelfde verbod als voor alsemdrank, geldt voor de gestookte sterke dranken, of gegiste dranken met meer dan 18 % alcohol, in winkels of dezer aanhoorigheden, in koffiehuizen, herbergen, drankhuizen en andere inrichtingen waar drank wordt verkocht om ter plaatse zelf te worden verbruikt; in schouwburgen, concert- en andere feestzalen met inkomgeld.

De huizen waar gestookte sterke dranken worden verkocht aan den toog, zijn, zegt hij in zijne Toelichting, kroegen in den aard van *opium-slijterijen*, en moeten verdwijnen.

Het verbod, voorzien in de bepalingen van het wetsvoorstel Lejeune betreffende de slijterijen van andere sterke dranken dan alsem drank, is niet van toepassing op gasthoven, afspanningen en restauratiën, waar de verkoop enkel eene bijzaak is van de onderneming die in hoofdzaak eten en slapen aan lieden verstrekt.

Volgens den heer senator Lejeune, is alcohol een vergift en moet hij als zoodanig worden behandeld; de Staat is gerechtigd het slijten daarvan te verbieden, evenals hij is gerechtigd waagspelen te verbieden en wel met dezelfde rechten tot vrijwaring der samenleving. Het getal drankhuizen is te groot; zijn er zoo schrikkelijk veel bijgekomen, dan is 't omdat zij baat trekken uit de jeneverdrift; men hoeft ze niet rechtstreeks aan te randen noch openlijk den oorlog te verklaren, want ze zijn sedert onheugelijke tijden in onze zeden doorgedrongen, doch men moet het slijten van alcohol in drankhuizen verbieden; eenmaal het verbod uitgevaardigd, zal men hun getal zien verminderen.

Er dient evenwel met zekere onzichtigheid te worden gehandeld; zoo zal men, bij machtiging vanwege de Bestendige Deputatie, de op 8 November 1898 bestaande slijterijen kunnen dulden gedurende zekeren tijd.

Die hoofdbepalingen zijn vervat in vier en veertig artikelen. De steller bekent dat ze slechts eene bijzaak zijn, ten aanzien van het monopolie met steeds verminderende voortbrenging, waardoor de openbare machten de plaag zullen kunnen bedwingen.

Zooals men ziet, is het een volledig stelsel. Geene sterke dranken noch gegiste dranken met meer dan 18° alcohol nog te drinken in de herbergen of andere openbare plaatsen, toegankelijk voor het publiek.

Wij zegden reeds dat het voorstel niet *uitdrukkelijk* het vergunningsrecht geldt, maar het streeft naar hetzelfde doel, namelijk het bestrijden van de jeneverplaag op eene meer doortastende, meer volledige en meer doeltreffende wijze dan het vergunningsrecht, en derwijze dat dit laatste overbodig wordt. 't Is met het oog daarop, dat wij er een paar woorden over zegden.

In de Middenafdeeling steunden de voorstanders van het afschaffen van 't vergunningsrecht hunne zienswijze op de volgende beschouwingen :

Met het oog op minder verbruik van sterken drank, had het vergunningsrecht niet de gevolgen welke zijne voorstanders daaraan toeschrijven. Men raadplege de statistieken, door den heer Minister van Financiën in de *Annales parlementaires* der Kamer ingelascht (zittingen van 22 Januari 1900, blz. 214), dan zal men er dra van overtuigd zijn. In 1890, immers, het eerste jaar dat het recht werd toegepast, bedroeg de gedronken hoeveelheid jenever 594,211 hectoliter; in 1894, was ze geklommen tot 630,095 hectoliter. Dus 35,884 hectoliter verschil : ze was dus toegenomen in plaats van te verminderen onder den invloed van het vergunningsrecht.

Wel is waar was toen de bevolking toegenomen, evenwel niet genoeg om op te wegen tegen het verschil; ten hoogste zou men kunnen zeggen dat bewust verbruik onveranderd is gebleven, want per inwoner komt het neer op 9^l79 voor 1890 en op 9^l94 voor 1894.

Wel is waar blijkt het, dat zoo het jaar 1890 wordt vergeleken met 1899, de gedronken hoeveelheid van 594,219 hectoliter gedaald is tot 561,000 of 33,219 hectoliter minder; maar intusschen, en namelijk van af 1897, ontstond

eene nieuwe aanleiding daartoe, te weten de verhooging, door de wet van 17 Juni 1896, van het bedrag der belasting van fr. 0 64 per liter tot 1 frank; dat verwekte den opslag van den jenever en bijgevolg vermindering van 't verbruik.

't Is dus ten onrechte dat men de vermindering van 't verbruik toeschrijft aan het vergunningsrecht; zoolang het vergunningsrecht alleen werkt, komt er geene vermindering in de hoeveelheid gedronken jenever; maar die vermindering is van jaar tot jaar waar te nemen van 't oogenblik dat de accijns was verhoogd. Dat erkent de heer Minister van Financiën overigens zelf, alhoewel niet uitdrukkelijk, door de feiten welke hij aanhaalt bij het ontwikkelen van zijne geliefkoosde stelling over den invloed van de verhooging van belasting op den prijs der waar en als gevolg daarvan op het verbruik.

De heer de Smet de Naeyer sprak inderdaad als volgt ter Kamerzitting van 22 December 1899 :

« Er mag bevestigd worden, dat van 1890 tot 1899 de hoeveelheid gedronken jenever met anderhalven liter per inwoner is verminderd, en wel niettegenstaande het buitengewoon bedrijvig en bloeiend tijdvak dat het land beleefde, waardoor, zou men denken, het verbruik veeleer had moeten toenemen.

» Is die uitslag, Mijne Heeren, nog niet heel schitterend, ten minste is hij vertroostend en laat hij hopen dat wij meer en meer de gegiste dranken de plaats der sterke dranken zullen zien innemen.

» Ik had dus gelijk, toen ik, tijdens de behandeling der wet van 1896, bevestigde dat men het drinken van jenever niet moet trachten te verminderen door de verlaging, maar wel door den opslag van den prijs der waar, ongeminderd de middelen van zedelijken aard.

» Dat bewijzen onbetwistbaar de cijfers welke ik daareven aanhaalde. Immers, ondanks het ontstaan van nagenoeg honderd landbouwtokerijen, die tot de voortbrenging bijdroegen, zooals wij daareven aantoonde, is het verbruik verminderd, ten gevolge van het opslaan van den jenever door het verhoogen van den accijns, ten gevolge van het minder toenemen van 't getal herbergen en ook — ik acht het plicht het hier bij te voegen — ten gevolge van de gestadige en ijverige propaganda tegen de jenever-plaag, onder welken vorm het ook zij.

» Het geldt overigens als eene algemeene wet, dat de voortbrenging wordt geregeld door het verbruik, hetwelk zelf onder den invloed staat van den prijs. Zoodra de voorraad toeneemt en de verbruiker minder koopt, is de fabrikant verplicht zijn bedrijf te staken en zijne voortbrenging te verminderen. »

Ter Senaatszitting van 21 December 1898 (*Annales parlementaires*, bladz. 33), betwijfelde de heer Le Jeune, toen hij zijn wetsvoorstel ontwikkelde, de vermindering van de hoeveelheid gedronken jenever, waarop de heer de Smet de Naeyer had gewezen om de goede gevolgen van het vergunningsrecht te roemen, en de heer Le Jeune gaf te verstaan dat, al moesten de heilzame gevolgen, door den heer de Smet de Naeyer in 't licht gesteld, als uitgewezen worden beschouwd, zij toe te schrijven waren aan andere oorzaken dan het vergunningsrecht.

Ziehier, inderdaad, wat hij zegde :

« De heer LE JEUNE. — De achtbare Minister van Financiën kondigde
» daareven den Senaat een vrij groot nieuws aan, met het oog op de jene-
» verplaat. Werd het waar bevonden, met de beteekenis welke, naar 't mij
» voorkomt, de achtbare Minister er aan hecht. wij zouden mogen zeggen
» dat eene der gelukkigste gebeurtenissen, waarin onze vaderlandsche
» gevoelens zich kunnen verheugen, dit jaar schielijk is ontstaan. Ik vrees
» sterk dat het niet zal geschieden. Ik druk mijn innigsten wensch uit, op-
» dat het vertrouwen en de voldoening, betuigd door den achtbaren
» Minister van Financiën, onzen twijfel zouden verdrijven; doch ik kan het
» niet hopen.

» Al moesten de cijfers der statistiek betreffende het stoken van alcohol
» getuigen van eene vermindering voor 't jaar 1898, dan nog zou daaruit
» geene ernstige gevolgtrekking zijn af te leiden. Elke verhooging van den
» accijns op het vervaardigen van jenever is van storenden invloed op de
» wijzigingen der statistiek betreffende die voortbrenging, en deze stoornis
» vangt, volgens de omstandigheden, vroeger of later na het invoeren der
» nieuwe belasting aan.

» De stoornis, voortvloeiende uit de verhooging der belasting in 1897,
» maakt de opgaven der statistiek des te minder zeker, daar zij ontstaan
» is toen de kwaal sedert eenige jaren om zoo te zeggen niet meer erger
» werd, alsof er hier een soort van verzadiging bestond. Doch waarom
» ik vooral geen geloof kan hechten aan de vermindering door den acht-
» baren Minister van Financiën aangegeven, is dat er onmogelijk eene
» oorzaak is te vinden voor eene zoo rase vermindering tot het bedrag
» door den achtbaren Minister aangehaald.

» Ongetwijfeld is de strijd tegen de jeneverplaat sterk ingericht in België.
» Men dient de volhardende pogingen te verheerlijken van die verstandige
» lieden, welke zich daarop sedert jaren met zooveel verkleefdheid toeleggen.
» Die strijd werd in de laatste tijden met verdubbelde kracht voortgezet.
» Sedert twee jaar, schenkt de Regering ruimere toelagen aan de instel-
» lingen tot bestrijding van de jeneverplaat, doch konden deze instellingen,
» beter uitgerust voor den strijd, de openbare meening aanprikken die thans
» een krachtiger optreden der openbare machten tegen de plaat eischt, het
» is moeilijk aan te nemen dat zij ineens de plaat voorgoed hebben doen
» wijken. »

De gevolgtrekking, af te leiden uit die beschouwingen des heeren Le Jeune in zijne Toelichting, is, dat de achtbare senator geen geloof hecht aan de doelmatigheid van het vergunningsrecht en dat de vermindering, door den heer Minister van Financiën aangewezen, eerst en vooral volgens hem over-
dreven en vervolgens te wijten is aan allerhande oorzaken, welke met het vergunningsrecht in elk geval maar heel weinig te stellen hebben.

Daartegen zou men kunnen inbrengen, dat het vergunningsrecht eene verzwa-
ring van belasting is evenzeer als de accijns, en bijgevolg ten slotte invloed op het verbruik zou kunnen hebben; er dient echter opgemerkt te worden, dat het vergunningsrecht veelmeer wordt betaald door den brouwer dan door den herbergier; niemand kan ontkennen, dat in vele streken des

lands het meerendeel der herbergen toeheoren aan brouwers, die elkander eene duchtige mededinging aandoen.

De meesten hunner plooiën voor den wil van den herbergier, die eene vermindering van pacht eischte; elders vergde hij van den brouwer afslag op den prijs van het geleverde, of eene grootere inhoudsmaat der tonnen, alhoewel hij tevens zijne glaasjes verkleint.

Het getal herbergen nam in mindere mate toe, zegt men.

Dat deed de heer Minister van Financiën opmerken ter Senaatszitting van 22 December 1899 (*Annales parlementaires*, bladz. 164), toen hij zegde :

« Uit statistieken over het tienjarig tijdvak na het van kracht worden der » wet van 19 Augustus 1889, blijkt een tweevoudig verschijnsel.

» Eenerzijds eene aanzienlijk mindere jaarlijksche toeneming van 't getal » herbergen in 't algemeen. Vóór de wet bedroeg die toeneming 2 $\frac{1}{2}$ % Thans » is zij gedaald tot 1 $\frac{1}{2}$ %.

» Anderzijds is het getal slijterijen van sterke dranken als zoodanig opge- » geven, met meer dan 40,000 verminderd, terwijl het getal slijterijen van » bier of van gegiste dranken in dezelfde mate toenam. »

Die uitslagen, antwoordde men, bewijzen niets als gevolgen van het invoeren van 't vergunningsrecht.

Die mindere toeneming van het getal herbergen is niet overal waar te nemen. Er kunnen streken aangehaald worden, waar die toeneming steeds is gestegen in weerwil van andere strenge maatregelen, die daar tegen werden genomen, en waarvan tot voorbeeld strekken de bepalingen, als maatregelen voor de openbare gezondheid, opgenomen in gemeenteverordeningen, waarbij zeer groote afmetingen, eene bepaalde luchtruimte en andere soortgelijke voorwaarden worden vereischt voor de nieuwe herbergen of drank-slijterijen welke men wenscht te openen.

Het is gebleken, dat die hindernissen het toenemen van 't getal herbergen niet stremde, en niet zelden worden gansche straten en stegen in de steden, gansche gehuchten ten platte lande heden ten dage zoowel als tien jaar geleden, nagenoeg volkomen ingenomen door allerhande drank-slijterijen. In eene provinciestad is het getal jenever- en bierslijterijen, dat 773 bedroeg in 1890, tot 1194 gestegen in 1899, dus eene toeneming met 159, niettegenstaande de beperkingen, door de overheid gesteld aan de machtiging tot het openen van slijterijen. Schijnt de toeneming in zekere streken gestremd, 't is omdat er slijterijen genoeg en meer dan genoeg waren.

De gelegenheid maakt den dief, dat is waar, en hoe meer herbergen, hoe meer verzoeking; dat mag echter niet overdreven worden; en er zullen altijd slijterijen genoeg zijn voor de drankzuchtigen om er hunnen snooden drift bot te vieren.

Ziet men ze niet reeds bij het krieken van den dag kroeg in en kroeg uit slenteren, de eenen onbeschaamd hunne laagheid ten toon spreidend, de anderen, verreweg de talrijksten, er zich op toelegend met allerhande streken die laagheid te ontveinzen.

Ondersteld dat men op den duur de helft der herbergen kan afschaffen, zou daarmee de jeneverplaag zijn uitgeroeid? Ongetwijfeld neen.

Wil men vastberaden het drinken van jenever volstrekt verbieden in open-

bare plaatsen, dan is er maar één middel : dat is jenever te behandelen als vergift en den verkoop enkel toelaten in apotheken en mits voorschrift van eenen geneesheer.

Dat er 40,000 slijterijen van sterke dranken werden omgezet in drankhuizen waar uitsluitend bier wordt verkocht, beteekent hoegenaamd niets als gevolg van de toepassing van het vergunningsrecht.

Vruchteloos zal men dat inroepen als bewijs voor minder verbruik van jenever; onbetwistbaar wordt er veel jenever zonder vergunningsrecht verkocht : 't is een algemeene sluikhandel; zelden wordt proces-verbaal opge maakt tegen de overtreders en nog zeldzamer zijn de veroordeelingen; overigens is het moeilijk de overtredingen vast te stellen; de flesch wordt weggestopt in de achterkamer en men schenkt voor de klanten van welke men zeker is.

Zoo kan men allen voorraad derven; leurdere loopen den buiten af met kleine rijtuigen, om in de wekelijksche behoeften te voorzien, en vertoonen de beampten van den fiscus zich, dan is het binnengesmokkelde verdwenen. Wat hen onder de handen valt, is zoogezegd de voorraad voor het huishouden. Elders vervangt men den jenever door sterke dranken die wijn heeten; het bedrog, dat vernuftig is en altijd sterker dan de wet, vindt duizend streken om de wet te ontduiken.

Men mag de wetten zoo niet straffeloos laten schenden : dat ontnemt haar alle gezag. Men moet de volksmassa leeren ze te eerbiedigen; deze massa is thans maar al te zeer geneigd om ze te schenden. Waartoe dient het, wetsbepalingen te laten bestaan, welke men niet bij machte is te doen uitvoeren.

Wat overigens het vergunningsrecht naar 't oordeel harer bestrijders moet doen verwerpen, is dat het een wraakroepend onrecht bekrachtigt en volgens sommigen ongrondwettelijk is.

Hoe is het aan te nemen, dat een kleine slijter aangeslagen wordt voor hetzelfde bedrag als een koffiehuis- of restauratiehouder die eene inrichting van eersten rang bezit? De billijkheid zou ten minste vergen dat de belasting in verhouding zij tot de belangrikheid van de slijterij.

En wat gezegd van het voorrecht verleend aan de vroegere slijters, aan hunne vrouwen en aan hunne erfgenamen in rechte linie?

Volgens veel rechtskundigen, is de vrijstelling welke zij genieten zonneklaar ongrondwettelijk.

Het is hoog tijd dat zij ophoude.

Er wordt voorgesteld het vergunningsrecht algemeen te maken en op te leggen aan alle bierslijters.

Hoe is dergelijke maatregel overeen te brengen met de overal voorgestane stelling, dat men het drinken van bier moet bevorderen en aanmoedigen daar het een gezonde en kloeke drank is. Ware het niet regelrecht in strijd met dit denkbeeld, alle herbergiers zonder onderscheid te treffen, hetzij ze ja of neen sterken drank verkoopen? Is het oogenblik wel gepast om onrechtstreeks den bieraccijns te verhoogen, nu er zulke duchtige mededinging bestaat tusschen brouwers en herbergiers? Loopt men geen gevaar de brouwers aanleiding te verschaffen om vergoeding te zoeken voor de lasten waarmede men hen zou treffen, door bier van mindere hoedanigheid te leveren?

Sedert de stokers gist mogen maken, hebben de brouwers de winsten verloren welke dat nevenproduct hun opleverde. Past het wel hen opnieuw te treffen?

Dat algemeenmaken van de belasting en die nieuwe indeelingen welke men zou willen toepassen om het drinken van jenever te verminderen, zijn eigenlijk niets anders dan fiskale maatregelen, welke geen ander gevolg kunnen hebben dan wat geld in Staatskas te doen toestroomen; met het oog op den strijd tegen de jeneverplaag, zijn het enkel lapmiddelen, onbestand tegen bedrog en tegen de plaag zelve. Wil men die plaag doelmatig bestrijden, dan zijn het krachtadiger middelen, in verhouding tot de schrikkelijke uitbreiding der plaag, dat men moet aanwenden. Wil men weten hoe erg die plaag is, dat men dan een oogslag werpe op het verbruik van jenever in 1831 voor eene bevolking van 4.089,553 inwoners, en het verbruik op 31 December 1898 voor eene bevolking van 6,669,732 inwoners.

In 1831 bedroeg 't verbruik	121,061 hectoliter.
In 1898 bedraagt het	551,869 hectoliter.

Dus nagenoeg het vijfdubbel. Terwijl de bevolking met 160 % toenam, nam het verbruik toe met 480 %.

In 1831 bedroeg het verbruik per inwoner	2 ¹ / ₉₆ jenever.
In 1898 bedraagt het	8 ¹ / ₇₂ —

Dat zijn verbijsterend welsprekende cijfers, vooral vergeleken met de gestadige toeneming van 't getal misdaden en zelfmoorden, het onafgebroken toenemen van 't getal krankzinnigen, de uitbreiding van de ontucht en de schrikbarende verschijnselen van lichamelijk verval. Een noodkreet werd overal te gelijk geslaakt, zoowel in België als elders, door geneesheeren, gezondheidskundigen, scheikundigen, staatslieden, zedenmeesters en huishoudkundigen. Voor alle denkers is de jeneverplaag eene der ergste oorzaken van misdaad en ontucht, eene der ergste ontbindingskrachten onzer hedendaagsche samenleving.

Er is niemand te vinden die niet uit al zijne macht een spoedig hulpmiddel wenscht tegen de kwaal en niet geneigd is zich elke opoffering te getroosten, om den droevigen toestand, waarin de gansche werkersstand verkeert, te doen ophouden.

Al werd ook de propaganda, sedert een twintigtal jaren met zooveel krachtadigheid tegen de jeneverplaag gevoerd, met menig goed uitwerksel bekroond, al zijn ook de wijze lessen, aan onze schooljeugd verstrekt, van aard om misschien de toekomstige geslachten te vrijwaren tegen overdreven jeneverzucht, al hebben de wet tegen de dronkenschap en het vergunningsrecht ook, hoewel in geringe mate, bijgedragen om het verergeren van de jeneverplaag tegen te werken, is het verbruik evenwel niet schrikwekkend gebleven door zijne uitgestrektheid en zijne gevolgen?

Dringen onze geneesheeren, onze geleerde korpsen en onder andere onze Academie voor geneeskunde, niet dag om dag meer aan op de verder-

felijke uitwerkselen van de vergiftige stoffen in jenever besloten, zelfs in jenever die doorgaat als de zuiverste, en eischen zij niet het verbod daarvan, zonder onderscheid tusschen natuurlijke jenever en nijverheidsjenever? Is aethyljenever niet zoozeer te verwerpen als andere?

Wordt België niet nog altijd gerangschikt onder het getal landen die, in verhouding tot hunne bevolking, het meest gestrijke dranken verbruiken?

Onderstaande tabel is daar het bewijs van :

Tabel opgegeven in de bijlage I van het wetsvoorstel n^o 38.

LAND.	Belasting per hectoliter watervrije jenever.	Wijze van inning van de belasting.	Verbruik per inwoner.	Opbrengst van den accijns op verbruikte jenever.
	Frank.		Liter.	
België	128 * (1)	Op de inhoudskuipen	5	In 1890 : 55,000,000 frank Staat en gemeente.
Nederland	252 *	Op de voortgebrachte hoeveelheid.	4,5 à 5	In 1888 : 50,000,000 frank
Oostenrijk-Hongarije.	97 50	Op de inhoudskuipen en op het verbruik.	4,20	Geschat in de Begrooting van 1891, op 113,547,000 frank.
Duitschland . . .	112 50	Nagenoeg zooals in Oostenrijk-Hongarije.	4,04	In 1890-1891 : 182,000,000 frank
Frankrijk	152 25	Accijns geïnd bij de slijters	5,85 Hoooger dan werkelijk.	In 1889 : 287,000,000 frank
Zwitserland . . .	87 56 Op gansch de hoeveelheid door 't monopolie voortgebracht.	Monopolie.	2,75	In 1889 : 6,500,000 frank
Engeland	477 19	Op de voortgebrachte hoeveelheid	2,54	Nagenoeg : 500,000,000 frank.
Italië	150 * in 1886.	Op de voortgebrachte hoeveelheid.	0,90	In 1888 : 15,600,000 frank

(1) De belasting wordt krachtens de wet van 17 Juni 1890 geïnd op de voortgebrachte hoeveelheid en werd verhoogd tot 100 frank den hectoliter aan 50° Gay-Lussac, dat is 200 frank den hectoliter watervrijen alcohol.

Dat zijn klaarblijkelijk maar nabijkomende cijfers. Echter mag men aannemen dat zij weinig of niet van de feiten afwijken.

De tabel, opgemaakt door het Beheer van Financiën en opgenomen in de *Annales parlementaires* (Kamer der Volksvertegenwoordigers, zitting van 22 December 1899), schat het verbruik van watervrijen alcohol, per inwoner

in België, voor 1890, op $\frac{9179}{2} = 4189$.

De statistieken, door den heer Minister van Financiën in 1895 aan de Middenafdeeling overgemaakt en verschenen in de bijlage n^o I, vraag 2, behelzen de volgende inlichtingen :

Nederland : verbruik per inwoner, 1890-1891 $\frac{8191}{2} = 4145$.

Duitschland : 4107.

Het is dus zonneklaar dat wij voortdurend aan het hoofd staan van de jenever verbruikende landen; het verbruik per inwoner bedroeg inderdaad, volgens den heer Minister van Financiën :

Op 31 December 1897 . . .	469	watervrijen alcohol.
— 1898 . . .	425	—
— 1899 . . .	415	—

Dat gaf ook grond aan zijn gezegde dat het eene schande is voor ons land.

§ 3. — Besluiten.

Onder den indruk, verwekt door deze en andere soortgelijke beschouwingen, gezien het vraagstuk reeds zoo lang aan haar onderzoek is onderworpen, gezien ook de uiteenloopende gevoelens welke hare leden blijven behouden, achtte de Middenafdeeling dat zij niet langer meer mocht wachten om hare zienswijze uit te drukken; maar vooraleer tot de stemming over te gaan, heeft zij haren Verslaggever belast in zijn verslag de volgende punten op te sommen, waarover hare leden en de onderteekenaars der wetsvoorstellen het volkomen eens zijn. Het vergunningsrecht zooals het bestaat, kan onmogelijk langer in stand blijven : hoogst dringend is eene verandering noodig.

De Regeering dient aangezet te worden om zonder verwijl de Kamer voorstellen te onderwerpen, welke zij zou denken te moeten stellen tegenover die waarover de Middenafdeeling had te beraadslagen.

De Middenafdeeling verklaarde zich overigens geneigd de Regeering te ondersteunen in alle ernstige pogingen welke zij zou wenschen aan te wenden om de jeneverplaag doelmatig te beleugelen.

Eigenlijk is de Middenafdeeling in twee kampen verdeeld gebleven.

De eenen verklaarden zich voor het behouden van het vergunningsrecht, doch op voorwaarde dat er grondige veranderingen worden aan toegebracht.

De anderen eischten afschaffing van het recht, gepaard met trapsgewijze vermindering van de voortbrenging. Er werden twee middelen aangeprezen om tot die vermindering te geraken, en als gevolg tot vermindering van het verbruik : verhooging van de belasting of monopolie, hetzij het monopolie van 't stoken, hetzij dit van het zuiveren, hetzij dit van den verkoop, of ook nog dit gekend onder den naam van algemeen monopolie, dat de drie soorten betreft.

Volgens hen die het monopolie voorstaan, zou men later kunnen onderzoeken tot welk monopolie er dient besloten te worden

Daar de Middenafdeeling geen enkel voorstel van dien aard te onderzoeken had, achtte zij er niet over te moeten beraadslagen.

Zij bepaalde zich bij het uiten der meening dat het hoogst wenschelijk ware krachtdadige maatregelen aan te wenden om het land te verlossen van de plaag die het besmet en die zooveel slachtoffers maakt; zij drukte tevens hare vrees uit, dat het oogenblik waarop die maatregelen zullen

bevolen worden, nog lang achterwege zal blijven. Zij meent het beletsel daartoe te zien in de ongunst waarmede het volk een manhaftig besluit zou bejegenen, dat men dan ook schijnt enkel te mogen verhoplen van eene verstandhouding tusschen de leiders der partijen, die te zamen op stellige en uitdrukkelijke wijze hunnen vasten wil zouden te kennen geven, paal en perk te stellen aan het buitensporig drinken van jenever.

De Middenafdeeling drukt den wensch uit, dat er pogingen gedaan worden om tot eene zoo wenschelijke verstandhouding te geraken over eene zoo gewichtige als dringende zaak, welke geene twee zienswijzen kan wettigen.

Vervolgens wordt er over dit voorstel gestemd :

Het vergunningsrecht voor het slijten van sterke dranken, ingesteld bij de wet van 19 Augustus 1889, is afgeschaft.

Het wordt goedgekeurd met 2 stemmen tegen 1 en 2 onthoudingen.

De leden die zich onthielden, verklaarden dat zij voorstanders zijn van de afschaffing van het vergunningsrecht, maar dat zij, vermits die belasting de eenige wettelijke hinderpaal is tegen het drinken van jenever, er toe besloten zijn de afschaffing maar te stemmen wanneer men zal voorstellen het recht door iets anders te vervangen.

De twee afwezige leden legden op de eerstvolgende vergadering dezelfde verklaring af.

Daaruit blijkt, dat slechts een enkel lid der Middenafdeeling zich voorstander verklaarde van het beginsel om het vergunningsrecht te behouden.

Daar die stemming de voorstellen der heeren Moyart en Maenhaut deed vervallen, achtte de Middenafdeeling het onnoodig zich nog verder met deze laatste bezig te houden.

Een aantal verzoekschriften zijn bij de Kamer ingekomen; ze kunnen in vier groepen verdeeld worden :

De eerste groep gaat uit van talrijke koffiehuishouders, likeurverkoopers, dranksljters en herbergiers, die sterk aandringen om doodeenvoudig het vergunningsrecht af te schaffen. De verzoekers steunen hunne klachten op gelijke redenen als die welke in het verslag worden ingeroepen tot staving van de stelling der voorstanders van afschaffing, namelijk : Dat de wet van 19 Augustus 1889 eene doode letter is gebleven en niet beantwoordde aan de verwachtingen harer vervaardigers. Zij bevestigen dat de jeneverplaaq niet verminderde, maar veeleer schijnt te verergeren.

Is het getal jeneverslijterijen, als zoodanig gekend, verminderd, dan is 't, volgens de verzoekers, dat ze vervangen werden door bedekte slijterijen; zij komen vooral op tegen de ongelijke behandeling der belastingschuldigen, welke ongelijkheid door de wet openlijk bekrachtigd wordt, en tot gevolg heeft den minderen man te verpletteren en hem die kan betalen te bevoor-deelen.

De tweede groep, uitgaande van herbergiers, vraagt dat de Kamer de wet van 19 Augustus zou intrekken of ten minste herzien in den zin dien zij aanprijzen.

Het vergunningsrecht, zeggen zij, verwekt het meest wraakroepend misbruik. De wet begunstigt de bedekte slijterijen; 't is eene uitzonderingswet; zij miste overigens haar doel : het getal herbergen vermindert niet. Dat men de voortbrenging trefte, goed; dat men zelfs, zooals in sommige

streken van Amerika, de bedekte kroegen sluite, die plaatsen van ontucht zijn, opperbest, maar dat men het vraakroepend onrecht niet late bestaan, door de ongelijkheid der belasting verwekt; dat, zoo men aarzelt uit vrees van 's lands inkomsten te verminderen, de steden eene verlaagde belasting van 75 frank doe betalen.

De derde groep, uitgaande van herbergiers uit de omstreken van Gent, vraagt dat de Kamer het vergunningsrecht op de nieuwe slijterijen van sterke dranken zou vervangen door een patent, dat gelijk zou wezen voor alle slijterijen van sterke dranken.

Deze laatste verzoekschriften, ten getale van twaalf, zijn vervat in dezelfde bewoordingen, gedrukt en heel kortbondig en steunen op den bedekten verkoop in de bierslijterijen.

Iedereen weet dat er eene zeer drukke propaganda bestaat om doodeenvoudig het vergunningsrecht af te schaffen in de stad Gent, waar talrijke meetings van herbergiers geregeld worden gehouden.

Van hunnen kant, dringen de brouwers van Doornik en van Gent alsook de Algemeene Brouwersbond aan op de afschaffing van het recht; zij verzochten den verslaggever hunnen tolk te willen zijn bij de Middenafdeeling, alsook bij de Kamer.

De vierde groep gaat uit van de voorstanders van het behouden van 't vergunningsrecht; zij deden hunne klachten gelden in een verzoekschrift, op 27 December 1894 tot de Kamers gericht door den Bond tegen de jeneverplaag, gevestigd te Brussel, Jozef II-straat 89, alsook in verscheidene verzoekschriften ter ondersteuning van de wet Le Jeune.

Het verzoekschrift van 27 December 1894 vraagt de uitbreiding van het vergunningsrecht tot alle drankhuizen, de vermindering van het getal drankhuizen, de vermeerdering van het bedrag van het vergunningsrecht, dat in verhouding zou moeten zijn tot de betrekkelijke waarde, het verbod om te leuren met sterke dranken en om er te slijten in specerij-, linnen-, fruit-, groentenwinkels, enz., alsook andere soortgelijke maatregelen.

De statistieken, aan den heer Minister van Financiën gevraagd, waren bij de Middenafdeeling nog niet ingekomen, toen lezing werd gehouden van dit verslag; zij zullen dienen als bijlagen, indien ze ten gepasten tijde inkomen.

De Voorzitter-Verslaggever,

P. TACK.

BIJLAGE I.

Brussel, 9 Maart 1895.

MIJNHEER DE VOORZITTER,

Ik heb de eer U de antwoorden te sturen op de vragen gesteld door de Middenafdeeling belast met het onderzoek van het wetsvoorstel betreffende de afschaffing van het vergunningsrecht.

Gelief, Mijnheer de Voorzitter, de verzekering mijner bijzondere hoogachting te aanvaarden.

De Minister van Financiën,

P. DE SMET DE NAEYER.

*Den heere Tack, Voorzitter der Middenafdeeling
belast met het onderzoek van het wetsvoorstel
houdende afschaffing van het vergunningsrecht,
te Brussel.*

VRAGEN GESTELD DOOR DE MIDDENAFDEELING.

1^e VRAAG.

Hoeveel bierslijterijen (koffiehuizen, herbergen, drankhuizen, afspanningen, bars, andere slijterijen) bestonden er in 't geheel in België op de volgende tijdstippen :

31 December	1885
—	1886
—	1887
—	1888
—	1889
—	1890
—	1891
—	1892
—	1893
—	1894

2^e VRAAG.

Hoeveel jeneverslijterijen bestonden er op hooger vermelde tijdstippen?

3^e VRAAG.

Gelief te doen kennen :

A) Het getal slijterijen van sterke dranken welke in 1890, 1891, 1892, 1893, 1894

ANTWOORD.

Het algeheel getal slijters van bier en sterke dranken (koffiehuizen, herbergen, drankhuizen, afspanningen, bars, andere slijterijen) bedroeg :

op 31 December	1885, ⁽¹⁾
—	1886, ⁽¹⁾
—	1887, ⁽¹⁾
—	1888, ⁽¹⁾
—	1889, 191,123
—	1890, 182,435
—	1891, 185,775
—	1892, 187,261
—	1893, 188,828
—	1894, 189,998

ANTWOORD.

Het algeheel getal slijters van sterke dranken, onderworpen aan het vergunningsrecht of ontslagen, was :

op 31 December	1885, ⁽¹⁾
—	1886, ⁽¹⁾
—	1887, ⁽¹⁾
—	1888, ⁽¹⁾
—	1889, 185,036
—	1890, 169,258
—	1891, 162,617
—	1892, 156,284
—	1893, 150,775
—	1894, 146,746

ANTWOORD.

A) Het getal slijterijen van sterke dranken, die het voordeel van vrijstelling van het vergunningsrecht verloren en veranderd

⁽¹⁾ Voor de jaren 1885 tot 1888 zijn in de stukken, overgelegd bij de ontvangers der rechtstreeksche belastingen, de gevraagde aanwijzingen niet vermeld.

veranderd werden in slijterijen van bier, niet onderworpen aan vergunningsrecht?

B) Het algeheel getal der bierslijterijen niet onderworpen aan het vergunningsrecht, op 31 December 1890, 1891, 1892, 1893 en 1894.

4^e VRAAG.

Hoeveel slijters waren op 31 December 1890, 1891, 1892, 1893, 1894, onderworpen aan het vergunningsrecht, volgens de indeeling ingevolge de wet van 19 Augustus 1889, te weten :

a) Gemeenten met 60,000 inwoners en meer fr. 200 »

b) Gemeenten met 30,000 tot 60,000 inwoners uitsluitend . . 150 »

c) Gemeenten met 15,000 tot 30,000 inwoners uitsluitend . . 100 »

d) Gemeenten met 5,000 tot 15,000 inwoners uitsluitend . . 80 »

e) Gemeenten met minder dan 5,000 inwoners 60 »

werden in slijterijen van bier of van wijn, om aan de belasting te ontsnappen, bedroeg :

in 1890, 2,168
in 1891, 2,173
in 1892, 2,006
in 1893, 1,908
in 1894, 1,638

B) De wet van 19 Augustus 1889 ontslaat van vergunningsrecht alle slijterijen waar niets dan bier wordt verkocht.

Het algeheel getal dier slijterijen was :

6,088 op 31 December 1889
13,177 — 1890
23,158 — 1891
30,977 — 1892
38,053 — 1893
43,252 — 1894

ANTWOORD.

Onderstaande tabel vermeldt het getal slijters onderworpen aan het vergunningsrecht, volgens de indeeling door artikel 5 der wet van 19 Augustus 1889, op 31 December van elk der jaren 1890 tot 1894.

GEMEENTEN MET	Getal slijters onderworpen aan het vergunningsrecht op 31 December.				
	1890	1891	1892	1893	1894
60,000 inwoners en meer . . fr. 200	422	717	1,116	1,437	1,942
30,000 tot 60,000 inwoners uitsluitend . . 150	292	401	846	989	1,298
15,000 tot 30,000 inwoners uitsluitend . . 100	383	646	815	985	1,321
5,000 tot 15,000 inwoners uitsluitend . . 80	607	1,128	1,722	2,264	2,852
Minder dan 5,000. 60	1,608	2,885	4,182	5,800	7,173
TOTALEN.	3,312	5,867	8,681	11,475	14,486

5° VRAAG.

Hoeveel belastingschuldigen werden ontslagen in 1890, 1891, 1892, 1893, 1894?

ANTWOORD.

Het getal slijters van sterke dranken, ontslagen van het vergunningsrecht, bedroeg :

op 31 December 1890	165,946
— 1891	156,730
— 1892	147,603
— 1893	139,300
— 1894	132,260

6° VRAAG.

Hoeveel alcohol werd er in België gestookt in 1890, 1891, 1892, 1893 en 1894?

ANTWOORD.

	Hect. aan 50°
1890. . . .	566,284
1891. . . .	588,133
1892. . . .	587,822
1893. . . .	584,370
1894. . . .	584,732 ⁽¹⁾

Dat zijn slechts nabijkomende opgaven, vermits de gestookte hoeveelheden niet worden vastgesteld : ze worden afgeleid uit de ingeklaarde inhoudsmaten, mits rekening te houden met de wettelijke opbrengsten, in verhouding tot elke soort gebezigde grondstoffen.

7° VRAAG.

Op hoeveel schat het bestuur van financiën :

a) Den alcohol verbruikt voor nijverheidsbehoefden?

ANTWOORD.

a) Het bestuur bezit dienaangaande geene stellige inlichtingen. Evenwel zou, naar een onderzoek door het beheer der financiën in 1891 ingesteld, de hoeveelheid alcohol van 50°, verbruikt voor nijverheidsbehoefden, nagenoeg 22,000 hectoliter bedragen.

Van zijnen kant heeft het Ministerie van Landbouw, Nijverheid en Openbare Werken, in 1892 geraadpleegd, laten weten dat het hem niet mogelijk was bepaalde inlichtingen dienaangaande te verstrekken. Dat bestuur gaf maar inlichtingen voor eene enkele nijverheid, namelijk voor de fabrieken van viltlen hoeden, die nagenoeg 300 hectoliter alcohol aan 50° zouden verbruiken.

⁽¹⁾ Het getal voor 1894 is enkel naar voorloopige opgaven vastgesteld.

b) Den alcohol verbruikt als drank, voornamelijk gedurende de jaren 1890, 1891, 1892, 1893 en 1894?

b) Verbruik van brandewijn in 't algemeen :

	Hect. aan 50°
1890. . .	563,917
1891. . .	594,362
1892. . .	594,333
1893. . .	596,101
1894. . .	597,948 ⁽¹⁾

Daaruit ziet men dat het Bestuur op die vraag met geene zekerheid kan antwoorden. De hierboven opgegeven hoeveelheden begripen *al den alcohol binnen het land* verbruikt, hetzij als drank, hetzij voor de azijnfabricatie of bij andere nijverheidstakken.

Anderzijds dient er opgemerkt te worden, dat die cijfers het *wettelijk verbruik* opgeven, 't is te zeggen het totaal der gestookte en ingevoerde hoeveelheden, mits afrekking van de uitgevoerde hoeveelheden. Zij duiden dus niet de *wezenlijk gedronken* hoeveelheden aan, want men weet dat er thans in het land groote voorraad alcohol bestaat.

8° VRAAG.

Op hoeveel schat het Beheer van Financiën de hoeveelheid alcohol vrij van rechten, die wordt gedronken door zeelieden?

ANTWOORD.

De inlichtingen ontbreken; die hoeveelheden zijn begrepen in die welke voor den uitvoer zijn aangegeven.

9° VRAAG.

Hoeveel alcohol werd er in 1894 gestookt door de verschillende gewone werkwijzen, volgens de gestorte grondstoffen (granen, suikerstroop en andere uittreksels)?

	Hect. aan 50°
Granen . . .	371,333.56
Aardappelen . . .	339.10
Beetwortelen . . .	36,117.34
Suikerstroop . . .	176,578.48
TOTAAL. . .	584,370.48

Die inlichtingen betreffen het jaar 1893; die voor 1894 bezit men nog niet.

(¹) Nabijkomende cijfers.

10^e VRAAG.

Bezit de Regeering statistieken om eene vergelijking te kunnen maken tussehen de hoeveelheid uitheemsche granen en inlandsche granen, door onze stokers verwerkt?

ANTWOORD.

Daar de stokers een mengsel verwerken van inlandsche en van uitlandsche granen, valt het lastig de hoeveelheden verwerkte granen afzonderlijk op te geven, des te meer daar de belasting tot grondslag neemt de inhoudsmaat der kuipen dienende voor het gisten van de grondstoffen. Nochtans, volgens een onderzoek in 1892 ingesteld door het Beheer van Financiën, denkt men die hoeveelheden op tamelijk nabijkomende wijze te mogen schatten op 14,000,000 kilo voor inlandsche granen en op 45,000,000 voor uitlandsche granen.

11^e VRAAG.

Welke maatregelen werden in andere landen aangewend om de jeneverplaag te bestrijden?

Zou de Regeering aan de Middenafdeeling de wetten niet kunnen mededeelen welke in andere landen bestaan, namelijk in Nederland?

ANTWOORD.

Om op die vraag te antwoorden, kan de Regeering niets beters doen, schijnt het, dan het verslag der Middenafdeeling die het wetsontwerp onderzocht over de openbare dronkenschap, dat de wet van 16 Augustus 1887 is geworden, onder de oogen der Kamer te brengen.

Die oorkonde bevat als bijlagen de wetten waarbij in andere landen van Europa maatregelen werden genomen tot bestrijding van de jeneverplaag.

Die landen zijn :

Frankrijk ;
Oostenrijk ;
Nederland ;
Engeland ;
Zweden ;

Groothertogdom Luxembourg.

De drie hier bijgevoegde nota's betreffen de huidige wetgeving over de drankzucht in Duitschland, in Nederland en in Zwitserland.

NOTA

**over den huidige toestand der wetgeving tegen drankzucht
in Duitschland.**

Het verbruik van brandewijn, in de vier jongste dienstjaren, is opgegeven in onderstaande tabel :

DIENSTJAAR.	HOEVEELHEDEN WATERVRIJEN ALCOHOL							
	afgeleverd tegen betaling der verbruiks- of der tolbelasting.				vrij van belasting, geleverd voor nijverheidsgebruik.		in verbruik gesteld.	
	Inlandsche brandewijn.	Uitlandsche brandewijn.	TOTAAL.	Per hoofd der bevolking.	Hoeveel- heid.	Per hoofd der bevolking.	TOTAAL.	Per hoofd der bevolking.
	hect.	hect.	hect.	liter	hect.	liter	hect.	liter
1887-1888	1,083,736	11,000	1,094,736	3.6	387,568	0.8	2,082,304	4.4
1888-1889	2,178,710	21,437	(¹) 2,200,156	4.5	431,294	0.9	2,631,450	5.4
1889-1890	2,205,824	30,660	2,296,484	4.7	531,375	1.1	2,827,859	5.8
1890-1891	2,156,533	46,789	2,203,322	4.4	519,104	1.0	2,722,426	5.5

In Duitschland bestaat geene bijzondere wet op het beteugelen van dronkenschap. De eenige bestaande maatregelen zijn ontleend aan de politie-verordeningen. De verhooging der rechten deed het verbruik per inwoner dalen van 5 1/2 liter tot 4 1/4; doch uit bovenstaande tabel blijkt dat het verbruik spoedig het vroegere cijfer bereikte.

(¹) Die hoeveelheid is niet als volkomen juist te beschouwen, uit hoofde van de overgrootte hoeveelheden brandewijn, den 1^{en} October 1887 (nieuwe wet) aan het verbruik overgeleverd.

NOTA

**over den huidige toestand der wetgeving tegen drankzucht
in Nederland.**

Dit punt werd in Nederland geregeld door de wet van 28 Juni 1881, gewijzigd door die van 23 April 1884 en 16 April 1885.

Volgens die wetten, moet al wie sterken drank wil slijten, dat is verkoopen met min dan 2 liter, aan de gemeenteoverheid om eene vergunning vragen.

Het maximum-getal der vergunningen wordt voor elke gemeente bepaald naar het bevolkingscijfer.

Vergunning kan worden geweigerd aan lieden die werden veroordeeld, en ongeschikt gemaakt aan betaling eener *plaatselijke* belasting. Zij is herroepelijk.

In iedere slijterij hoeven te worden aangeplakt een afschrift van de vergunning en een exemplaar van de wetten op de dranksljterijen.

Overtreding van de genomen bepalingen kan worden gestraft met boete, alsmede met gevangenzitting.

Deze bepalingen schijnen ten minste een tijdlang heilzaam uitwerksel te hebben gehad, want sedert de bepalingen der wet van 1881 van kracht werden, is in Nederland het verbruik van sterken drank eenigszins geslonken.

Het verbruik bedroeg per inwoner :

In 1877.	9,97 aan 80°
In 1878.	9,85
In 1879.	9,62
In 1880.	9,80
In 1881.	9,81
In 1882, daalde het tot	9,43
In 1883 en in 1884, bedroeg het	9,46
In 1885 daalde het tot	9,16
En in 1886 tot	8,99
In 1887, bedroeg het	9,02
In 1888.	8,88
In 1889.	8,81
In 1890.	8,91
En eindelijk in 1891 steeg het opnieuw tot .	9,00

Het gemiddeld verbruik verschilt aanzienlijk naar de provinciën. Het bedroeg in 1901 :

In Noord-Brabant	6,86 aan 80°
In Gelderland	8,36
In Zuid-Holland	10,27
In Noord-Holland	11,20
In Zeeland	5,75
In Utrecht	10,31
In Friesland	7,05
In Overijssel	9,40
In Groningen	10,98
In Drenthe	7,64
En in Limburg slechts	3,10

Het buitengewoon laag cijfer voor laatstgemelde provincie, bij de andere vergeleken, is toe te schrijven aan het verbruik van het overschot der fabricatie van de stokerijen, dat bij sluikhandel wordt geleverd aan bijzondere personen en aan slijters, ondanks het toezicht der regeeringsbeambten.

NOTA

over den huidige toestand der wetgeving tegen drankzucht in Zwitserland.

In Zwitserland bestaat, zooals men weet, het alcohol-monopolie.

Het heeft, naar het schijnt, in een fiscaal opzicht de gekoesterde hoop beantwoord.

Doch is dat ook het geval met het oog op het verhevener doel dat was betracht, 't is te zeggen minder misbruik van sterken drank?

Uit het onderzoek, herhaaldelijk ingesteld, voordat het monopolie was ingevoerd, blijkt dat de drankzucht in Zwitserland verschrikkelijke verwoesting had aangericht.

In een verslag, in 1884 aan het Departement van Binnenlandsche Zaken overgemaakt door doctor Schüller, bondsopziener der fabrieken, over de verschillende voedingstelsels der arbeidende standen in Zwitserland, leest men dat in sommige kantons des morgens heel vroeg, en vóór het ontbijt, brandewijn werd gedronken.

Anderzijds vinden wij in de boodschap van den Bondsraad aan de Bondsvergadering, over het vraagstuk der drankzucht, in dato 20 November 1884, de volgende zinsneden uit het vlugschrift : *Die Branntweinfrage mit*

besonderer Berücksichtigung des Kantons Bern, in 1864 uitgegeven door doctor Schild, welke verdienen te worden overgedrukt :

« Overal, op het veld, in huis, ter werkplaats, kan men zich ongelukkig » overtuigen dat brandewijn 's morgens en 's avonds de dagelijksche drank » is. Dank zij de talrijke stokerijen, wordt hij overvloedig aangetroffen in de » landelijke woningen; de werklieden moeten zich ondanks alles er mede » vergenoegen en er zich aan gewennen. Zelfs geeft men er een druppeltje » van aan kinderen, het druppeltje wordt een druppel, de druppel een » glaasje, het glaasje een glas. 't Is dus niet te verwonderen, dat het gebruiken » van brandewijn in sommige boerenwoningen, zelfs onder de huisgenooten, » zoo ingeworteld geraakte, dat men thans niet zelden — wat vroeger nooit » geval was — boerenzonen ter herberg aantreft met een glas jenever, nadat » zij in 't vaderlijk huis hun ganschen leertijd als brandewijndrinkers hebben » uitgedaan. Men kent vele gezinnen van achtbare en gegoede boeren, die » eene stokerij hebbende opgericht, ten gronde gingen door de zedelijke » gevolgen van brandewijnmisbruik, ondanks de geldelijke voordeelen, die » hunne nijverheid opleverde... »

Sedert nam het kwaad nog toe, en uit ambtelijke statistieken blijkt eenerzijds, dat het aantal herbergen en slijterijen in Zwitserland aanzienlijk is, en dat anderzijds de ziekten en sterfgevallen, door drankzucht verwekt, sedert het verschijnen van bovenbedoeld vlugschrift erg toenamen.

Er werden vele pogingen aangewend, om zooveel mogelijk het getal slijterijen te beperken : in verzoekschriften werd de Regeering verzocht om maatregelen in dien zin te nemen, doch zij was gebonden door den tekst van artikel 31 der Grondwet van 1874, waarbij vrijheid van koophandel wordt gewaarborgd.

Toen bedoeld artikel 31 werd herzien, sloten de Kamerleden die van oordeel waren dat drankzucht in verband staat met het getal herbergen, zich aan bij de federalisten (aanhangers van de machten der kantons) om in de Grondwet te doen opnemen dat het de kantonale overheden zou vrijstaan aan de uitoefening van 't bedrijf van herbergier en aan den handel in geestrijke dranken de beperkingen te stellen, welke het openbaar welzijn zou vergen.

De leden der andere partijen namen het voorstel aan, ten einde de medewerking der federalisten te verwerven, om het monopolie van verkoop en vervaardiging van alcohol aan den Bond te doen opdragen.

Sedert het amendement van 1883, namen de drie vierden der Zwitsersche kantons beperkingsmaatregelen tegen de dranklijterijen, terwijl de overige geene bijzondere maatregelen namen

Uit de ambtelijke statistiek blijkt, dat het getal huizen waar likeuren worden verkocht, van 1882 tot 1888 is gestegen met 625.

Deze toeneming bewijst niet veel.

De hoofdzaak is, dat het verbruik van geestrijke dranken vermindert, ten gevolge van het verbod om ze rond te venten, den opslag van den brandewijn, als gevolg van het monopolie, en bijgevolg ook het afschaffen van het *Ohmgeld* en het octrooirecht op wijn en bier, wat de verbruikers in staat stelt deze dranken dagelijks te gebruiken.

Voor den wijn schijnt er, sedert het invoeren van het monopolie, geen groot verschil te bestaan. Wel is waar, nam de invoer van wijn, van 1883 tot 1890 toe, doch volgens een vlugschrift, uitgegeven door de Amerikaanse Academie voor staatkundige en maatschappelijke wetenschappen, waarin voorkomt een artikel van den heer Milliet, over het alcohol-vraagstuk in Zwitserland, verminderde de voortbrenging van inlandschen wijn naar verhouding gedurende hetzelfde tijdvak.

Met bier is het anders gesteld.

In 1885, werd het verbruik van bier geraamd op 36 liter per hoofd, terwijl er 43 liter werden verbruikt in 1890, dus 25 % meer.

't Schijnt dus dat er werkelijk verbetering bestaat, doch zij kan nog niet voldoende worden bewezen, omdat eenerzijds de proef met het nieuwere stelsel nog niet lang genoeg werd genomen, en omdat anderzijds de bestaande statistieken niet genoeg afdoende zijn.

Hoe het ook zij, in Zwitserland wordt de strijd tegen drankzucht voortgezet.

Matigheidsgezelschappen maken daartegen ijverig propaganda. Onder de invloedrijkste, noemen wij de Vereeniging van het Blauwe Kruis, gesteund op het godsdienstig geloof : zij doet hare leden zweren zich volstrekt te onthouden van sterken drank. Ook de Vaderlandsche Bond tegen drankzucht, gevestigd te Geneve, tracht drankmisbruik te voorkomen door alle wettige middelen.

Laat ons, van een anderen kant, niet vergeten, dat krachtens art. 32*bis* der Grondwet, de kantons 10 % van de hun door het monopolie verschaft geldmiddelen moeten aanwenden om maatregelen tegen drankzucht te nemen.

Ieder jaar moeten de kantonnale Regeeringen den Bondsraad rekenschap doen van 't gebruik dier 10 %.

Sommige kantons haasten zich niet zeer om deze verplichting na te komen. Andere besteden de 10 % aan voorwaar nuttige werken, doch die weinig in verband staan met alcoholisme; doch andere vervullen de hun opgelegde taak.

Volgens een verslag van den Bondsraad, in dato 15 November 1892, werd het tiende der opbrengst van den alcohol, aan de kantons in 1891 toegekend en fr. 565,122 26 bedragende, besteed als volgt :

fr. 23,278.70 of 4 % aan gestichten voor dronkaards of het opnemen van drankzuchtigen in die gestichten.

56,021.51 of 10 % aan tuchthuizen.

85,357.31 of 15 % aan krankzinnigengestichten.

4,750.00 of 1 % aan gestichten voor lijdens aan vallende ziekte of voor doofstommen.

6,330.83 of 1 % ter behandeling van ziekten over 't algemeen.

170,144.70 of 10 % tot onderhoud van arme, zwakke, verlaten kinderen, enz.

8,419.00 of 2 % tot voeding van kinderen in de scholen.

15,780.84 of 3 % aan keuken- en huishoudleergangen, enz.

17,950.00 of 5 % aan onderstand in natura, voor doortrekkende armen.

6,455.50 of 1 % aan onderstand voor ontslagen opgesloten of arbeidsloozen.

800.00 als tegemoetkoming voor matigheidsgezelschappen.

5,575 00 of 1 % aan 't verspreiden van goede boeken en van leesalen.

44,649.71 of 8 % aan armenonderstand.

18,565.14 of 3 % aan opvoeding over 't algemeen.

TE ZAMEN : fr. 462,088.24 of 82 %; fr. 103,034.02 in reserve blijvend voor onbepaalde doeleinden.

Over het gebruik van die gelden, raadpleegde de Bondsraad eene commissie van gevoegde personen, waartoe behoorden de Voorzitters van beide Kamers, de heeren doctor Kinkelen, lid van den Nationalen Raad, en Good, Statenraad, de heeren doctor Kauffmann, rector van het gymnasium van Solothurn, Rochat, predikant, voorzitter van het Middencomiteit van het Internationaal Matigheidsgezelschap het Blauwe Kruis, te Geneve; doctor Schöler, fabrieksopziener te Mollès, en doctor Sonderegger, geneesheer te Sint-Gallen.

Deze Commissie oordeelde dat het aanwenden van de fondsen als onderstand voor armen en voor behandeling van zieken over 't algemeen, alsmede van een tiende voor bijzondere bestemmingen, als daar zijn het bouwen van strafinrichtingen, arbeidshuizen, verbeteringshuizen, normaalscholen, enz., niet aan het beoogde doel beantwoordt.

Volgens de voorstellen, door gemelde Commissie gedaan, moet het tiende worden besteed :

1^o Aan middelen tot het weren van dronkenschap;

2^o Aan middelen om ze te genezen.

Onder het eerste slag komen de volgende uitgaven voor :

a) Onderstand aan verlaten kinderen en jeugdige misdadigers;

b) Bescherming van onbewaakte kinderen, toevluchtshuizen voor jongens en meisjes, enz.

c) Onderhoud van verstandszwakke, aan vallende ziekte onderhevige kinderen.

d) Opneming van behoeftige krankzinnigen in de gestichten.

e) Verbetering der volksvoeding (volkskeukens en cantines, verbruiksgenootschappen).

f) Onderhoud van arme scholieren, door middel van versterkend voedsel en tegemoetkoming voor vakantie-koloniën.

g) Onderrichting van het volk, over de gevolgen van drankzucht en de vruchten van spaarzaamheid en matigheid (boeken, leeskabinetten, enz.).

Onder het tweede slag moeten worden begrepen, tegemoetkomingen :

h) Tot ondersteuning van matigheidsgezelschappen.

i) Tot het stichten van toevluchtshuizen voor dronkaards.

j) Voor arbeids- en verbeteringshuizen.

k) Voor ondersteuning en bescherming van ontslagen opgeslotenen.

l) Voor onderstand in natura.

.

Kortom, het monopolie kwam in Zwitserland ten gepasten tijde tot stand. Om er wortel te schieten, vond het een wonderwel bereiden grond.

Het werd meesterlijk ingericht en zijne uitslagen zijn hoogst bevredigend.

Bracht het tot hiertoe den doodsteek niet toe aan drankzucht, het verminderde toch dezès noodlottige gevolgen. Het bevorderde 's lands nijverheid, zonder andere belangen in het minst te schaden. Het schafte den inlandschen tol van *Ohmgeld* en octrooirecht af en leidde tot het gezonder verbruik van wijn en bier, ten koste van den verderfelijken brandewijn.

Eindelijk, en deze omstandigheid is vooral voor den Zwitserschen kiezer gevoelig, het verschafte de kantons en sommige gemeenten meer schatbare geldmiddelen dan de vroegere kantonnale en gemeentelijke rechten. Meer was er niet noodig, om het monopolie te doen goedkeuren door alle burgers, en wellicht om den weg te bereiden tot nog andere monopolien.

Kortom, het monopolie, met een economisch doel opgevat om beschermingsrecht te weren, werd aangenomen om zedelijke en menschlievende redenen; het bleef in stand en wint dagelijks voorstanders, uit hoofde van het geldelijk belang.

BILAGE II.

	1890.	1891.	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.	1898.	1899.
	H. aan 50°.	H. aan 50°.	H. aan 50°.	H. aan 50°.	H. aan 50°.	H. aan 50°.	H. aan 50°.	H. aan 50°.	H. aan 50°.	Nabijkomende cijfers. H. aan 50°.
Hoeveelheden aan de belasting onderworpen	566,284	588,155	587,822	584,570	584,731	628,451	546,471	(¹) 592,645	593,541	674,000
Onbelaste hoeveelheden (8 % van de hoeveelheden, onder het vroegere stelsel voortgebracht)	45,503	47,051	47,026	46,720	46,776	50,272	45,712	51,600	.	.
Totaal der voortbrenging	611,587	635,186	634,848	631,090	631,507	678,705	590,185	624,245	593,541	674,000
Invoer	15,050	16,429	16,309	16,020	18,041	18,286	17,642	12,173	12,484	12,000
TOTALEN	626,637	651,615	651,157	647,110	649,548	696,989	607,825	636,418	605,825	686,000
Uitvoer met ontheffing van rechten	17,418	10,202	9,798	4,502	4,455	4,764	5,740	2,972	23,956	110,000
Blijft voor het verbruik	609,219	641,413	641,359	642,808	645,093	692,225	604,085	633,446	581,869	576,000
Hoeveelheden aangewend tot de nijverheid	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	(²) 15,000
Menschelijk verbruik	594,219	626,413	626,359	627,808	630,095	677,225	589,085	618,446	566,869	561,000
Feitelijke bevolking	(³) 6,069,321	6,156,444	6,195,555	6,263,272	6,341,958	6,410,783	6,495,886	6,586,593	6,669,732	6,750,000
Verbruik per hoofd	979	1021	1011	1012	993	1056	9106	959	850	851
						Middelcijfer voor 1895 tot 1897 : 9106.				

(¹) Waarvan 595,295 oud stelsel en 197,412 nieuw stelsel.

(²) De hoeveelheid alcohol, in de nijverheid gebruikt met vrijstelling van accijns, beloopt in ronde cijfers 10,000 hectoliter aan 50° G. L.; de hoeveelheden, in de nijverheid gebruikt zonder vrijstelling van rechten, is geraamd op 3,000 hectoliter aan 50° G. L.

(³) Tienjarige volkstelling.

BIJLAGE IIIA. *Uittreksel uit de tabel van den algemeenen handel met vreemde landen in 't jaar 1898 (blz. 343).*

Gemiddelde tienjarige cijfers.

JAREN.	1	Hoeveelheden ingevoerd en aan 't gebruik overgeleverden uitlandschen brandewijn. — 50° G. L. bijzondere handel.	2	Nabijkomende hoeveelheden voortgebracht brandewijn. — 50° G. L.	3	Nabijkomende hoeveelheden. Stokerijen van kern- en steenvruchten.	4	TOTAAL DER KOLOMVEN 2, 3 et 4	Uitgevoerde hoeveelheden brandewijn. — 50° G. L.	5	6.	7	GEHEVEN RECHTEN.			
													TOL.	ACCISSEN.		
														Uitlandsche brandewijn.	Inlandsche brandewijn.	10
GEMIDDELD TIENJARIG CIJFER.																
1831-1840		hectoliter 4,275		hectoliter 267,145		hectoliter .		hectoliter 271,420		hectoliter 2,024		hectoliter 269,396	frank. 10,505	frank. 247,817	frank. 2,801,481	
1841-1850		4,789		262,224		107		267,096		3,880		263,216	22,824	259,924	3,532,115	
1851-1860		4,931		307,294		66		312,291		29,208		283,085	53,011	259,412	3,530,770	
1861-1870		37,440		380,073		29		417,542		21,314		396,020	1,609,515	95,488	12,309,415	
1871-1880		12,020		510,710		8		522,758		69,726		453,010	914,702	"	22,436,757	
1881-1890		15,027		541,126		3		554,146		32,247		521,899	1,297,426	"	51,061,672	
1897		12,173		(1) 305,203 (2) 197,142		"		604,818		2,972		601,846	1,968,803	"	61,022,468	
1898		12,484		595,341		"		605,825		25,956		581,869	2,009,675	"	49,458,369	

(1) Vroeger stelsel; wet van 18 Juli 1887.

(2) Nieuwer stelsel; wet van 15 April 1896.

(1) Vroeger stelsel; wet van 18 Juli 1887.

(2) Nieuwer stelsel; wet van 15 April 1896.

BIJLAGE III^b.*Bevolking op 31 December (1).*

1851.	1846.	1856.	1866.	1876.	1880.	1890.	1898.
5,785,814	4,537,199	4,529,559	4,827,829	5,356,177	5,520,003	6,069,513	6,669,732

Gemiddelde toename per jaar.

1851 tot 1846.	1846 tot 1856.	1856 tot 1866.	1866 tot 1876.	1876 tot 1880.	1880 tot 1890.	1890 tot 1898.
36,759	19,256	29,827	50,855	45,956	54,951	75,051

De vermeerdering der bevolking van het Rijk, sedert 1831, bedraagt	2,883,918
Van 1851 tot 1846 beliep de jaarlijksche toename	36,759
Van 1890 tot 1898 beliep de jaarlijksche toename	75,051

(1) Wij bezitten geene tienjarige middelen, die overeenkomen met die van Bijlage III^a. Wij geven diegene op, welke overeenkomen met de tijdvakken, vermeld in het *Belgisch statistisch Jaarboek* voor 1890, blz. 4 : 1851-1846 is een tijdvak van vijftien jaar; 1846-1856, 1856-1866, 1866-1876 zijn tienjarige tijdvakken; 1876-1880 is een tijdvak van vier jaar; 1880-1890, een tijdvak van tien jaar; 1890-1898, een tijdvak van acht jaar.

BIJLAGE N^r 2.

NOTA

door een lid overhandigd en ontwerp tot gemeenteverordening.

Een lid hecht zijne warme goedkeuring aan de vereischte voorwaarden voor de gezondheid der lokalen en de zedelijkheid der slijters, waaraan de Commissie het openen van eene nieuwe slijterij wil onderwerpen, doch drukt zijn leedwezen uit omdat de Commissie niet besloot tot beperking van het getal slijterijen door middel van de wet.

Het getal slijterijen van gegiste dranken is waarlijk schrikbarend in ons land, dat in dit opzicht eene weinig benijdenswaardige eerste plaats inneemt. Wij tellen eene slijterij op 36 inwoners.

Immermeer ontstaat mededinging, door het oprichten van nieuwe slijterijen. Ongetwijfeld bestaat er geene verhouding tusschen 't verbruik van alcohol en het getal slijterijen. Het verbruik hangt niet enkel af van het aantal verkoopplaatsen, en de opening van elke nieuwe slijterij verwekt geene evenredige vermeerdering van verbruik.

Doch het ware ongerijmd, het getal slijterijen te beschouwen als eene onverschillige en te verwaarloozen omstandigheid. Hoe grooter dat getal wordt, hoe meer beteekenis het krijgt. Iedere slijter legt er zich op toe om het publiek ten zijnent te lokken. Iedere slijterij is eene aantrekking, waaraan de menigte maar al te gevoelig is.

D^r Baer, een man van gezag op dat gebied, schreef: « Iedereen erkent dat in eene bepaalde streck dronkenschap meesttijds in rechtstreeksche verhouding staat tot het getal herbergen. Hoe meer slijterijen, hoe meer drinkbroers. In den alcoholhandel, houdt het aanbod geen gelijken tred met de vraag en verwekt het aanbod de vraag. Hoe gemakkelijker een ieder zich overal ten allen tijde en prijze alcohol kan aanschaffen, hoe meer de lieden toegeven aan dat genot. Wilt gij dus een ernstigen strijd tegen dronkenschap voeren, dan moet het eerste aanvalspunt het getal der slijterijen zijn ⁽¹⁾. »

⁽¹⁾ A. BAER, *Der Alkoholismus, seine Verbreitung und seine Wirkung auf der individuellen und socialen Organismus, sowie die Mittel, ihn zu bekämpfen*. Berlin, 1878. — A. BAER, *Die Trunksucht und ihre Abwehr*. Wien und Leipzig, 1890.

Zijnerzijds zegde de heer Léon Say, in zijn algemeen verslag namens de in 1888 buiten het parlement in Frankrijk aangestelde alcohol-commissie : « Vooral sedert tien jaar hebben de hygienisten hunnen noodkreet geslaakt, en sedert tien jaar nam, zooals iedereen bekend, het getal drankslijterijen het meest toe. Dus vermeerderde het getal slijterijen terzelfder tijd als het kwaad; 't is toen dat getal het meest toenam, dat men gemakkelijker de gevolgen der kwaal kon waarnemen. Uit die waarneming hoeft men gevolgtrekkingen af te leiden, in den aard dergene van den heer Claude (Vogeezen), welker kracht die der zedelijke waarnemingen versterkt. Slijterijen zijn eene verleiding en die verleiding is een gevaar. De bekoring, uitgeoefend op verzwakte wezens, wier weerstandskracht verdwijnt naar gelang van vroeger misbruik, is eene der blijkbaarste oorzaken van de te bestrijden kwaal. »

Zelfs diegenen welke zouden betwisten dat beperking invloed uitoefent op het verbruik, moeten met den heer Prins erkennen dat die beperking beteugeling en toezicht vergemakkelijkt, en met den heer Cauderlier, dat die beperking wordt opgedrongen namens de gezondheidsleer, de orde en de openbare welvoeglijkheid.

In hare vergaderingen van 11 en 18 December 1886, werd beperking bij de wet aanbevolen door de Arbeidscommissie. De Commissie tot het bestudeeren van het alcohol-vraagstuk herhaalde den 25^e Februari 1896 uitdrukkelijker denzelfden wensch.

In den vreemde, werd dat stelsel toegepast, met name in sommige Staten der Amerikaansche Unie en in Nederland. Te New-York volstond de beslissing, dat er slechts eene nieuwe slijterij mocht geopend worden naarmate eene vroegere sloot, om in achttien maanden tijds en ondanks de gestadige toeneming der bevolking, het getal *saloons* te doen dalen van 8,219 tot 7,310. Dezelfde maatregel, in Nederland toegepast, verminderde de 43,000 slijterijen van 1881 tot 25,000 in 1894; en zoodra de wet, die slechts ten hoogste ééne herberg toelaat voor 500 inwoners in groote steden en voor 250 in kleine gemeenten, volkomen zal toegepast worden, zal het getal slinken tot 12,000 (1).

Om dat stelsel toe te passen, zou het volstaan in de wet te bepalen, dat het getal vergunningen tot het openen van elke nieuwe drankslijterij, dadelijk nadat de wet van kracht wordt, niet meer mag belooopen dan zeker maximum, dat kan bepaald worden naar de schaal, aangenomen door de wet van 1889 op het vergunningsrecht : in gemeenten met 60,000 en meer ingezetenen, ééne slijterij op 500 inwoners; in gemeenten met 50,000 tot 59,999 ingezetenen, ééne op 400 inwoners; in gemeenten met 15,000 tot 29,999 ingezetenen, ééne op 300 inwoners; in gemeenten met 5,000 tot 14,999 ingezetenen, ééne op 250 inwoners; in gemeenten met min dan 5,000 ingezetenen, ééne op 200 inwoners.

Dit maximum zou niet mogen veranderen al nam de bevolking toe.

De beperking zou slechts trapsgewijs geschieden. Verlaat de drankslijter zijnen handel, ten gevolge van overlijden, faillissement of alle andere oorzaak (behalve onteigening), dan verdwijnt de slijterij. Evenwel zou er eene uit-

(1) MAURICE VANLAER, *L'alcoolisme et ses remèdes*. Parijs, 1897.

zondering worden gemaakt voor de weduwe en de minderjarige kinderen, die van rechtswege den bestaanden handel zouden mogen voortzetten.

Inrichtingen waar het slijten van dranken slechts als bijzaak geldt in het bedrijf hoofdzakelijk bestemd tot het voeden en herbergen van lieden, zouden niet onder de toepassing der wet vallen.

De tegenwerping, berustend op de onderstelling dat er in eene gemeente nieuwe wijken ontstaan, is geenszins afdoende. Vergunninghoudende slijters zullen, zoo er wezenlijke behoefte bestaat om die wijken te bedienen, ongetwijfeld hunnen handel daar overbrengen.

Naar de meening des opvatters, levert dat voorstel dit voordeel op, dat de goede wil des wetgevers niet rechtstreeks in strijd zal komen met kiesbelang, en daarom mag men de hoop koesteren dat het goedgekeurd zal worden.

Vóór tal van jaren, zou er geene nieuwe slijterij meer kunnen tot stand komen. De bestaande herbergier zou zijn leven lang en voor de zijnen het recht hebben om herbergier te blijven. Zoodoende zou men vele belangen, strijdig met matigheid, ontwapenen.

BIJLAGE N^o 3.

Groothertogdom Luxemburg.

WET VAN 2 MAART 1865 OP HET HOUDEN VAN HERBERGEN,
gewijzigd door de wetten van 18 Maart 1896 en 18 Juni 1898.

EERSTE ARTIKEL.

Al wie voortaan eene herberg, tapperij of om 't even welke slijterij van ter plaatse te verbruiken sterken drank wil openen, moet, alvorens zijn bedrijf aan te vangen, daarvan aangifte doen ten kantore van den ontvanger der rechtstreeksche belastingen, in de gemeente waar de slijterij wordt gevestigd, en, behalve de verder opgegeven jaarlijksche belasting, in handen van dien ambtenaar storten :

200 frank in kiesafdeelingen met min dan 300 inwoners;
300 frank in afdeelingen van 300 tot min dan 500 inwoners;
400 frank in afdeelingen van 500 tot min dan 1,000 inwoners;
500 frank in afdeelingen van 1,000 tot min dan 2,000 inwoners;
600 frank in afdeelingen van 2,000 tot min dan 4,000 inwoners;
800 frank in afdeelingen van 4,000 tot min dan 8,000 inwoners;
1,000 frank in afdeelingen met 8,000 inwoners en daarboven.

Deze sommen worden verdubbeld in afdeelingen waar er *éene* tapperij of slijterij bestaat in verhouding tot zeventig ingezetenen.

Al wie dergelijke slijterij wil voortzetten, moet, bij aangifte daarvan, voordat de maand Januari van elk jaar is verlopen, in handen des ontvangers storten :

30 frank in afdeelingen met min dan 300 inwoners;
40 frank in afdeelingen van 300 tot min dan 500 inwoners;
50 frank in afdeelingen van 500 tot min dan 1,000 inwoners;
65 frank in afdeelingen van 1,000 tot min dan 2,000 inwoners;
80 frank in afdeelingen van 2,000 tot min dan 4,000 inwoners;
100 frank in afdeelingen van 4,000 tot min dan 8,000 inwoners;
125 frank in afdeelingen met 8,000 inwoners en daarboven.

Voor de toepassing der jaarlijksche belasting en dergene op de inrichting, worden de benedenstad van den Grund, met inbegrip van de Basse-Petrusse, het Pfaffenthal, met inbegrip der Bons-Malades, de voorstad Clausen, de bergvlakte Limpertsberg, met inbegrip der helling van Eisch, voor zooveel deze is gelegen op Luxemburgsch grondgebied, gelijkgesteld met de kiesafdeelingen die eene gelijke bevolking hebben.

Besloten kringen en gezelschappen, waar drank wordt gesleten, hetzij voor rekening der maatschappij, hetzij door eenen huishbewaarder, moeten de hierboven bevolen aangifte en storting doen. De huishbewaarders zijn verantwoordelijk voor het nakomen van die verplichting.

Overtreding van bovenstaande bepalingen geeft aanleiding tot eene boete tweemaal zoo hoog als de verschuldigde belasting.

Van 't oogenblik dat er proces-verbaal is opgemaakt, blijft de inrichting gesloten tot de belasting, de boete en de kosten van rechtspleging zijn betaald.

De bij dit artikel ingestelde belastingen tellen niet mede voor den persoonlijken aanslag, noch voor het beloop der meubilaire belasting, waarmede zij gelijkgesteld blijven voor het regelen van de heffing.

Zij worden evenmin medegerekend voor den kiescijns.

ART. 2.

Wordt niet beschouwd als nieuwe slijterij :

1^o De slijterij die, bij erflating of gift in rechte linie, wordt voortgezet in dezelfde lokalen ;

2^o De slijterij die in dezelfde wijk van lokaal verandert.

Wordt evenwel de slijterij niet beheerd door denzelfden persoon op wiens naam zij is aangegeven, zoo wordt alle verandering van beheerder beschouwd als eene nieuwe inrichting, waarvoor de bij artikel 1 bepaalde belastingen zijn te betalen.

Deze belasting is niet van toepassing op kringen en gezelschappen, waar drank wordt gesleten.

ART. 3.

De belastingen zijn verschuldigd door elke slijterij met afzonderlijken ingang, ten ware de verschillende deelen van eene inrichting dicht genoeg aan elkander palen om in al de lokalen door dezelfde personen gelijktijdig te laten bedienen.

ART. 4.

Zij die ten huize, tegen lageren prijs dan fr. 2.50 per liter, met eene hoeveelheid van vier liter of minder, brandewijn verkoopen, welke niet ter plaatse wordt verbruikt, moeten daarvan vooraf aangifte doen en de bij artikel 1 bepaalde belastingen betalen, op straf van boete tot het dubbel bedrag van de verschuldigde belasting.

ART. 5.

Alleen zij die de bepalingen van artikel 1 dezer wet nakomen, mogen voortaan in de open lucht, onder tenten of barakken, hetzij toevallig, hetzij bij buitengewone of op geregelde tijdstippen terugkomende gelegenheden, gestookte of gegiste dranken slijten.

Voor dergelijke slijterij moet vooraf eene bijzondere belasting van twee frank per verkoopdag worden betaald.

Overtreding der bepalingen van dit artikel geeft aanleiding tot eene boete van het dubbele der bijzondere belasting, onverminderd de straffen, voorzien bij artikel 1.

ART. 6.

De inrichtingen en gezelschappen, in artikel 1 vermeld, worden te tien uur 's avonds gesloten, en mogen niet vóór vier uur 's morgens worden geopend.

In de steden en kantons-hoofdplaatsen, alsmede in de andere plaatsen met eene bevolking van 2,500 ingezetenen, kan, bij beslissing des gemeenteraads, het sluitingsuur worden verschoven tot elf uur.

De Algemeene Bestuurder van justitie kan, onder de door hem raadzaam geoordeelde voorbehoudingen, de uren wijzigen, waarop de buffetten in aanzienlijke statien moeten gesloten worden.

De met de plaatselijke politie belaste overheid mag het uur der sluiting doen aankondigen door hare beambten of bij klokgelui.

Het beteugelen van de overtredingen wordt evenwel door geene waarschuwing voorafgegaan.

ART. 7.

Het college van burgemeester en schepenen kan, om eene reden van algemeen aard, zooals vastenavond, kermis, patroonfeest of nationaal feest, de uitvoering van het voorgaande artikel ten hoogste voor drie achtereenvolgende nachten schorsen, in het gebied der gemeente of eener wijk, mits dat de beslissing daags voordat zij wordt ten uitvoer gelegd worde afgekondigd.

Dat college kan ook bijzondere ontheffing toestaan voor vereenigingen van besloten gezelschappen, behoudens daarvoor, naar de omstandigheden, eene som van minstens tien en hoogstens twintig frank te doen betalen ten voordeele van het weldadigheidsbureel.

Alle beslissing, genomen krachtens dit artikel, wordt den ambtenaar van het openbaar ministerie bij de politierechtbank ter kennis gebracht.

ART. 8.

Al wie na het sluitingsuur in een der in artikel 1 vermelde plaatsen verblijft, verbeurt eene boete van drie tot vijftien frank, welke, bij herhaling binnen het jaar, kan worden verhoogd tot dertig frank.

De boete beloopt van vijftien tot dertig frank, voor hen die geen gevolg geven aan het bevel der beambten tot het ontruimen der plaatsen.

Bovenstaande bepalingen zijn niet van toepassing :

- a) op den slijter, de leden van zijn gezin en zijne dienstboden ;
- b) op de reizigers, ingeschreven in het register, gehouden krachtens artikel 555 van het Strafwetboek.

De straf, opgelopen door niet ingeschreven reizigers, valt ten laste van den slijter, zoo deze hun zijn reizigersboek niet voorlegde.

De slijter, die de bepalingen van artikel 6 overschrijdt, verbeurt eene boete van drie frank, voor iederen in overtreding bevonden persoon, zonder dat de straf minder kan bedragen dan zes frank, noch meer dan dertig frank, bij eene eerste overtreding, en vijftig frank bij herhaling binnen het jaar.

ART. 9.

Op straf eener boete van zes frank tot vijftien frank voor iedere overtreding, is het den slijters verboden :

- a) ontzegde of onder rechterlijken raad staande personen, en jongelingen van min dan zeventien jaar, zoo deze niet zijn begeleid door personen onder wier gezag zij staan, toe te laten, behalve in geval van reis ;
- b) dronken personen toe te laten, of hun nog verder drank te bedienen.

ART. 10.

Het is verboden zich in te laten met openbare spelen, en geruchtmakende bijeenkomst te houden in de nabijheid van aan den eeredienst gewijde gebouwen, tijdens den kerkelijken dienst, op straf eener boete van drie tot vijftien frank, ten laste van elken overtreder.

De boete bedraagt van zes tot dertig frank, voor al wie de stoornis voortzet na 't verbod der verbaliseerende beambten.

ART. 11.

De ambtenaren en beambten der rechterlijke politie, der bestuurspolitie en der openbare macht leggen de noodige bezoeken af, om alle overtreding van deze wet vast te stellen.

De politiebeambten, andere dan de ambtenaren der rechterlijke politie of de daartoe door het schepencollege aangeduide gemeenteraadsleden, mogen de in het voorgaande artikel vermelde plaatsen maar betreden terwijl zij wettelijk of feitelijk openstaan.

Zijn die plaatsen gesloten na de bij de wet of bij de overheid voorgeschreven sluiting, dan mogen die beambten er maar binnentreden voor zooveel zij vergezeld zijn door eenen ambtenaar der rechterlijke politie of door een gemeenteraadslid, daartoe door het schepencollege aangewezen.

De ambtenaren der rechterlijke politie of de gemeenteraadsleden, aangesteld ingevolge het voorgaande lid, kunnen, in geval geen gevolg wordt gegeven aan drie achtereenvolgende aanzeggingen om de plaatsen te openen, dezer opening bevelen en doen ten uitvoer brengen.

De slijters, die den toegang tot hun lokaal weigeren of verhinderen, zelfs

des nachts, wanneer er nog volk of licht is, zij die geen gevolg geven aan het bevel der verbaliseerende beambten om hun lokaal te sluiten, zij die weigeren de namen op te geven van in overtreding bevonden personen, of valsehe aanduidingen verstrekken, en zij die op welke wijze ook de verrichtingen der beambten van de politie of van de openbare macht verhinderen, kunnen worden gestraft met eene boete van tien tot dertig frank, en, naar omstandigheden, met eene gevangenzitting van één dag tot vijf dagen, onverminderd de straffen, door het Strafwetboek bepaald in geval van opstand, belediging of ander wanbehoef.

De processen-verbaal van de in § 1 bedoelde ambtenaren en beambten zijn rechtsgeldig tot het tegendeel is bewezen.

ART. 12.

Alle arresten van veroordeeling tot eene lijfstraf brengt voor de veroordeelden eenewigdurend verbod mede om eene slijterij van ter plaatse te verbruiken dranken te houden of voort te zetten.

Hetzelfde verbod wordt uitgesproken voor eenen termijn van zes maanden tot vijf jaar :

1° Tegen elken persoon, veroordeeld tot eene gevangenzitting van minstens eene maand, als dader van of medeplichtige aan eene der overtredingen, voorzien in de hoofdstukken IV, V, VI en VII, titel VII, boek II, de hoofdstukken I en II, titel IX, boek II, in de artikelen 305, 339 en 340 van het Strafwetboek en in de artikelen 5, 7, 8 en 9 der wet van 6 April 1881, op vervalsching van voedende eet- en drinkwaren;

2° Tegen elken slijter, veroordeeld tot zulke straf, als dader van of medeplichtige aan smaad of opstand jegens de ambtenaren of beambten der rechterlijke politie, der bestuurspolitie of der openbare macht, handelend voor het handhaven der orde in des slijters inrichting, of voor de politiebewaking, waaraan deze is onderworpen.

ART. 13.

Wanneer, in de gevallen vermeld onder nrs 1 en 2 van het voorgaande artikel, de beloopte straf eene boete is of eene gevangenisstraf van min dan eene maand, kan de ontzegging worden uitgesproken voor eenen tijd welke niet meer dan drie jaar zal bedragen.

Hetzelfde geschiedt ten opzichte van eenen slijter die, deze wet overtredende, binnen de twaalf voorgaande maanden werd veroordeeld krachtens dezelfde wet.

ART. 14.

De duur der ontzegging, door het vonnis of arrest tot veroordeeling bepaald, vangt aan van den dag waarop de veroordeelde zijne straf heeft uitgedaan, of waarop de straf is verjaard.

De ontzegging kan daarenboven uitwerksel hebben te rekenen van den dag waarop de veroordeeling, uitgesproken nadat de partijen zijn gehoord of wel bij verstek, onherroepelijk is geworden.

ART. 15.

Elke persoon die, zelf of door tusschengeplaatste bij hem inwonende personen, eene slijterij houdt ondanks de ontzegging, uitgesproken krachtens § 6 van artikel 4 of krachtens de artikelen 12 en 13 dezer wet, wordt veroordeeld tot eene boete van zes en twintig frank tot vijf honderd frank, en tot eene gevangenzitting van acht dagen tot twee maanden.

De tot de slijterij dienende voorwerpen worden verbeurd verklaard en de inrichting wordt onmiddellijk door de openbare macht gesloten.

ART. 16.

Personen die, door hunnen staat van dronkenschap, ergernis verwekken, hetzij op de straat, hetzij in voor het publiek toegankelijke plaatsen, worden aangehouden en kunnen in eene veilige plaats worden opgehouden tot hun staat van dronkenschap voorbij is.

Zij zijn strafbaar met eene boete van tien tot twintig frank, en naar omstandigheden, met eene gevangenzitting van één dag tot vijf dagen.

In geval van herhaling, ingevolge artikel 363 van het Strafwetboek, kan de rechter, behalve de boete, eene gevangenzitting tot hoogstens negen dagen uitspreken.

ART. 17.

In geval van nieuwe herhaling binnen twaalf maanden, die volgen op de tweede veroordeeling, wordt de betichte voor de boetstraffelijke rechtbank gedaagd en veroordeeld tot eene boete van zes en twintig tot drie honderd frank of eene gevangenzitting van tien dagen tot ééne maand.

ART. 18.

Al wie krachtens het voorgaand artikel sedert min dan een jaar veroordeeld werd wegens ergernis bij dronkenschap en zich opnieuw aan dezelfde overtreding schuldig maakt, wordt veroordeeld tot het maximum der in het vorige artikel opgegeven straffen, welke verdubbeld kunnen worden.

Daarenboven wordt hij voor één jaar tot vijf jaar onbevoegd verklaard tot het uitoefenen van de volgende rechten :

- 1^o Openbare ambten, betrekkingen of diensten te verrichten;
- 2^o Te stemmen, te verkiezen, verkozen te worden;
- 3^o Deel uit te maken van eenen familieraad, aangesteld te worden als voogd, bijstaanden voogd of curator, tenzij over zijne eigene kinderen en na eensluidend advies van den familieraad; benevens het ambt van rechterlijken raad of voorloopigen beheerder uit te oefenen;
- 4^o Wapens te dragen;
- 5^o School te houden of te onderwijzen, of werkzaam te zijn in een onderwijsgesticht, als leeraar, meester of toezieners.

ART. 19.

Overtreding van deze wet, behalve diegene voorzien bij de artikelen 15, 17 en 18. en bij §§ 1 en 2 van het hiernavolgend artikel 21, wordt gevonnist door de politierechtbank, die de straffen samenvoegt, hetzij onder elkander, hetzij met die welke voor andere overtredingen werden uitgesproken.

De bepalingen van het eerste boek van 't Strafwetboek, alsmede die der wet van 18 Juni 1879, die de gerechtshoven en gerechtsbanken machtigen om te oordeelen over verzachtende omstandigheden, zijn van toepassing op de overtredingen, voorzien bij de artikelen 15, 17 en 18.

ART. 20

Herbergsschulden zijn aan vermindering onderhevig; te dien aanzien nemen de rechtbanken in aanmerking het geldelijk vermogen van den schuldenaar, de goede of kwade trouw der schuldeischers, het nut of het nuttelooze der uitgaven.

Geen eisch voor die schulden is nog ontvankelijk zes maanden na den datum van het verbruik.

ART. 21.

Wij behouden Ons voor om de voorwaarden te regelen, waaraan de slijterijen moeten beantwoorden, met het oog op de gezondheid.

Overtreding van deze verordeningen wordt gestraft met eene boete van zes en twintig tot tweehonderd frank. Daarenboven kunnen de rechtbanken verbod tot slijten uitspreken voor ten hoogste drie jaar.

ART. 22.

Onze Algemeene Bestuurder van financiën en Onze Algemeene Bestuurder van justitie zijn, ieder wat hem betreft, gelast de noodige maatregelen te nemen ter uitvoering van deze wet en van de te maken verordeningen.

ART. 23

Onze Algemeene Bestuurder van financiën doet, behoudens beroep bij den Raad van State, uitspraak over de klachten, waartoe het heffen van de belastingen aanleiding zou geven.

ART 24

De wetten van 1 December 1854 en van 21 December 1861 op de politie over de herbergen is ingetrokken.

ART. 25.

De tekst dezer wet, gedrukt in de Franche en in de Duitsche taal, wordt op eene zichtbare plaats aangeplakt in elk onder artikel 1 dezer wet vermeld lokaal, op straf van zes frank boete ten laste van den slijter.

Bevelen, enz.

